

PRESENTATION DE CE BULLETIN OUVRIER

Ce bulletin est le fruit d'un travail mené en commun par des camarades de *Mouvement Communiste* et plusieurs camarades appartenant à une tradition différente. La convergence s'est faite lors des mouvements contre les licenciements, notamment à Danone, lorsqu'il nous est apparu que l'essentiel de nos positions, quant à l'analyse de la lutte et au rôle des militants révolutionnaires en son sein, étaient concordantes.

Comme nous le disions déjà en 1995 :
« *Que des militants différents sur le plan de la tradition politique se retrouvent aujourd'hui et partagent l'essentiel en matière de préoccupations et de conceptions concernant les luttes défensives (ce qui n'empêche pas les divergences dans d'autres domaines), dans le cadre d'une structure à la fois plus vaste, plus ouverte ne peut qu'inciter à persévérer, à l'heure où la voix des communistes est dramatiquement absente en milieu ouvrier. C'est ainsi que nous souhaiterions faire de notre regroupement un lieu stable voué à l'écoute attentive des ferments ouvriers et, si possible, un lieu privilégié où une intervention concrète au sein des luttes pourrait s'élaborer. Cette activité globale se déploiera, bien sûr, à partir d'acquis et d'objectifs communs à savoir : la nécessaire participation aux luttes économiques défensives du prolétariat, en vue de la cristallisation d'un milieu ouvrier minoritaire d'avant-garde en rupture avec les organisations syndicales intégrées à l'Etat capitaliste.* »

Il est nécessaire de rappeler la difficulté énorme de cette démarche qui, si elle ne veut pas se confiner à l'énonciation de quelques généralités caricaturales sur les «*syndicalistes traîtres*» et les vertus des «*extensions miracles*», devra se nourrir d'études détaillées des capitaux individuels concernés par les conflits afin d'offrir aux prolétaires combattifs des outils efficaces pour l'action et, par là même, une intelligence claire de leur condition. La reconstitution d'un authentique milieu prolétarien révolutionnaire est à ce prix.

Si des militants de *Mouvement Communiste* participent au *Bulletin Ouvrier*, cela ne fait pas de celui-ci la structure «*ouvrière*» - de même qu'il n'existe pas de structure «*jeune*» ou «*immigrée*» - où il irait racketter des militants. Comme toute formation communiste digne de ce nom, *Mouvement Communiste* prépare sa disparition dans un ensemble organisé plus vaste dont il ne prétend être ni le pépin, ni le noyau, ni l'embryon.

Une existence plus régulière, plus rayonnante de ce bulletin constituera une première preuve concrète de l'avancement de ce projet.

On trouvera dans ce bulletin des documents inédits sur la grève chez Renault-Flins en 1995, un bilan de la grève chez Belin-Evry en 1995 rédigé par les grévistes eux-mêmes et publié à l'époque par leurs soins. On pourra lire également des compléments d'analyse sur ces agitations. La lutte actuelle chez Danone contre les licenciements sera traitée par la republication de nos tracts récents sur le sujet et par un premier point sur les agitations en cours. Pour terminer, il nous a paru opportun de livrer quelques commentaires sur la lutte chez Cellatex-Givet contre la fermeture de l'usine de juillet 2000.

Pour tout contact, écrire, sans autre mention, à :
Christian Fletcher, 19 rue de l'Alun 91630 - Marolles en Hurepoix.

SOMMAIRE

PRESENTATION DE CE BULLETIN OUVRIER.....	1
DU PRINTEMPS A L'HIVER 1995 (première partie).....	4
LES RAISONS DE CE TRAVAIL.....	4
PRINTEMPS 95 ET NOVEMBRE-DECEMBRE 95.....	4
AVANT 1995.....	4
RETOUR SUR RENAULT.....	5
CHRONOLOGIE.....	5
CHRONIQUES OUVRIERES.....	13
UN DEBUT SPONTANE.....	13
LA GREVE PARTOUT.....	14
DEUXIEME JOURNEE.....	16
FIN DE LA PREMIERE SEMAINE.....	17
DEUXIEME SEMAINE.....	18
LES MEETINGS ET LES ASSEMBLEES.....	19
UNE JOURNEE D'ACTION DE TOUT RENAULT.....	20
LES COMITES DE GREVE.....	21
FIN DE LA DEUXIEME SEMAINE.....	24
TROISIEME SEMAINE.....	24
MARDI 21 MARS.....	25
LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.....	26
CONCLUSION.....	28
SIX ANS DEJA ... , ET ON EN REPARLE ENCORE.....	29
D'AUTRES ELEMENTS DE BILAN DE LA GREVE.....	31
Appendice : Quelques données sur Renault avant la grève.....	34
BILAN RENAULT 1995.....	34
LA SITUATION DE RENAULT EN 1995.....	35
L'USINE DE FLINS EN 1995.....	37
DE BELIN 1995 A DANONE 2001.....	38
PRESENTATION.....	38
LA GREVE A BELIN 1995.....	39
POUR LA REPRISE ...DES SALAIRES.....	39
LA GREVÉ DÉMARRE.....	40
UN COMITÉ DE GREVÉ EST ELU.....	40
LA DIRECTION TENTE DE MANOEUVRER.....	40
QUELLES PERSPECTIVES POUR LA GRÈVE ?.....	41
POUR L'EXTENSION.....	42
CHATEAU THIERRY.....	43
QUELQUES HÉSITATIONS DISSIPÉES.....	43
DE QUI SE MOQUE-T-ON ?'.....	44
LA GRÈVE COMMENCE A DEVENIR CONTAGIEUSE.....	45
LA DIRECTION DE BELIN JOUE LA PROVOCATION.....	46
LA DIRECTION DE DANONE SE VEUT PLUS CONCILIANTE ...DU MOINS EN APPARENCE.....	46
LA GUERRE DES NERFS.....	47
REPRENDRE, MAIS LA TETE HAUTE ET AVEC UN SACRE MORAL !.....	49
LE BILAN.....	50
LU-BELIN 2001 : FERMETURES D'USINES EN SERIE.....	51
DES PLANS EN RAFALE.....	51
L'ANNONCE DANONE.....	51
LA SITUATION DE DANONE.....	52
DU CÔTE DES OUVRIERS.....	56
EFFECTIFS LU-DANONE France.....	58
CHRONOLOGIE (TRES) PROVISOIRE.....	59
LETTRE A DES CAMARADES.....	64
RETOUR SUR CELLATEX.....	68
PRESENTATION.....	68

BULLETIN OUVRIER

QUELQUES DONNEES ET UN PEU D'HISTOIRE.....	68
LE FEU AUX POUDRES.....	69
UNE LUTTE RADICALE MAIS ISOLEE ET DESEPEREE	69
L'ACIDE COULE.....	71
LA CGT ET LE GIGN A LA RESCOUSSE.....	71
EPILOGUE... ET ONZE MOIS PLUS TARD.....	72
LES OUVRIERS OCCUPAIENT L'USINE COMME L'USINE OCCUPAIT LES OUVRIERS	72
QUELQUES ENSEIGNEMENTS.....	73
SOMMAIRE DES NUMEROS PRECEDENTS.....	75
TRACTS.....	76

DU PRINTEMPS A L'HIVER 1995 (première partie)

LES RAISONS DE CE TRAVAIL

Occultée en leur temps, puis oubliée du fait du mouvement de novembre-décembre, les grèves du printemps 1995 sont importantes à plus d'un titre. Dans la lignée de la grève d'Air France (octobre 1993), puis de celle de Gec-Alsthom (novembre 1994), elles ont été en effet l'expression d'un renouveau de la combativité ouvrière.

A nos yeux, deux de ces grèves sont emblématiques : celle de Belin (Ris-Orangis) - à cause de son caractère massif et de son organisation (comité de grève, visites des autres usines du groupe et d'autres usines, etc.) - et celles de Renault, et en particulier la grève de Flins. Cette dernière, en dépit de son caractère minoritaire, s'est déroulée dans l'une des plus grosses usines de la région parisienne à forte charge symbolique et matérielle et a formé à l'époque un abcès de fixation exemplaire, gros de menaces pour l'ennemi de classe.

A Flins, pendant trois semaines, entre 900 et 2 500 ouvriers (avec une pointe à 4 400) sont rentrés en lutte avec un comité de grève - quoique de façon imparfaite, nous y reviendrons - et ont réussi à tenir tête, sans confrontation directe, à l'étouffoir syndical. Avec leurs camarades de Renault de Rueil et de Choisy, ils sont parvenus à déstabiliser la paix sociale dans l'entreprise mais, surtout, avec les ouvriers de Belin en grève, ont relancé dans les faits le processus - central pour la perspective révolutionnaire - d'auto-organisation de secteurs combatifs de la classe ouvrière et de singularisation des exploités face aux syndicats et aux organes politiques bourgeois voués à leur encadrement.

Participer à l'œuvre de mémoire ouvrière en montrant le chemin ténu de l'organisation indépendante, c'est ce que se propose ce document à partir de témoignages de grévistes eux-mêmes.

Accessoirement, cela nous permettra de revenir sur certaines erreurs factuelles et parfois d'appréciation commises dans le *Bulletin Ouvrier* n°1. Elles concernaient la grève à Flins et plus particulièrement le rôle des comités de grève.

PRINTEMPS 95 ET NOVEMBRE-DECEMBRE 95

Ce texte est la première partie d'un travail dont le deuxième volet traitera de la grève de la « fonction publique » de novembre-décembre 1995 où nous reprendrons et compléterons ce qui a été publié en 1996 dans le supplément au *Bulletin Ouvrier* n°1. La finalité de ce travail n'est guère d'opposer les « bonnes » grèves « sauvages » du printemps aux « mauvaises » grèves « syndicales » de l'hiver.

Par delà l'identification des impasses et des limites du mouvement de l'hiver, il s'agit de déceler les liens et les discontinuités avec le printemps ouvrier de la même année. Aussi n'épargnerons-nous pas tous ceux qui, à partir des multiples agitations hivernales des salariés de l'Etat, ont créé le mythe du « Mouvement Social ». Cette mystification, qui dure, a en effet largement contribué à redonner un coup de jeune aux organisations syndicales (CGT, SUD, etc.) et aux différentes structures qui prospéreront sur le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997.

AVANT 1995

La grève qui s'est déroulée en octobre-novembre 1994 à Gec-Asthom s'inscrivait dans une tendance - encore timide - à la reprise des luttes ouvrières sur le salaire. Pechiney à

Dunkerque, Sochata (filiale de la Snecma spécialisée dans la réparation de moteurs d'avions militaires), Martell à Cognac furent le théâtre de conflits portant sur les salaires, exigeant des augmentations allant de 500 à 1000 francs.

Cette petite vague d'agitations ouvrières avait été précédée, en juin 1994, par une grève passée quasiment inaperçue à l'usine de pneumatiques Uniroyal de Clairoix dans l'Oise pour l'embauche définitive des intérimaires, le refus des heures supplémentaires et surtout une augmentation de salaire de 1500 francs pour tous. ¹

L'intérêt de ces grèves résidait dans certaines caractéristiques communes :

- le débordement régulier des syndicats au démarrage de la lutte ;
- le rôle moteur des jeunes prolétaires, souvent embauchés sur la base de contrats de travail précaires ;
- le niveau élevé de qualification des grévistes.

Ces éléments abondamment partagés suffisaient, à notre sens, à esquisser une tendance vers une reprise des luttes dont la grève des cheminots en 1986, celle d'Air France d'octobre 1993 et celle de Peugeot en 1989 avaient été les épisodes précédents.

RETOUR SUR RENAULT

En octobre-novembre 1991, des grèves avaient éclaté aux usines Renault de Cléon et du Mans. Cependant, la lutte avait été très rapidement circonscrite au site normand et l'impact du conflit après le lock-out de plusieurs usines de montage - Douai et Flins notamment - entraîné par le blocage par la grève des boîtes de vitesse produites à Cléon, avait été atténué par l'importation de pièces détachées en provenance d'Espagne et du Portugal ².

En revanche, les grèves du printemps 1995 ont touché, à des degrés divers, pratiquement tous les sites importants à l'exception notable de Douai. Certes, les engagements selon les usines furent inégaux. A côté de Flins, qui constitua l'épicentre du mouvement, et de Choisy-le-Roi, les participations de Sandouville, Cléon pour ne pas parler de Douai ne furent guère plus que symboliques. Le cas du Mans est plus complexe. En effet, l'agitation y dura relativement mais ne s'exprima que par trois jours de grève effectif et la production n'y fut jamais complètement arrêtée. Au total, à l'échelle du groupe Renault, cette extension de la lutte, chaotique et irrégulière, fut sans précédent depuis environ deux décennies.

Autre fait remarquable, la participation active des techniciens et des ingénieurs, aussi bien dans les sites de production que dans les centres techniques et les bureaux d'études, qui manifestèrent une combativité exceptionnelle. A Lardy et surtout à Rueil, les grèves et les agitations durèrent près de neuf semaines, bien au-delà donc des luttes de Flins où de Choisy-Le-Roi notamment.

A noter également, le rôle des jeunes dans la grève, tant ouvriers que techniciens, qui se retrouvèrent souvent à la pointe du combat, au moins comme à Flins au début, confirmant ainsi qu'une nouvelle génération de combattants était en train de se lever.

CHRONOLOGIE

Après de nombreuses discussions et des vérifications factuelles, notamment avec des acteurs de la grève, relatives à la lutte dans les usines Renault, nous proposons dans ce *Bulletin*

¹ La grève fut marquée d'ailleurs par l'intervention violente d'un commando de nervis patronaux dirigés par des amis d'une ancienne vedette du G.I.G.N., Philippe Legorgu. Les ouvriers obtinrent la titularisation d'une douzaine d'intérimaires et l'arrêt de l'imposition des heures supplémentaires. Au prix, cependant, licenciés et d'une répression tenace à l'encontre de deux militants de la grève.

² Au terme de cet article, le lecteur pourra se reporter à une chronologie de cette lutte p X

Ouvrier une version sensiblement amendée de la chronologie de la lutte du printemps 1995 que nous avons publiée à l'époque.

Lundi 6 mars

Journée d'action à l'appel de la CGT et de la CFDT afin de faire pression sur la direction générale avant les négociations salariales prévues pour le lendemain.

A Lardy, centre d'études Renault, 400 travailleurs sur le millier que compte le site, débraient et décident en assemblée générale de reconduire le mouvement pour les jours suivants.

On observe également des débrayages massifs à Flins : un millier de travailleurs à chaque équipe.

A Boulogne-Billancourt, 400 salariés se mettent en grève.

Mardi 7 mars

La direction de Renault annonce une augmentation générale de 1 % des salaires couplée avec 1,2 % d'augmentation individuelle et 0,3 % de prime d'ancienneté.

Mercredi 8 mars

Ecoeurés par l'aumône de la direction, des ouvriers de Sellerie-Mécanique de l'usine de Flins démarrent une grève spontanée dès le matin. Un cortège se forme et entraîne une partie de l'usine dans la grève.

Les syndicats CGT-CFDT-CFTC-FO, pris de court lancent un appel à une journée d'action sur tout le groupe pour le 14 mars.

Jeudi 9 mars

Les syndicats tentent de reprendre le contrôle du mouvement à Flins en se constituant en Intersyndicale. Des meetings sont organisés à chaque équipe. La grève est suivie par 2 000 à 2 500 travailleurs, soit le tiers des effectifs totaux de l'usine.

A Sandouville, 16 % des travailleurs débraient pendant une heure.

Vendredi 10 mars

A Flins, les bonzes syndicaux proposent d'aller bloquer le pont de l'autoroute A13, type d'action de défoulement totalement inefficace et typique de la CGT. La production est fortement perturbée (142 Clio sur 930 d'ordinaire et 207 Twingo sur 810).

Samedi 11 mars

A Flins, l'encadrement tente timidement de redémarrer les chaînes, mais il y a trop de grévistes et les chaînes s'arrêtent à nouveau.

Lundi 13 mars

Les syndicats précisent leurs revendications salariales. La CFDT réclame une hausse générale des salaires de 5 %, tandis que la CGT surenchérit à 20 %, soit « *1 500 francs pour tous* ». Pour FO et la CGC, l'augmentation doit être au moins équivalente à celle de PSA, soit 2,2% d'augmentation générale.

Mardi 14 mars

La journée d'action syndicale est suivie par quelque 26.000 salariés du groupe.

A Flins, on compte 4 400 de grévistes. La moitié d'entre eux ont cessé le travail pour la journée entière, tandis que les autres débraient une heure ou deux.

Au Mans, 1 817 salariés sur 4 372 arrêtent le travail (41,5 % de l'effectif total) et décident de reconduire le mouvement.

A Cléon il y a 1 500 grévistes.

A Lardy : Grève totale, 300 travailleurs partent rejoindre les grévistes de Rueil et défilent dans les ateliers du centre d'études.

A Choisy-le-Roi : 450 à 500 travailleurs en grève le matin ont été rejoints par 200 ouvriers de l'équipe de l'après-midi. L'occupation de l'usine est décidée. C'est un

moment important de la grève, car ce site approvisionne en amortisseurs les grandes usines de montage du groupe.

A Douai, la journée d'action est peu suivie. FO-CFDT se déclarent carrément hostiles à la grève, tandis que la CGT appelle à deux heures de débrayages.

A Boulogne-Billancourt, 800 salariés du site sont rejoints par 1500 grévistes de Rueil et de Lardy. Les délégués centraux de la CFDT-CGT-FO sont reçus au siège de la direction générale, mais ils reviennent sans que celle-ci ait fait la moindre proposition nouvelle. Devant la pusillanimité des syndicats, quelques dizaines de jeunes prolétaires réagissent en sifflant les délégués et en proposant d'occuper le siège et de séquestrer la direction.

Mercredi 15 mars

A Flins : près de 2 000 ouvriers sont toujours en grève totale ; des milliers d'autres débraient sporadiquement et dans le désordre pour se rendre aux assemblées générales. Des militants d'usine de *Lutte Ouvrière* poussent à la constitution d'un « *comité de grève* » en Sellerie-Mécanique.

Au Mans : 2000 ouvriers débraient deux heures, certains agents de maîtrise les soutiennent.

A Lardy et à Choisy, où les travailleurs débraient 4 heures par jour, le mouvement est reconduit.

A Douai, l'usine est mise en chômage technique suite au blocage des portes de l'usine de Choisy.

Jedi 16 mars

A Flins : les techniciens des Méthodes débraient deux heures le matin. La direction tente, une nouvelle fois en vain, de faire repartir les chaînes en mobilisant l'encadrement.

Au Mans : les ETAM se joignent de plus en plus nombreux aux débrayages sporadiques. Devant cette mobilisation inédite des ETAM, la CGC réclame la réouverture immédiate des négociations et une nouvelle augmentation générale des salaires dès le premier mai.

A Cléon : 18 % des ouvriers cessent de travailler pendant une heure et demie.

Vendredi 17 mars

Les quotidiens patronaux *Les Echos* et *Le Monde* notamment, expriment l'inquiétude des capitalistes et de l'Etat en titrant sur la paralysie du groupe Renault : « *Les usines de Renault sont prises au piège du 'juste-à-temps'* », « *Le piège des flux tendus commence à se refermer sur Renault* ». En effet, après seulement 9 jours de conflit, les usines de Douai et de Sandouville sont arrêtées faute de pièces détachées.

La grève continue à Flins, où Clio et Twingo ne sortent plus des chaînes. En Sellerie-Mécanique, 600 ouvriers sont en grève totale, 300 par équipe.

A Lardy : Le comité de grève organise le blocage des voies du RER.

Au Mans : la direction décide de mettre 1 500 ouvriers de production au chômage technique.

Lundi 20 mars

Les syndicats appellent à une nouvelle journée d'action pour le lendemain et à une manifestation devant le siège de la société à Boulogne-Billancourt, où des nouvelles négociations salariales sont prévues.

Au Mans : Défilé interne de 1 000 ouvriers refusant le lock-out de la direction. L'usine est partiellement bloquée.

A Choisy : 9 grévistes, dont 5 CGT, 1 FO et 3 non-syndiqués, sont convoqués par lettre recommandée à un entretien préalable au licenciement pour faute grave et assigné en référé pour entrave à la liberté du travail devant le tribunal d'instance. Le juge ordonne la levée des piquets sous peine d'astreinte de 500 F par jour.

A Ingrandes (Vienne) : Les ouvriers des Fonderies du Poitou (carters, culasses), filiale de Renault, rejoignent leurs camarades en grève. Ils réclament 500 F d'augmentation pour tous. La grève est suivie par la quasi-totalité des salariés et un piquet est formé aux portes de l'usine.

Mardi 21 mars

Plusieurs milliers de travailleurs manifestent à l'appel des syndicats Quai Point-du-Jour, où les délégués négocient avec la direction générale. Après huit heures de pourparlers, celle-ci accorde 2,5 % d'augmentation générale des salaires pour l'année 95, dont 1 % au 1^{er} mars « *comme ce qui avait été annoncé le 7 mars dernier* », 0,5 % au 1^{er} avril et 1 % au 1^{er} octobre. A ces hausses s'ajoute une augmentation du Complément de salaire Mensuel Uniforme (CMU). Le CMU s'élèvera à 70 F au 1^{er} avril et 30 F au 1^{er} novembre. En moyenne, cette évolution revient à une progression de 0,5 %. En outre, 1,2 % est accordé au titre des augmentations individuelles. En fait, la direction lâche en une fois ce que de toute façon elle aurait peut-être été prête à lâcher aux négociations salariales prévues en septembre.

Au Mans, 3000 travailleurs manifestent.

A Cléon, 650 grévistes débraient deux heures et manifestent dans les rues d'Elbeuf.

A Choisy, les piquets de grève sont levés. Une assemblée générale de 150 ouvriers décide la grève pour la journée. Cependant, les camions transportant les pièces recommencent à entrer et sortir de l'usine.

A Lardy, 300 grévistes partent en délégation à Choisy pour soutenir les travailleurs sanctionnés.

Aux Fonderies du Poitou, la direction assigne 7 délégués pour entrave à la circulation des camions alors que ceux-ci sont tout juste ralentis par le piquet qui ne leur interdit nullement l'accès du site.

A Rueil, 3000 travailleurs réunis en assemblée générale se mettent en grève pour la journée.

A Flins, une délégation de 250 ouvriers prend part à la manifestation de Boulogne-Billancourt. A l'usine il reste 700 grévistes environ qui s'opposent aux tentatives de la direction de remettre en route les chaînes.

Mercredi 22 mars

Après les propositions de la direction, les syndicats manifestent une certaine prudence craignant « *une base très remontée* ». La CGT, par la voix de son administrateur M. Gérard Muteau, est partagée : « *La direction a commencé à nous entendre, mais il reste un écart énorme par rapport aux demandes des salariés.* » FO, elle, semble relativement satisfaite : « *On a avancé. 3 % d'augmentations générales sur l'année, ce n'est pas négligeable...* » Quant à la CFDT, elle se montre davantage critique : « *Dans le cadre d'une négociation salariale à froid, cela aurait pu être acceptable. Mais aujourd'hui, c'est en deçà des attentes des salariés. Dans une situation aussi chaude*

qu'aujourd'hui, avec une fracture sociale aussi profonde, cela paraît insuffisant. »
Mais ce dernier syndicat n'a aucune influence sur la grève.

L'inquiétude gagne les hautes sphères de l'Etat. Dans un entretien au quotidien économique *La Tribune*, M. Edouard Balladur, premier ministre, déclare qu' « *il faut augmenter les salaires quand cela est possible. »*

A Choisy : Capitulation syndicale en rase campagne. Les ouvriers sont désorientés. Par voie de tract, l'Intersyndicale les appelle à reprendre le travail avant même l'ouverture des négociations avec la direction.

A Douai : Reprise du travail après une semaine de lock-out. La paix sociale dans cette usine est totale.

A Flins : Comme chaque jour depuis le 8 mars, reconduction de la grève pour le lendemain ; les grévistes demandent pour la première fois, et sous la pression insistante de FO (et des responsables externes de LO), le paiement des heures de grève.

Jeudi 23 mars

A Lardy, quelques centaines de salariés bloquent la route nationale 20.

A Flins, un millier de grévistes rejettent les propositions de la direction quant au paiement des heures de grève (18 heures et récupération de la production perdue sur 7 samedis).

Vendredi 24 mars

A Flins, la négociation sur le paiement des heures de grève est rouverte. La direction accepte de payer 44 heures pour les travailleurs ayant fait entre 50 et 102 heures de grève. Le soir tard, les grévistes finissent par accepter de reprendre le travail le lendemain.

A Choisy, la direction d'usine transforme les 9 procédures de licenciement en avertissements et propose le paiement de 10 heures de grève ! Certains grévistes en comptaient près de 65 depuis le 16 mars.

Samedi 25 mars

Reprise du travail aux Fonderies du Poitou. Les salariés obtiennent 130 F sur le salaire de base au 1er avril, plus 30 F en octobre.

Lundi 27 mars

Reprise du travail à Flins.

A Lardy, l'assemblée générale décide la reconduction de la grève et la participation à une manifestation syndicale prévue pour le lendemain à Boulogne-Billancourt.

A Rueil, un millier de salariés manifestent dans les rues de la ville.

Mardi 28 mars

Réfugiée au Palais des Congrès, la direction de Renault par la bouche de son P.D.G., M. Louis Schweitzer, annonce le triplement de son bénéfice net d'impôts pour l'année 94, soit 3,6 milliards de francs.

A Boulogne-Billancourt, 1 500 salariés venant pour la plupart de Rueil et Lardy manifestent sous le siège social de la firme.

Au Mans, 3 000 travailleurs manifestent ainsi qu'à Sandouville, où le défilé rassemble 2 000 personnes.

M. L. Schweitzer refuse d'aller plus loin dans les propositions salariales : « *Si on va au-delà de ces chiffres, surtout dans un système européen où la compétitivité est modifiée par les évolutions des monnaies, nous prenons des risques pour l'entreprise. »* En outre, il annonce la perte de 35 000 voitures pour un montant global de 200 à 300 millions de francs depuis le début des agitations ouvrières.

Mercredi 29 mars

Débrayages sporadiques d'une heure aux usines du Mans et Sandouville entraînant le quart du personnel.

A Lardy et à Rueil, le mouvement continue avec des arrêts du travail de deux à quatre heures par jour.

Vendredi 30 mars

Au Mans, le directeur d'usine, M. André Roche, envoie aux 5 000 salariés du site une lettre où il stigmatise : « *Ceux qui incitent à des actions illégales ou s'en rendent responsables* » et brandit la menace de sanctions. Pour action illégale, M. A. Roche, désigne les débrayages d'une heure en relais avec l'occupation et le blocage de l'atelier. De plus, les tentatives de la maîtrise d'empêcher ce type d'action, provoquent des affrontements de plus en plus violents avec une partie de l'appareil syndical de la CGT (les plus staliniens). Pour la direction d'usine, l'ambiance est « *épouvantable* », ces syndicalistes se livrant même à un simulacre de pendaison d'un cadre.

Samedi 1^{er} avril

Au Mans, la direction assigne 97 travailleurs en référé, tandis qu'à Rueil 6 grévistes sont menacés de licenciement.

Lundi 3 avril

Au Mans, des débrayages ont été suivis par une manifestation de 1 500 travailleurs au Tribunal de grande instance, où sont jugés les 97 salariés de l'usine. Le Tribunal ordonne l'ouverture du site aux huissiers à des fins d'identification des perturbateurs, mais s'abstient de prononcer des sanctions.

A Rueil, 93 % des 1 059 grévistes qui se sont prononcés lors d'un vote à bulletin secret, décident de reconduire le mouvement et de bloquer les huit portes du centre technique.

A Lardy, 500 des 8 à 900 salariés présents bloquent l'entrée principale pour la journée. La CGT annonce la convocation d'une marche nationale des salariés Renault à Paris pour le 6 avril.

Mardi 4 avril

A Lardy a lieu une réunion syndicats/direction avec la participation de délégués des grévistes choisis en assemblée générale. Pour les salaires, la direction propose une prime d'intéressement de 700 F.

Au Mans, les syndicats appellent les ouvriers à cesser les débrayages. A la place... ils organisent un pique-nique aux portes de l'usine ! Pour le quotidien *Libération*, c'est la « *méthode kermesse* » et « *un virage à 180 degrés... car tout semblait conduire au durcissement.* »

Jeudi 6 avril

La marche sur Paris de la CGT rassemble quelques milliers de manifestants qui se dirigent vers le siège social de la firme à Boulogne-Billancourt. Hormis une délégation conséquente de l'usine du Mans – au moins 500 ouvriers -, la participation des autres sites, Sandouville, Cléon, Douai, Flins (dix personnes) demeure symbolique.

Le gros des troupes est composé de techniciens et d'ingénieurs de Rueil et de Lardy qui accueillent les ouvriers du Mans par une chaleureuse haie d'honneur.

Epilogue

La marche du 6 avril constitue le chant du cygne du mouvement de grève des usines Renault débuté pendant la première semaine de mars. On notait encore une semaine après quelques arrêts sporadiques du travail au Mans. Les syndicats CGT-CFDT-FO appelaient le 12 avril les ouvriers de Flins à un débrayage d'une heure contre la venue dans l'usine de M. Louis Schweitzer. 90 salariés répondent à l'appel, traduction vivante du sentiment d'écoeurement profond ressenti par les travailleurs devant cette énième mascarade symbolique des syndicats. En revanche, à Rueil, les travailleurs tiendront jusqu'au 15 mai, date à laquelle une majorité de grévistes décidera d'arrêter le mouvement. Dans ce centre technique, la CGT, a tenté encore pendant un mois, diversement soutenue en cela par 300 à 400 salariés, de maintenir la pression par des « actions » d'éclat (participation bruyante, en tant qu'actionnaires salariés, à l'assemblée annuelle de présentation du compte d'exploitation de la firme), ou par la multiplication de mots d'ordre de grève de moins en moins suivis. Les assemblées générales du matin, de plus en plus réduites, ont été aussi formellement maintenues en vie par ce syndicat, en simulacre de « *démocratie ouvrière* ».

Plan de l'usine

CHRONIQUES OUVRIERES

Les documents ci-après nous ont été envoyés par un participant direct de la grève à Flins. Nous les publions tel quel.

Suite à des discussions suivies avec un camarade de *Mouvement Communiste*, je vous fais parvenir le texte d'un courrier que j'ai adressé, quelques semaines après la grève Renault de mars 1995, aux militants de *Lutte Ouvrière*.

Je n'ai presque rien changé au texte sauf quelques détails susceptibles de permettre l'identification de militants encore en activité dans l'usine, afin que ressorte le plus fidèlement possible l'état d'esprit et les perspectives dans lesquelles nous nous trouvions à l'époque.

Tout au long du texte apparaît l'expression les « camarades » ou « nous ». Il faut pour la compréhension savoir ce que cela recouvre. La vie des militants ouvriers à Flins a été largement agitée pendant les vingt-cinq dernières années et au fil des bagarres tant contre le patron que les bureaucraties syndicales, quelques dizaines de travailleurs se sont retrouvés à différentes reprises sur des bases de classe ; exclus à diverses reprises des syndicats, en pointe dans un certain nombre de grèves, etc. Parmi ceux-là, des camarades de *Lutte Ouvrière*, mais aussi des anciens de la *Ligue Communiste Révolutionnaire*, des anciens militants du groupe *Révolution !*³, disparu depuis bien longtemps, et, bien sûr, des travailleurs sagement animés par leur propre conscience de classe sans pour autant s'être reconnus dans l'un ou l'autre des courants d'extrême gauche. Ce sont ceux-là dont il est question quand j'utilise la formule les « camarades » parce que c'est le qualificatif qui convient le plus exactement.

Venons-en à mon courrier de mars 1995.

UN DEBUT SPONTANE

A Flins, lundi 6 mars, un tract à l'entête des 4 syndicats CGT-CFDT-FO-CFTC, appelait à débrayer 2 heures « pour les salaires ». Le même jour, des débrayages à l'appel des syndicats avaient aussi lieu dans les autres centres Renault.

Le débrayage en question a été bien suivi. Un millier de l'équipe du matin et 1 200 à 1 500 pour l'équipe de l'après-midi, sur un effectif total d'environ 8 000 salariés. Les travailleurs étaient contents d'y avoir participé et tout le monde s'attendait à ce qu'il y ait un nouvel appel rapidement.

Aussi tout le monde a-t-il été surpris que mardi 7, il n'y ait pas même un tract aux portes de l'usine. Et quand mercredi 8, l'équipe du matin s'est aperçue qu'il n'y avait toujours pas de tract ni d'information syndicale, c'est devenu le franc étonnement. D'autant plus que la Direction avait osé, lors des négociations salariales de ce mardi 7, annoncer... 1 % d'augmentation. Après s'être glorifié, d'avoir réalisé 32 milliards de bénéfices en 7 ans !

Dans quelques secteurs, sur les chaînes de Sellerie-Mécanique par exemple, des travailleurs parlaient de grève. Ces chaînes de Sellerie-Mécanique sont les grandes chaînes de montage. C'est là que la coque de carrosserie sortant des chaînes de peinture est transformée au fil des centaines de postes de travail en une voiture finie vendable. Ce sont les chaînes de

³ Groupe qui a existé à Flins jusqu'en 1978.

travailleurs les moins qualifiés. Le travail est parcellisé, répétitif, dur, à la cadence d'une voiture à la minute.

C'est là qu'a commencé la grève. A 5h30, à la prise de l'équipe, c'était dans l'air ; vers 7 heures, les premiers ont posé les visseuses. « Marre ». « Assez ». « Ras-le-bol de ce boulot de dingue pour des salaires de rien du tout ».

Au départ, il n'y avait aucun représentant des syndicats. Nous avons un camarade, délégué dans ce secteur, mais pas directement sur chaîne. J'ai été prévenu par un gars du premier tronçon qui arrêta le travail, et je suis arrivé très vite bien que je travaille aux presses, à l'autre bout de l'usine. Notre camarade du secteur était là et les délégués du secteur aussi. Dans l'improvisation la plus totale, on a remonté les chaînes : ça gueulait ; ça entraînait ; et les travailleurs suivaient ; étonnés de ne pas avoir été prévenus, mais puisqu'on y allait ! Les gars posaient les gants et sortaient dans l'allée. Les chaînes s'arrêtaient. Tout le monde se demandait ce qui se passait. La petite maîtrise téléphonait dans tous les coins : « trop de gars s'arrêtent, on ne peut plus remplacer ».

C'est là, dès le début, que nous avons compris que c'était sérieux. Et dès ce moment-là, nous avons lancé : « la grève partout ! ». Je me suis trouvé naturellement en position de prendre la direction des opérations : nous étions de fait sans concurrence. On a parcouru la Sellerie, les Groupes Motopropulseurs (GMP), les chaînes de Mécanique. Nos camarades dans les autres ateliers, Bâtiment S, Tôlerie, Ferrage, Presses, militaient aussi pour la grève. A chaque fois que nous changions d'atelier, nous faisons un rassemblement et une prise de parole. A chaque fois, nous proposons d'aller dans l'atelier suivant. Et c'était « oui », « la grève partout ».

Combien étions-nous ? Environ 400 en sortie de Mécanique. En sortie de peinture, puis au bâtiment S (atelier de tôlerie), on était 500, peut-être 600. Là, nous avons fait une prise de parole pour expliquer la nécessité de se réunir pour la suite de la grève, et proposé d'aller au bâtiment X. Le bâtiment X, c'est la direction de l'usine ; au rez-de-chaussée, il y a un hall de réception des visiteurs, et dans les étages, les directeurs. « Curieusement » à Flins, ce n'est jamais là que les syndicats emmènent les travailleurs quand il y a une grève ou un débrayage.

Donc, nous sommes allés nous réunir dans le hall du bâtiment X. L'effet de surprise aidant, les portes n'étaient pas verrouillées (ce ne sera plus le cas dans la suite de la grève). La question qui était dans les têtes, c'était comment mettre la grève partout. Les quelques militants syndicaux qui étaient là (les dirigeants les plus en vue n'étaient pas à l'usine ce jour-là) parlaient de la rapacité de la Direction, des négociations, et de l'augmentation des salaires ; nous, de comment étendre la grève et de la perspective de la généralisation.

A ce moment-là, nous n'avons pas parlé de comité de grève. D'abord, ça avait démarré tellement vite et sans qu'on s'y attende, que nous n'avons pas eu le temps d'en discuter avec ceux qui pouvaient ou devaient en être. Ensuite c'est dans le secteur qui était le plus en grève, la Sellerie Mécanique, que nous avons le moins de contacts au départ. Moi-même, je n'y connaissais pas grand monde, et pas du tout les premiers qui avaient arrêté le travail. La revendication n'a pas non plus été discutée à cette réunion.

LA GREVE PARTOUT

Le temps passait vite. Les grévistes de l'équipe du matin, à notre appel, sont allés aux portes de l'usine accueillir les gars d'équipe d'après-midi. Là, nous étions entre 300 et 400, avec la volonté de convaincre les doublards.

Ainsi, nous étions dès les premières heures en tête de la grève, donnant des perspectives, portés par la volonté des grévistes d'étendre le mouvement. Si nous avons joué un rôle dans cette grève, c'est parce que dès le départ nous avons défendu une politique : « la grève partout », qui a eu tout de suite l'assentiment des grévistes alors que les syndicats se taisaient ou parlaient d'autre chose. Aux premières heures, nous avons tracé la perspective d'arrêter toute l'usine ; dès le 3e jour, celui d'arrêter tout Renault ; et au point culminant du mouvement à Flins, j'ai évoqué la possibilité de mettre toute la France en grève.

On n'a pas mis toute la France en grève. Mais à Flins c'est la première fois depuis 68 que la grève démarre dans un atelier et s'étend à d'autres ateliers de l'usine. Et c'est aussi la première fois qu'une grève commence dans une usine Renault et que d'autres sont en grève la semaine d'après.

Les syndicats, eux n'ont jamais utilisé certains mots. Quand la grève s'est étendue, ils ont subi et suivi. Mais ils ne le souhaitaient pas, et n'ont surtout rien fait pour le favoriser. Ce fut dès le début la différence politique entre les dirigeants syndicaux et nous. Pas sur la combativité. A certains moments, ici ou là, ils étaient prêts à bloquer les chaînes à Flins, à souder les portes comme à Choisy, à casser la figure des cadres comme au Mans, à être des durs de durs. Mais jamais à faire en sorte que la grève se donne comme perspective de se généraliser.

L'équipe d'après-midi, l'usine n'a pas redémarré. Tous les militants des syndicats et les travailleurs combattifs étaient sur le coup. Au bâtiment S (atelier de Tôlerie) par exemple, des travailleurs ont convoqué une assemblée générale en arrivant et la grève immédiate a été décidée. En Peinture, les gars se sont réunis au milieu de l'atelier et ont attendu. Les quelques délégués de secteur étaient avec eux et ils sont restés là. Jusqu'à ce que les autres grévistes viennent les chercher. Ils étaient en grève « puisque les autres sont en grève ».

A la différence de l'équipe du matin, il y avait beaucoup moins d'organisation et de discipline. Et dans les réunions de secteurs, il a été bien difficile de faire prendre des décisions, sauf celle de faire grève. Même en Sellerie-Mécanique, bien que la grève soit également suivie comme dans l'équipe du matin. Il manquait, et il a manqué d'un bout à l'autre, la quinzaine de « micro-leaders ».

Car, dans l'équipe qui a démarré, un petit groupe de 15 ou 20 travailleurs, s'étaient mis d'accord avant entre eux. C'était totalement spontané vis-à-vis des syndicats, mais des travailleurs de la chaîne en avaient discuté depuis plusieurs jours. Et il s'était créé ainsi une certaine cohésion qui ensuite, durant toute la grève, sera un élément déterminant pour sa tenue générale.

C'est sur ceux là que nous nous sommes appuyés par la suite pour former le comité de grève qui avait une préexistence « de fait » dans la grève. Si nous avons étendu notre influence sur l'autre équipe et sur les autres ateliers, c'est parce que nous étions les représentants et pouvions parler au nom de ceux qui avaient démarré.

L'équipe de soirée, qui travaille de 20 h 42 à 1 h du matin, est entrée dans la grève à son tour, bien qu'il n'y ait eu pratiquement que très peu de présence syndicale dans cette équipe.

DEUXIEME JOURNEE

C'était donc la grève. Néanmoins, le lendemain matin, jeudi 9 mars, le tract de l'intersyndicale disait : *«Ce qui est clair, c'est que ce sont les salariés de Flins qui doivent décider des modalités de poursuite du mouvement.*

Faut-il revenir à des actions limitées chaque jour de façon qu'à Flins la mobilisation soit toujours aussi puissante quand les autres usines vont s'y mettre ? Les organisations syndicales de Flins vous proposent de discuter avec les délégués et de décider des meilleures formes d'action rassemblant le maximum de salariés dès le début de l'équipe du matin.»

Ainsi, alors que la grève était effective depuis la veille, les syndicats suggéraient de « revenir à des actions limitées chaque jour ». Bien sûr, ils évoquaient la possibilité que les autres usines « s'y mettent ». Mais pas pour expliquer que cela pouvait dépendre des travailleurs de Flins. Pas pour souligner que les autres usines, si elles se posaient la question, s'y mettraient d'autant plus vite et avec d'autant plus d'ardeur que Flins apparaîtrait déterminé et vraiment en grève. Non, c'était pour inciter les travailleurs en grève à revenir en arrière. Le contraire d'une politique d'extension. Et le contraire de ce que voulaient, à ce moment-là, les grévistes de Flins.

Pourtant, jeudi 9, sans se préoccuper de discuter des « meilleures formes d'action », les ateliers en grève la veille s'y remettent à nouveau. Mais, comme la veille, la grève démarre par et grâce à l'action du petit groupe des initiateurs. Ce sera ainsi tous les jours.

Tous les travailleurs, en début d'équipe se mettent en bleu (qui sont gris chez Renault) à leur poste de travail, avant de se mettre en grève. Cela traduit une des limites de la grève, même si c'est par ailleurs un avantage pour la conduite du mouvement car on sait exactement où l'on en est de la participation active à la grève : tous les grévistes seront là tous les jours à l'heure.

On commence par les chaînes de Sellerie. Quelques travailleurs non syndiqués, trois ou quatre militants de base des syndicats, nous, et on démarre. Notre groupe enfile cinq, dix cinquante, cent, deux cents... On redescend à l'atelier des GMP (Groupes Moteurs Propulseurs), puis on va sur les chaînes de Mécanique. Nous le ferons à chaque équipe. Et le scénario est le même dans les autres ateliers. Après avoir fait le tour du secteur Sellerie Mécanique, on fait une réunion en bout de chaîne, et on part faire le tour des ateliers : comme la veille, les Presses, le Ferrage, etc.

Ce jour-là, le jeudi 9. c'est nous qui avons toujours l'initiative partout. Le matin, les ténors syndicaux viennent seulement pour le rassemblement, devant le bâtiment X (maintenant les portes sont fermées). Mais c'est l'un de nous qui présente le meeting, donne la parole aux représentants des syndicats et conclut.

L'après-midi, les chefs syndicaux avaient disparu. C'était un peu le bazar et il y avait non pas un mais des rassemblements dans trois ou quatre coins différents. Je me suis retrouvé avec environ 400 grévistes devant la direction avec des gars de base du syndicat très contents que moi au moins je sois là. J'ai donc tout passé en revue : le démarrage de la grève, les perspectives d'extension ; pour les 1 500 F, la grève partout ; la nécessité de continuer jusqu'à demain et jusqu'à satisfaction, etc. Les autres camarades se sont retrouvés de même avec des rassemblements ailleurs.

C'est là que nous commençons à insister sur l'augmentation uniforme de 1 000 à 1 500 francs. Il y a probablement des gars qui sont sceptiques sur la possibilité d'obtenir une telle revendication, mais ils ne s'expriment pas. Les plus engagés dans la grève, sont pour les 1 500

Francs et la grève générale. Mais on est toujours plus approuvé quand on dit qu'il faut la grève dans tout Renault et la grève complète que lorsqu'on parle de la revendication.

Dès ce deuxième jour, la grève a déjà les traits essentiels qu'elle conservera jusqu'à la fin. Les ateliers en grève sont. Outre *la Sellerie Mécanique* (les plus gros secteurs, là où la grève a commencé), la *Peinture* (où d'un bout à l'autre, de façon inégale entre les 2 équipes, la grève a très bien tenu sans qu'il n'y ait de direction locale), *le Bâtiment S* et la *chaîne Ferrage* (dans ces 2 ateliers, il y a bien sûr des militants syndicaux, essentiellement C.G.T., mais nos camarades, qui sont en place depuis longtemps et dont certains sont délégués, ont eu de fait le rôle leader), *le C DPR* (Centre de Distribution des Pièces de Rechange), là, ce sont 2 militants C.G.T. dont un d'appareil qui ont eu la direction. A cela il faut ajouter *l'équipe de nuit* qui est considérée comme une entité à part.

Ce sont donc les secteurs de production directe qui sont en grève. Même dans ces secteurs, ce n'est qu'une minorité qui participe à la grève. Il y aura environ 2 000 grévistes complets les premiers jours, et un petit millier à la fin, sur environ 4 500 à 5 000 dans les secteurs concernés. C'est une minorité mais elle suffit pour que les chaînes ne puissent tourner faute de personnel.

L'immense majorité du personnel de l'usine, maîtrise comprise, soutient les grévistes. Une partie de la maîtrise, par sympathie pour la grève, ne comptera pas les gars en grève pour qu'ils soient payés. Ce qui fait que les chiffres de gréviste que la direction annoncera dans ses notes de service sont tout à fait fantaisistes.

D'autre part, à différents moments, les ouvriers qui ne sont pas en grève vont participer à des débrayages limités : 2 heures, quelquefois plus. Ce jour-là, au total, en comptant les grévistes et ceux qui ont débrayé, il y avait un petit millier de gars par équipe de jour.

Enfin, les chefs syndicaux voient que nous sommes dans le coup, et ça ne leur plaît pas de toute évidence, même si nous ne le sommes à ce point que parce qu'ils nous laissent la place. Ouvertement, ils ne disent ni ne font rien contre la grève. Mais s'ils n'y avaient qu'eux, rien ne démarrerait parce qu'ils ne sont pas là au moment où il faut mettre son poids dans la balance pour entraîner le mouvement.

FIN DE LA PREMIERE SEMAINE

Le vendredi 10, même démarrage en Sellerie-Mécanique. Là, nous avons fait une réunion avec environ 350 gars dès que nous avons terminé le tour des chaînes, et cette réunion se tiendra désormais tous les jours jusqu'à la fin de la grève. C'est le secteur et l'équipe des gars sur lesquels on s'appuie ; ceux qui sont à l'initiative du mouvement ; ce sont eux qui doivent prendre les décisions. On a commencé à parler de comité de grève dans les discussions. On a mis l'accent sur les 1500 F et l'élargissement dans les prises de parole.

L'intersyndicale et la CGT ne se sont toujours pas prononcées pour les 1500 F ou l'extension aux autres usines. En fait, pas une seule fois durant toute la grève, les tracts de l'intersyndicale, distribués tous les matins, n'ont repris les 1 500 francs. Le responsable CGT n'a commencé à en parler dans ses prises de parole qu'au 6e jour de grève.

Pourtant pour les grévistes, pour *l'Humanité* qui la cite, et bientôt pour toute la presse et tous ceux qui regardaient vers Flins, c'est la revendication de la grève. Une grève pour les 1500 F ne peut que se fixer l'objectif de s'étendre, de vouloir entraîner les autres, une usine seule ne pouvant pas gagner là-dessus, évidemment, alors, même que pour la CGT, les 1500 F

n'est guère plus qu'un slogan propagandiste. Mais dans une grève, au moment où cela risque d'obliger de poser devant les grévistes la question de la nécessité d'entraîner les autres usines. On préfère l'oublier le plus longtemps possible.

Dans la matinée, le leader CGT a proposé d'aller au pont de l'autoroute en annonçant qu'il avait prévenu la presse, ce qui était apprécié des grévistes qui voyaient en cela le moyen de faire savoir aux autres usines ce qui se passait. Nous avons approuvé et nous ne cherchions pas à doubler la CGT dans cette opération qui était la sienne. Par contre, nous avons pris en charge l'organisation du défilé ; nous sommes apparus comme voulant organiser convenablement ce qui se faisait. Cela aussi a contribué à nous gagner la confiance des gars.

D'ailleurs l'après-midi, la même opération a été reconduite, dans une inorganisation totale. Nous n'avions pas le poids dans cette équipe-là. Et les syndicats en laissant faire sans chercher à organiser, montraient que leur souci était plus d'occuper les grévistes que d'organiser des actions qui les encouragent et renforcent le mouvement.

Le samedi 11 était un samedi travaillé par l'équipe du matin. La direction n'avait pas annulé. Elle comptait que les grévistes resteraient chez eux et qu'elle pourrait remettre les chaînes en marche. Le lundi suivant les gars seraient arrivés sur des chaînes qui avaient tourné en fin de semaine précédente, et donc auraient l'impression que la grève avait faibli.

Mais à notre appel les grévistes sont venus ce jour-là. Pas les dirigeants syndicaux. Il n'y avait même pas de tracts aux portes. Nous avons redémarré * exactement comme les matins précédents dans les trois secteurs, moins nombreux cependant. Les grévistes des autres secteurs sont alors venus renforcer la Sellerie-Mécanique et nous nous sommes retrouvés à trois ou quatre cents. Les chaînes se sont arrêtées. Deux cents voitures seulement étaient sorties. L'opération de la Direction (les syndicats n'avaient rien fait pour s'y opposer) avait échoué. La direction a renvoyé chez eux les non-grévistes des autres équipes qu'elle avait fait venir. Les cadres sur place trépignaient de rage.

Bien sûr, ce matin-là, c'est nous qui avons encore tenu l'assemblée. On a enfoncé le clou des 1500 F et, dans les discussions, on a parlé et reparlé du comité de grève. Le moral était au beau fixe parmi les grévistes et nos camarades y étaient pour beaucoup.

DEUXIEME SEMAINE

Lundi 13, encore une fois, le tract intersyndical appelait, comme toute la semaine précédente, à décider dès le début d'équipe des formes d'action unitaires susceptibles de rassembler le « maximum de salariés », avec toujours « une seule solution pour en sortir : NEGOCIER ». Le tract annonçait pour le mardi 14 une journée d'action et un débrayage de tout Renault. Après le tour du secteur Sellerie-Mécanique, nous étions deux cent cinquante environ, cent de moins que le vendredi précédent. C'était l'équipe la plus faible, celle où nous avons le moins d'influence. Les discussions ont commencé pour savoir si on se rassemblait avec les autres ateliers hors du bâtiment ou si on restait en bout de chaîne pour les bloquer.

Discussions habituelles quand les grévistes se sentent moins nombreux et que naît la tentation de se replier sur son secteur pour soi-disant durcir et bloquer de force la production. Nous avons dû faire face à cette tentation à plusieurs reprises pendant la grève. Nous avons quand même le plus souvent retourné la situation. Cette fois, les responsables syndicaux étaient là dès 5 h 30. A partir de ce moment, ils seront en permanence en Mécanique. De toute évidence, ils avaient pris la décision d'accompagner la grève qui ne s'était pas effritée d'elle-

même. Mais ils ont pesé tout de suite pour ne pas bouger et ne pas aller au rassemblement central devant la direction avec les autres ateliers.

Le rassemblement des autres secteurs de l'usine a eu lieu là où c'était prévu devant le bâtiment H (service du personnel). C'est en plein air mais on peut réunir un grand nombre de travailleurs et faire une réunion qui se tient. Les responsables syndicaux étaient absents. Nous avons fait voter un texte d'appel à tous les travailleurs de tous les secteurs, pour les 1500 F tous ensemble et l'ordre de grève pour mardi, que nous avons déjà fait voter dans les différentes assemblées de secteur.

Puis, rejoints ensuite par une bonne centaine de gars du CDPR, nous sommes revenus en Mécanique avec trois à quatre cents gars pour tenter à nouveau un meeting. Là encore, nous avons fait ovationner le texte en disant qu'il serait distribué le lendemain en tract.

L'après-midi, nous avons encore fait voter l'appel à la grève en disant que nous comptions le diffuser partout où nous pourrions. Le leader CGT a cette fois repris la parole derrière nous pour essayer de contrer, en expliquant que les syndicats et les travailleurs c'était la même chose. Cela se voulait en désaccord avec la diffusion de l'appel par tract, mais personne n'a compris. Le sentiment général des gars restait que tout allait bien tant qu'il y avait l'unité : même si nous ne disions pas tous pareil puisque formellement nous étions tous pour la grève, ça allait.

LES MEETINGS ET LES ASSEMBLEES

La question des lieux de réunion sera l'un des points de friction, entre l'intersyndicale et plus spécialement la CGT d'une part et le comité de grève et nous-mêmes d'autre part. Chaque jour, et dans chaque équipe, les grévistes de chaque atelier en grève se réunissaient sur place avant d'aller aux rassemblements centraux. Autant d'occasions pour nos camarades de discuter, de donner les informations qu'on avait sur les autres usines et de tracer des perspectives.

Autant que j'ai pu, et presque tous les jours, je faisais le tour des assemblées de secteurs, en m'appuyant sur la représentativité de fait de la Sellerie-Mécanique pour m'adresser aux grévistes des autres ateliers.

L'attitude des syndicalistes était différente. Leurs interventions se voulaient ultra radicales. Elles ont même versé parfois dans le grand-guignolesque. Ainsi, le responsable CGT. finit un jour son discours à plat ventre, couché sur le micro, un tournevis appuyé sur la tempe et menaçant de se suicider.

Un démagogue de FO parla de prendre les fusils, pour finir par annoncer sa rupture personnelle avec certains cadres pour qui il avait pourtant une profonde amitié parce qu'ils avaient fait la marine ensemble !

De toutes façons, le radicalisme des discours n'a rien à voir avec une argumentation permettant aux grévistes d'être plus conscients de la situation et des possibilités de leur mouvement. Les invectives contre la direction, voire les chefs voulaient cacher le plus souvent le fait que les vrais problèmes n'étaient pas posés aux travailleurs en grève.

Jamais les syndicalistes n'ont parlé d'étendre le mouvement ; nous, nous en en parlions à chaque fois. Jamais les syndicalistes n'ont parlé d'organiser le mouvement ; nous, nous avons expliqué souvent où on en était, combien nous étions de grévistes, comment essayer de gagner les autres travailleurs à la grève.

BULLETIN OUVRIER

Jamais les syndicalistes n'ont proposé de faire participer les grévistes à la conduite du mouvement ; nous, nous avons annoncé tous les jours l'heure de la réunion du comité de grève et invité tous ceux qui voulaient y participer.

Cette volonté d'essayer de faire de chaque réunion des grévistes une véritable assemblée générale où pouvaient être discutés les problèmes, et non un simple meeting, a conduit à une lutte sourde à propos des lieux de rassemblement centraux.

Dans les grèves, pour les syndicalistes, c'est rarement le moment de discuter. Combien de fois ne nous ont-ils pas fait le coup, dans d'autres mouvements, d'annuler une réunion parce qu'il y avait une porte à garder ou des camions à bloquer, ou des jaunes qui nécessitaient la présence des grévistes ailleurs, etc. ? Là, à Flins, à mesure que la grève avançait dans le temps, ils voulaient se réunir là où il était impossible de tenir une vraie assemblée générale, sous le prétexte que la direction tentait de redémarrer des chaînes qui n'ont d'ailleurs jamais démarré de force.

L'intersyndicale a d'abord convoqué les rassemblements devant le bâtiment du service du personnel (bâtiment H). C'est en plein air, mais il est possible de réunir beaucoup de monde et de se faire entendre. Mais quand les syndicats voudront imposer que cela se fasse dans l'atelier de mécanique, là. Nous ne serons plus d'accord. On peut certes tenir un meeting, mais la moitié des participants ne comprennent pas ce qui se dit à cause des résonances. C'est pourquoi à partir du vendredi 17, les syndicalistes convoqueront en Mécanique ; nous continuerons à le faire devant le bâtiment H.

Lundi 20, bien que nous en ayons discuté entre nous, par incompréhension entre les camarades, nous échouons. Mais mardi 21, jour à plus forte participation gréviste, nous déciderons de ne pas céder, et nous ferons la réunion générale là où nous l'avions décidé. Ce n'était pas une opportunité tactique, mais l'expression d'un objectif différent.

UNE JOURNEE D'ACTION DE TOUT RENAULT

Mardi 14, il y avait à la porte le tract de l'intersyndicale, pour « l'ouverture des négociations ». Mais il y avait aussi un petit tract, au nom des assemblées de grévistes des quatre ateliers en grève dont le texte avait été voté la veille, pour les 1500 F, avec l'ordre de grève. Et il était distribué par les grévistes eux-mêmes dans les secteurs au fur et à mesure qu'on passait.

C'est le jour où les rassemblements ont regroupé deux mille travailleurs dans chaque équipe de jour et plusieurs centaines la nuit. Le nombre des grévistes complets avait remonté. Au rassemblement central, sont venus des gars de tous les secteurs qui n'étaient pas touchés réellement par la grève : les Presses, les secteurs de professionnels, d'entretien, etc. Fait nouveau, quasi unique dans les annales de Flins : cent à deux cents « blouses blanches » étaient là aussi, avec les ouvriers. Pourtant la CGC avait appelé à une autre heure et un autre endroit : les « blouses blanches » n'y furent pas plus nombreuses. C'était une baffé à la CGC. C'était surtout une indication des sentiments d'une partie de ce milieu.

La bagarre avec la CGT a continué, un peu plus ouverte cette fois pour le micro. Le représentant de l'appareil syndical accroché au fil et moi au micro. J'ai gardé le micro, il a gardé le fil ! J'ai donc fait le topo avec un porte-voix (devant deux mille personnes !). J'ai quand même pu développer l'objectif de la grève partout chez Renault, les 1500 F, l'exemple que nous donnions, l'appel à élargir aux autres usines ; et qu'il fallait continuer mercredi. J'ai lu l'appel que nous avions fait voter par les assemblées de secteur des grévistes le matin

BULLETIN OUVRIER

«Les travailleurs de Flins des ateliers en grève le 14 mars appellent tous les travailleurs de Renault, partout sur les chaînes et dans les bureaux, dans les usines et dans les centres techniques à se mettre en grève sans attendre dès mercredi. Pour les 1500 Francs ; Pour faire plier la direction ; Debout camarades, la grève partout chez Renault. Tous ensemble.»

La CGT a repris l'initiative en proposant d'aller au pont de l'autoroute. Nous ne nous en sommes pas occupés. Cette action n'avait aucun sens puisque les journalistes et les télévisions, qui commençaient à s'intéresser à nous, étaient à l'usine même.

A l'équipe d'après-midi en Sellerie-Mécanique, on était plus de 400, peut-être 500. C'était le meilleur chiffre depuis le début de la grève. J'ai donc fait mon topo : *«on a été les premiers et on a entraîné tous les autres ateliers ; maintenant il faut entraîner tout Renault. Je m'adresserai tout à l'heure à toute l'usine en votre nom, pour proposer l'appel que je vous lis» etc...*

Nous étions seuls. Les ténors syndicaux n'étaient pas là. On avait les gars avec nous. J'ai foncé pour le comité de grève dont nous parlions depuis plusieurs jours. Première réunion en urgence : on était 8. Explication : pourquoi, quel but. etc. ? Tous étaient OK. On est ressorti vite pour faire voter. Trop tard. Les gars démarraient pour aller au rassemblement général.

Là, il y avait encore 2000 travailleurs. Nous avions des gars pour nous soutenir auprès du micro. Personne n'a essayé de m'empêcher de parler. Même topo que le matin et appel à continuer la grève, applaudi comme les autres. C'était toujours le même sentiment : tout le monde ne dit pas pareil. Mais ça ne fait rien, tout le monde se dit pour la grève, ça va comme ça.

La journée du 14 mars aura cependant été un des tournants de la grève. Avant, nous nous posions la question : cette journée d'action dans tout Renault allait-elle être un coup d'extincteur ou une nouvelle escalade ?

D'abord c'est ce mardi 14 que la direction a annoncé qu'elle proposait une rencontre le 21 avec pour ordre du jour : « la mise en couvres des dispositions amorcées lors de la dernière rencontre de négociations salariales ». On remarquera les subtilités : ce n'était pas sur les salaires, mais ça l'était quand même. C'était aussi dans 8 jours. Pour les patrons, il s'agissait d'abord de savoir si la grève à Flins allait dépasser cette journée du 14. « temps fort » organisé par les syndicats sur l'ensemble des centres Renault.

Ce mardi 14, il y a des débrayages dans la plupart des centres Renault. Le rassemblement à Billancourt ne regroupe que Boulogne et les centres techniques de Lardy et Rueil. Il apparaît quand même comme un relatif succès avec une bonne participation. Les gars de Lardy, qui débrayaient quotidiennement depuis le 8 mars eux aussi, sont passés prendre ceux de Rueil.

Surtout mardi 14, l'usine de Choisy-le-Roi se mit en grève complète, occupa et bloqua les camions, ce qui entraîna la fermeture des usines de Maubeuge, Douai et Sandouville faute d'approvisionnement.

LES COMITES DE GREVE

Sitôt que ces informations sont arrivées le 15 au matin à Flins, (où en plus du tract intersyndical aux portes, il y avait un petit tract dans les ateliers signé des grévistes des

différentes équipes et des différents ateliers avec l'appel voté la veille) et données en assemblée par nos camarades, le moral des grévistes montait d'un cran.

C'est dans la matinée qu'un tract CGT. reprenait enfin les 1500 F, avec ce commentaire savoureux : « Ce n'est pas une invention bureaucratique mais l'expression des salariés eux-mêmes ».

Nous avons dit et redit depuis le début que nous voulions étendre la grève partout et ça commençait à se faire. Les grévistes de Choisy ne savent probablement pas à quel point ils ont été acclamés ce jour-là à Flins.

Ce matin-là, sitôt que le tour des chaînes et des ateliers a été fini, nous avons partout préparé les travailleurs les plus conscients pour le comité de grève. Et à l'équipe d'après-midi, en Sellerie-Mécanique, à la réunion des grévistes, nous avons annoncé sa constitution « avec les camarades que chacun connaît bien », et invité tous les camarades qui voulaient participer à la réunion en annonçant l'heure et le lieu. Le tout a été ovationné, dans la foulée de l'annonce que la grève s'étendait à d'autres usines et sur la base de la politique qu'on défendait depuis le début.

Nous avons donc fait adopter des comités de grève dans 3 ateliers : la Sellerie-Mécanique, le Ferrage et le Bâtiment S. Le quatrième, en peinture, ne s'est réuni que pour se constituer. Comme je passais tous les jours faire une réunion en peinture, j'ai dit aux gars une fois qu'ils devaient faire un comité de grève. Les gars m'ont fait passer dans la journée consciencieusement des noms sur un papier. On a fait une réunion avec 13 ou 14 gars ; nous n'avons pas eu le temps de nous en occuper et cela en est resté là.

Par contre au Bâtiment S et au Ferrage, le comité de grève a été formellement annoncé en assemblée, même s'il n'y a pas eu d'élection formelle sur des noms. Au Bâtiment S, il y a eu une opposition ouverte des syndicalistes locaux.

Celui de Sellerie-Mécanique s'est réuni à 12 camarades dès le mercredi 15. C'est celui sur lequel on s'est appuyé vraiment. En faisaient partie les gars représentatifs de ceux qui avaient démarré la grève, et c'était une référence. Les premiers jours, il y a eu hostilité déclarée des syndicalistes CGT-CFDT-FO mais ils n'étaient pas en position de déclencher la bagarre.

A partir de ce jour-là, le comité de grève s'est réuni quotidiennement et les réunions ont été annoncées aux assemblées. Nous avons par la suite essayé de fusionner les trois comités de grève en un seul, mais nous n'y avons pas réussi. Nous n'avons pas voulu présenter un comité de Grève aux rassemblements généraux, car ceux-ci se faisaient autour d'un noyau de travailleurs en grève, mais avec, à différents moments, des centaines d'autres qui débrayaient seulement. La nécessité ou l'utilité du comité de grève, déjà difficile à faire percevoir aux grévistes, l'aurait été encore plus aux moins engagés. Et surtout ce n'était pas ceux-là que le comité devait représenter. Dans les assemblées en début d'équipe dans les ateliers en grève, là, nous n'avions que les travailleurs vraiment en grève, et c'est bien sur ceux-là que nous voulions nous appuyer et que nous voulions représenter.

Ces comités de grève ont eu bien des limites. Ceux du Ferrage et du Bâtiment S ont eu du mal à avoir une existence réelle. Celui de Sellerie-Mécanique, bien réel, avait été adopté et admis par l'assemblée des grévistes mais ses membres n'ont pas été élus formellement. Et sans doute les grévistes l'ont accepté plus parce que c'était nous qui leur demandions que parce

qu'ils en voyaient clairement l'utilité. Mais depuis le début de la grève, dans les trois ateliers en grève complète, ce sont nos camarades qui avaient l'influence la plus grande. Ce sont eux qui chaque jour faisaient le boulot pour redémarrer la grève, pour réunir les grévistes, en un mot, diriger les secteurs.

Dans ces conditions, si nous ne voulions pas être seulement des syndicalistes plus militants ou plus efficaces que les autres, mais travailler dans toute la mesure de nos moyens et de nos possibilités du moment à ce que les travailleurs en lutte se donnent une organisation qui soit la leur, il nous fallait mettre sur pied un comité de grève. A Fins, si la situation avait évolué et les différences s'étaient creusées plus ouvertement entre les syndicats et les grévistes, alors, avec le comité de grève, il y avait une direction déjà en place et en partie reconnue autour de laquelle les travailleurs auraient pu se regrouper. Même si à la Sellerie-Mécanique, on en est resté au stade où les syndicats et le comité de grève vivaient en parallèle, en étant chacun une partie de la direction de la grève.

Enfin même dans le cadre du mouvement, sans lui nous aurions eu moins de légitimité et moins d'autorité pour intervenir auprès de toute l'usine, dans les différentes assemblées locales et centrales ou par tract.

Les rapports entre le comité de grève et les syndicats furent d'ailleurs bien révélateurs de leurs situations respectives dans cette grève. A partir du mercredi 15, nous sommes toujours intervenus en tant que Comité de Grève. Les dirigeants syndicaux présents à chaque rassemblement faisaient la gueule, mais aucun n'intervenait contre. Les grévistes ont remarqué que nous ne disions pas la même chose que les syndicats. Ils étaient plutôt d'accord avec nous sur les 1500 F et sur la nécessité du « tous ensemble ». Ils reprochaient un peu aux syndicats de ne pas faire ce qu'il fallait. Mais ils tenaient toujours à l'unité de tous et ne tenaient pas à faire un choix dont ils ne voyaient pas la nécessité.

Le comité de grève n'était pas a priori une machine de guerre contre les syndicats. C'était la forme organisée qui donnait à tous les travailleurs qui le voulaient la possibilité de participer aux orientations, à l'organisation et à la direction de la grève et où ils devaient se trouver à l'aise pour amener chacun sa pierre à la cause commune : la grève.

Quand nous avons préparé la banderole, dans l'atelier, un des gars du comité de grève a proposé de mettre un autocollant de chaque syndicat à côté de la signature « comité de grève », ce que nous avons accepté. C'est lui qui est allé en discuter avec les représentants syndicaux. Il en est revenu en rogne après eux parce qu'ils n'étaient pas d'accord.

Nous avons eu au total 14 camarades aux réunions du comité de grève de Sellerie-mécanique : les gars les plus représentatifs des premiers tronçons de la chaîne de Sellerie qui ont commencé la grève et des délégués « de base » des syndicats. Cette composition était la plus représentative dans ces circonstances. C'est aussi pour cela que les syndicats ne se sentaient pas d'en découdre, bien qu'ils aient mené, au moins le premier jour, la propagande individuelle contre le comité de grève, surtout auprès de leurs militants qui se sentaient attirés par l'idée.

Dans les autres ateliers en grève, au Bâtiment S et au Ferrage, nos camarades, bien qu'ils aient été les leaders admis et reconnus du mouvement, ont eu plus de mal à trouver les gars pour le comité de grève. Ils y arriveront toutefois le lendemain, jeudi 16 mars, et ils les présenteront aux assemblées des secteurs en les faisant plus ou moins formellement adopter.

FIN DE LA DEUXIEME SEMAINE

Ce matin là, le jeudi 16 mars, il y a le tract de l'intersyndicale aux portes, avec seulement 11 mots dans le texte, en petit, pour dire que Choisy est en grève, et 6 mots sur Lardy et Le Mans « les actions massives se sont poursuivies ». Seule revendication formulée : « réouverture immédiate des négociations ».

Dans les ateliers, le premier tract du comité de grève de Sellerie-Mécanique, fait le point sur l'extension du mouvement, expose la revendication des 1500 F et le paiement des heures de grève, et appelle tous les secteurs en grève à constituer des comités.

Côté Direction, on annonce alors que l'ordre du jour est modifié pour la réunion prévue le 21 mars : « La réunion du 21 mars avec les organisations syndicales sera bien une séance de négociations salariales. »

La grève tient bien en cette fin de semaine. Le jeudi 16 mars, il y avait 1 250 grévistes complets sur l'usine. Le vendredi 17, 1 180 à 1 200, sans compter des secteurs venant aux rassemblements et débrayant une heure ou deux heures pour cela. Et les timides tentatives de la direction de faire semblant de redémarrer les chaînes font plus partie de la guerre de nerfs que d'une volonté d'engager réellement l'épreuve de force.

Depuis le début, nous avons convaincu les grévistes de ne pas bloquer les bouts de chaîne. Nous nous sommes installés au montage des roues, endroit stratégique des chaînes. Et quand des chefs se sont mis à monter les roues, nous avons demandé aux grévistes de les laisser faire. Au bout de quelques minutes, la chaîne était arrêtée à nouveau faute de personnel sur les autres postes de travail. Par deux fois, des chefs téméraires sont repartis péteux. Il n'y a eu aucune bagarre, aucun blocage, et cela aussi a contribué au moral des grévistes : même minoritaires en grève, la preuve était faite que la chaîne ne pouvait pas redémarrer sans eux.

TROISIEME SEMAINE

Lundi 20, c'est donc l'équipe qui a démarré la grève et dans laquelle la grève est la plus ancrée qui se retrouvait à nouveau du matin. Aux portes, nous sommes avec notre voiture-sono. Ca contribue aussi à nous positionner comme une des composantes essentielles dans la direction de la grève. On se paye le luxe de proposer aux syndicats de parler avec notre sono.

Un modus vivendi s'installe que nous respectons comme eux : il n'y a pas de bataille de sonos. C'est la préparation de la journée du 21 qui occupe les esprits. Les négociations doivent avoir lieu à Billancourt. Les syndicats ont évoqué la possibilité d'un grand rassemblement de tous les Renault. Ce rassemblement, nous en avons lancé l'idée la semaine précédente dans les assemblées de Flins : des milliers de travailleurs de Renault de toute la France manifestant à Paris, ce serait un pas vers un mouvement d'ensemble.

Avant nous d'ailleurs, l'assemblée générale des travailleurs de Lardy, sur la proposition du comité de grève de Lardy, avait lancé un appel en ce sens. Ce lundi, les syndicats annoncent qu'ils avaient loué des cars et que l'objectif était d'amener... 300 grévistes de Flins à Billancourt. Les informations sur les autres centres Renault font apparaître qu'on est bien loin de la grande mobilisation de tous les travailleurs de Renault. Au mieux, les syndicats s'apprêtent à amener des délégations et encore pas de toutes les usines. Faire à moitié ou sans doute plutôt au huitième, pour ne pas avoir l'air d'être contre, c'est toujours la même politique syndicale.

BULLETIN OUVRIER

Nous avons donc examiné la situation au comité de grève. De toute évidence, le rassemblement à Billancourt ne serait pas la grande manifestation de tous les travailleurs de Renault, susceptible de frapper l'opinion. L'important devenait que cette journée soit la plus réussie possible à Flins, par le nombre des grévistes, par l'ampleur des débrayages, par celle des assemblées, pour montrer que là au moins le mouvement tenait bon et la grève continuait.

Un camarade du comité a été désigné pour téléphoner à tous les journaux et envoyer pour la première fois un communiqué de presse au nom du comité de grève. Un autre membre du comité s'est chargé de la banderole chez lui parce qu'on n'avait pas eu le temps de la faire à l'atelier. On s'est réparti les rôles pour le lendemain, mardi 21, jour de négociations direction-syndicats à Billancourt.

MARDI 21 MARS

Ce matin-là, 250 grévistes de Flins sont partis à Billancourt les plus proches des appareils syndicaux. Une petite dizaine de gars autour du Comité sont donc partis aussi avec la banderole du comité de grève qu'on a finie dans l'atelier avant le départ (c'est la seule banderole qu'on aura vue pendant toute la durée de la grève dans l'atelier). Les autres sont restés à l'usine.

Dès que les 250 sont partis à Billancourt, il y a eu une tentative pour redémarrer les chaînes. Vite avortée : il y avait encore au moins 200 grévistes dans l'atelier, qui sont sortis de partout dès que l'un d'eux a donné l'alarme.

Le rassemblement central s'est fait devant le Bâtiment de la Direction comme l'avait décidé le Comité de Grève et non en Mécanique comme l'appelait l'intersyndicale (dont tous les chefs étaient partis à Billancourt). Il y avait 450 personnes. Compte-tenu de ceux partis à Billancourt et des grévistes de la Sellerie-Mécanique qui étaient restés dans leur atelier à la suite de la tentative de redémarrage de la chaîne, c'était important, mais on était quand même loin des gros rassemblements de la semaine précédente. Il y avait aussi une centaine de blouses blanches ; présence remarquée s'il en est, qui eux sont venus à l'appel du Comité de Grève, sans aucun doute pour signifier qu'ils étaient «avec les ouvriers».

Nous avons tenu l'assemblée seuls, puisque les représentants des syndicats n'étaient pas là. Et à la fin nous avons proposé d'aller renforcer les gars de Sellerie-Mécanique. Ca a été l'ovation quand nous sommes entrés dans l'atelier. Pour les grévistes de Sellerie-Mécanique, c'était le comité de grève qui amenait du renfort de toute l'usine. Et c'était vrai, ce sont nos camarades des autres ateliers qui les avaient amenés.

Le scénario a été le même l'après-midi, bien que les responsables syndicaux soient à ce moment-là revenus de Billancourt. Au rassemblement de l'après-midi à l'usine, sont même arrivés quelques cadres de la CGC. avec un tract qui, pour la première fois, appelait à se joindre au mouvement, appel renouvelable chaque jour. Il faut dire qu'il était 15 30 et la direction n'annonçait toujours rien comme augmentation de salaire. Dès le lendemain matin, l'appel à renouveler le débrayage qui aura donc duré une journée était annulé parce que la direction avait concédé quelques bricoles.

Nous n'avons su que tard dans la soirée ce que cédait la direction : 2,5 % sur l'année au lieu de 1 % ; 100 F uniforme et des augmentations individuelles. C'est cela qui sera présenté ensuite par la presse et les patrons comme 4,5 % d'augmentation.

LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Le Comité de Grève dénonçait les propositions de la direction dès le lendemain matin, dans un tract au titre évocateur « Des queues de cerise ». Pourtant, dès la première heure, ce mercredi 22 mars, les travailleurs en grève ont commencé à dire que maintenant, ce qui comptait le plus c'était le paiement des heures de grève. D'abord un ou deux grévistes, puis d'autres sont venus nous demander de ne plus parler que de cela. A mesure qu'on remontait les chaînes, comme tous les jours, la pression dans ce sens devenait plus forte. En fait, les grévistes estimaient que ce qu'avait annoncé la direction, c'était quand même un petit plus.

Surtout, il n'y avait aucun autre rendez-vous pour les négociations et la direction annonçait qu'il n'y en aurait pas. Ca avait l'air d'impliquer que la confrontation serait longue. Les grévistes ne se sentaient pas de continuer deux, trois ou quatre semaines. D'autant plus que la grève ne s'étendait pas. Choisy, sous le coup de menaces de licenciements de 9 travailleurs, avait repris le travail dès le lundi. Lardy continuait bien ses quatre heures de débrayages quotidiens, mais Rueil, qui allait devenir le centre du mouvement les semaines suivantes, n'était entré dans la grève que ce mardi 21. C'était trop récent et encore trop peu consolidé pour que le mouvement du centre technique, traditionnellement coupé des usines, redonne une perspective aux grévistes de Flins.

A la réunion des grévistes en Mécanique, on ne parlait plus que des heures de grève. Dans les autres ateliers, c'était pareil. Il nous a donc fallu très vite répondre à cette nouvelle situation. A la réunion du Comité de Grève, immédiatement convoquée, tous les camarades ressentaient la même pression.

Et les trois derniers jours de cette troisième semaine, la grève a continué uniquement sur cet objectif-là, bien que nous rappelions dans les prises de parole l'objectif des 1500 F d'augmentation de salaires.

C'est dans ce contexte-là que se sont ouvertes des « négociations » avec la direction de Flins. Officiellement pour déterminer « les conditions de la reprise d'un fonctionnement normal de l'usine ». A partir de là, il devenait clair que la direction voulait en finir cette semaine, les syndicats aussi : l'attitude de ceux-ci et les négociations ouvertes à Flins le montraient.

Profitant de cela, nous avons axé toutes nos interventions, partout où nous prenions la parole, pour convaincre les grévistes que pour faire céder la direction sur les heures de grève, il fallait la menacer et donc être prêts à continuer le lundi suivant. L'aurions-nous fait ? Ces derniers jours en Sellerie, à l'entrée en Mécanique, au départ le matin, nous étions 185 mardi, 180 mercredi, 150 jeudi et 130 vendredi, alors que nous étions 200 à 250 la semaine précédente.

Malgré ces chiffres, les deux derniers jours de grève, j'ai martelé sur la nécessité de continuer la semaine suivante si la direction ne cédait pas. Combien de gars l'auraient fait ? Impossible à dire. Mais les plus déterminés étaient d'accord, malgré un discours sans concession : « ça sera difficile, etc., mais c'est nécessaire. »

Nous nous sommes donc trouvés en position de pouvoir affirmer, vendredi 24 après-midi, devant la direction en réunion de « négociations » que nous avions la force de reprendre la grève le lundi. Ce à quoi le représentant de la direction a répondu : « Oui, nous savons ». Et ce qu'ils ont cédé finalement montrait qu'effectivement ils savaient que c'était un risque.

BULLETIN OUVRIER

Ces négociations ont commencé le jeudi. J'intervenais en tant que Comité de Grève. La direction faisait, bien sûr, semblant de ne rien remarquer puisque officiellement les représentants du Comité de Grève étaient « invités par la CGT, la CFTC ou la CFDT ». Que les syndicats et en particulier la CGT aient accepté de nous prendre dans la délégation n'était pas seulement dû à un calcul de leur part pour « mouiller » le comité. C'était aussi le résultat du rapport de forces qui s'était établi sur le terrain.

Le vendredi matin, était convoqué un CE extraordinaire, sans ordre du jour. Pendant plusieurs heures, les responsables syndicaux avaient donc disparu, sans donner aucune information. Ce n'est que vers 13 heures que nous avons su qu'ils étaient en train de discuter des conditions de la reprise. La formule « réunion de CE » leur permettant de justifier l'absence des grévistes à la réunion.

Donc, ce matin-là encore, nous nous sommes retrouvés seuls dans les ateliers avec les grévistes. C'est là, vers 10 heures, que la direction a mis le paquet pour tenter de briser la grève.

Cent à deux cents blouses blanches sont arrivés sur la chaîne avec les huissiers, les cadres etc., et ont commencé à essayer de monter les bagnoles. Là encore, nous avons mis notre poids pour que les grévistes les laissent travailler et que personne ne tombe sous la menace de sanctions ce qui était sans doute un des buts de la provocation. En fait, vu le spectacle qu'ont donné les chefs au boulot, l'ambiance était plutôt à la moquerie qu'à la bagarre ou au corps à corps. Les sons étaient mises à fond dans l'allée et les gars se sont mis à tambouriner sur tout ce qu'ils pouvaient en scandant « augmentez les cadences ».

A la reprise des équipes sur le parking, les syndicalistes n'étaient toujours pas là (ils étaient avec la direction) et c'est nous qui avons expliqué à la sono aux gars ce qui se passait depuis le matin en leur demandant de se réunir rapidement dans les secteurs et de venir en Mécanique. Ce qu'ils ont fait, encore plus nombreux que le matin.

Il y avait alors une ambiance pas possible dans l'atelier ; environ quatre à cinq cents gars dans l'allée entre les chaînes. traitant les cadres de tous les noms, avec en fond sonore « augmentez les cadences » rythmés par le tam-tam des bidons et des placards. Des secteurs qui n'étaient pas en grève totale avaient débrayé pour venir soutenir ceux de la Mécanique.

Dans d'autres ateliers qui n'étaient pas en grève, les gars s'étaient déclarés en grève dès que la maîtrise leur avait demandé de prendre place sur la chaîne de Mécanique. En Mécanique, sur les deux chaînes, il n'y avait que des blouses blanches et quelques intérimaires. Une bonne partie des intérimaires recrutés pour venir en Mécanique avaient rebroussé chemin après qu'on fut intervenu auprès d'eux.

Au rassemblement, nous avons redit encore une fois la nécessité de continuer lundi s'il le fallait. C'est cette équipe-là qui devait reprendre le lundi matin. Les gars étaient d'accord. C'est forts de cet accord que nous avons fait voter que le comité de grève et les grévistes exigeaient que les grévistes soient présents aux négociations. Le responsable CGT est alors intervenu, un peu gêné, pour dire qu'il était d'accord et qu'il fallait les grévistes.

En réunion, en arrivant, nous avons annoncé qu'en tant que Comité de Grève, nous sortirions toutes les heures pour rendre compte aux grévistes qui étaient réunis en bas. Nous

l'avons fait et avons été les seuls à le faire. Cet après-midi du vendredi, la direction a fait alors ses «ultimes propositions».

La direction a proposé un calcul compliqué qui fait que sur les quatre mille salariés qui ont participé à un moment ou à un autre à la grève, la moitié ne perdait rien du tout. Et que pour ceux qui ont fait toute la grève (trois cents à peu près d'après les chiffres enregistrés par la direction), il y avait 44 heures de payées sur 102.

Il est apparu très vite que les grévistes voulaient en rester là. Pour eux, et c'est le sentiment qui s'est exprimé ensuite dans la soirée et le lundi dans les ateliers de façon quasi unanime, « on a fait une belle grève, on n'a pas gagné beaucoup mais un petit peu quand même, le patron paye les heures de grève et on n'a pas de camarade licencié, c'est bien ». Et nous avons eu beau dire que nous étions loin des 1500 F ou souligner l'insuffisance du paiement des heures de grève : « ça ne fait rien camarade, on reprend la tête haute et c'est eux qui baissent les yeux ». Et c'est vrai : partout les gars ont ce sentiment là. « On a repris la tête haute ». Le fait qu'il n'y ait aucune sanction passait pour une victoire par dessus tout. Bien des grèves dans le passé à Flins se sont terminées plus ou moins mal de ce point de vue.

Finalement, dès le vendredi soir, tous les syndicats avaient signé le protocole de reprise, sans aucune consultation des grévistes. C'est plus fort qu'eux. Mais il n'y a eu pratiquement que très peu de critiques sur leur appel à la reprise. Dans certains secteurs, quelques gars auraient bien eu envie de continuer. Mais pas tout seuls de toute façon.

Le Comité de Grève de Sellerie-Mécanique, deux jours après la reprise, tirait un premier bilan : « *Nous avons repris le travail, et bien des camarades n'ont qu'un souhait : qu'on soit capable de s'y remettre rapidement pour continuer le combat aux côtés des travailleurs des autres usines pour une vraie grève TOUS ENSEMBLE* »

Ce n'était pas qu'une clause de style.

CONCLUSION

Au seul récit de la grève, s'il est évident que les grévistes n'ont à aucun moment débordé les syndicats, il est évident aussi que même dans cette limite nous avons joué un rôle et mené une politique différente de l'intersyndicale.

- Sur la revendication d'abord : l'intersyndicale n'a pas voulu du début à la fin reprendre les 1500 F, pas cités une seule fois dans un de ses tracts. Même après l'adoption de cette revendication par les assemblées de grévistes.
- Sur la perspective d'extension ensuite : toutes nos interventions étaient axées là-dessus, sur la nécessité de miser et d'entraîner les autres usines. L'intersyndicale, absolument jamais.
- Sur le Comité de Grève : nous avons mis le paquet pour le mettre en place coûte que coûte et le faire vivre ; il a eu une existence réelle au moins en Sellerie-Mécanique. Si les syndicats n'ont pas bagarré ouvertement contre, c'est parce qu'ils n'auraient pas été suivis par les grévistes, et probablement par une partie de leurs militants.
- Sur les derniers jours de grève : nous avons mis toutes nos interventions pour convaincre les gars que si la direction ne cédait pas, la grève pourrait continuer une quatrième semaine même limitée à Flins ; l'intersyndicale n'insistait que sur la nécessité que la direction « négocie sérieusement ».

Notre politique a-t-elle été sans influence ? Sûrement pas. Nous n'avons pas été suffisamment influents pour amener les grévistes à l'assaut du ciel ; mais le mouvement (à

Lardy, au Mans) et même la grève (à Choisy, à Rueil) s'est bien étendu aux autres usines à partir de la grève de Flins et certainement pas grâce à la politique des syndicats.

Si nous avons influencé le cours de la grève à certains moments, ce n'est pas seulement parce que nous étions plus militants que les autres délégués (qui sont dix fois plus nombreux que nous) mais parce que nous avons eu une politique différente, qui a d'ailleurs entraîné bien souvent une partie des militants syndicaux.

Dès le début de la grève, les gars avaient dans la tête l'augmentation générale des salaires et l'extension du mouvement. Ça tranchait avec des situations qu'on a connues dans le passé où l'esprit catégoriel dominait et où les gars préféraient mettre en avant une prime ou un passage de coefficient, avec l'illusion que s'il n'y avait qu'eux de concernés, ça serait plus facile à obtenir.

C'est en quoi cette grève, dès ses premiers moments, offrait une possibilité d'intervention sur une politique radicalement différente de celle habituelle des syndicats.

Ici se termine le courrier aux militants de *Lutte Ouvrière*.

SIX ANS DEJA..., ET ON EN REPARLE ENCORE

L'année 1995 a été marquée par deux vagues de grève ; il y a eu beaucoup d'écrits sur la seconde dite de Novembre-Décembre, préparée, lancée et voulue par les syndicats d'Etat, mais peu de choses sur la vague du printemps dans les entreprises industrielles.

Chez Renault, la dernière grève importante remontait à 1991 [voir la chronologie sur la grève à Renault Cléon]. Grève honteusement et ouvertement trahie par les syndicats. On se souvient comment le principal syndicat quasi hégémonique à Cléon, la CGT, avait appelé à reprendre le travail quelques heures après un vote incontesté et majoritaire en faveur de la poursuite du mouvement.

A Flins, la dernière grève remontait à la période des grandes luttes de l'industrie automobile de 1982-1983 (Chausson, Renault, Citroën, etc.). A Flins, le mouvement s'était traduit par une succession de grèves-bouchon catégorielles. En 1982, les ouvriers de mécanique, puis les caristes, les ouvriers d'entretien et les régleurs s'étaient manifestés puis, début 1983, les peintres, les travailleurs du centre de livraison et de l'électrolyse.

En 1995, à Flins, donc il n'y avait pas eu de grève importante depuis 12 ans. Le moral des travailleurs, y compris pour les bagarreurs des années 80, était au plus bas : la période des grandes grèves semblait révolue et ce sentiment était largement partagé. Evidemment, la gauche au pouvoir et l'effondrement des illusions consécutives y étaient pour beaucoup.

En 1992-93, nous en avons parlé entre camarades et on avait l'impression que le pessimisme sur la possibilité de l'action ouvrière reculait. L'idée que le temps des grèves était terminé semblait moins présente dans les têtes.

Et puis, à partir de 1993, Renault s'est mis à réembaucher. Un millier d'ouvriers furent embauchés en 1993-1994, arrêtant le mouvement qui avait fait fondre les effectifs de 22 000 en 1973 à 9 000 en 1993 (le patron continuant à faire partir massivement les travailleurs âgés).

La situation économique de Renault était florissante. En 1985, Renault avait environ 60 milliards de dettes. Les « frais financiers », c'est-à-dire le paiement annuel des intérêts était

de l'ordre de 5 milliards de francs. En 1995, l'ensemble des dettes était remboursé et Schweitzer annonçait que Renault avait dégagé 32 milliards de bénéfices cumulés sur les sept dernières années.

Les comptes sont vite faits : en sept ans, Renault avait dégagé plus de 90 milliards de francs de bénéfices plus une vingtaine de milliards de francs de frais financiers versés aux banques. Et dans le même temps, 2 à 3 milliards par an étaient consacrés aux restructurations pour dégager du personnel.

Soit un total de 115 à 120 milliards de profit en sept ans !

En 1995, il y avait un peu plus de 8 000 travailleurs à l'effectif et un petit millier de camarades intérimaires. Ceux-ci n'avaient pas subi la période des désillusions de la génération précédente, ne savaient pas que la grève des presses de 1978 s'était soldée le licenciement de plusieurs dizaines de camarades ; ne connaissaient pas le goût amer des grèves de 1982-1983, lâchée par la CGT pour laquelle ces luttes, achevées dans la confusion, étaient destinées « à faire chuter le gouvernement de gauche ». Ce n'est donc pas par hasard que la grève de 1995 a débuté et a été la plus profonde sur les chaînes de Sellerie-Mécanique ; là justement où la concentration de ses camarades nouvellement embauchés était la plus grande.

Mais contrairement à ce que beaucoup de commentateurs ont écrit, ce ne sont pas les récents embauchés qui ont marqué le plus la grève. Même si ceux-ci étaient bien présents au début, un certain nombre, travaillé par la maîtrise s'étaient mis en retrait au bout de quelques jours. Ces camarades n'avaient pas encore perdu toutes leurs illusions, dont les patrons les avaient gavés à l'embauche, sur l'avenir radieux chez Renault. Mais les quelques jours de démarrage avaient convaincu les travailleurs de la génération précédente que c'était sérieux et qu'on pouvait y aller.

Alors, on a retrouvé les vieux ⁴ des années 1975/83, ceux qui bien souvent s'étaient mis en veille pendant des années, ceux-là qui disaient « c'est fini les grèves, ce n'est plus comme avant » alors que 15-20 ans avant ils pensaient « c'est peut être la dernière pour nous, mais cela servira au suivant ». Et à partir de là on passait le cap du coup de gueule ; on renouait avec la grève.

Et pourtant, à peine trois semaines avant la grève, les élections professionnelles s'étaient traduites par une sensible poussée du vote *Force Ouvrière* qui avait la réputation méritée d'être le syndicat le plus ouvertement collaborationniste avec la Direction. Il y aurait évidemment beaucoup d'aspects à décortiquer sur la grève Renault de 1995 comme toujours après une grève importante.

Parmi les questions fondamentales, celle qu'il faut poser avec toujours autant d'insistance c'est le « Pourquoi ? » des grèves. Pourquoi le printemps 1995 a-t-il été marqué par une vague de grèves dans diverses usines ? Pourquoi ces deux ou trois mois là ? Est-ce que cela pouvait préfigurer la possibilité d'autres grèves dans des délais plus ou moins proches ? ⁵

Six mois après, le mouvement de Novembre-Décembre à la SNCF et dans d'autres secteurs de la fonction publique se déclenchait. Il est certes plus évident de faire les

⁴ Que les camarades comprennent bien que pour moi c'est tout un passé de fraternelle camaraderie que ne peuvent comprendre que ceux qui ont travaillé et lutté 25 ou 30 ans ensemble.

⁵ Le texte ci-après était daté du 1^{er} mai 1995 car il la fallu le temps de le rédiger après la grève.

rapprochements après les événements qu'avant ; mais on peut risquer un pronostic si « l'extrême gauche » et les révolutionnaires étaient un peu moins obnubilés dans ce pays, qui par les élections, qui par ses problèmes de secte et un peu plus par ce qui se passe réellement dans la classe ouvrière ; les uns et les autres auraient peut être pu se trouver en Novembre Décembre mieux préparés à la possibilité de la grève et autrement situés qu'à la remorque (politiquement parlant) des appareils syndicaux.

D'AUTRES ELEMENTS DE BILAN DE LA GREVE

(entretien avec Bertrand réalisé en 2001)

Question : Que peut-tu nous dire de plus sur l'ampleur de la grève à Flins ?

Réponse : Avec les chiffres précis de grévistes aux différents moments, on voit mieux les limites de l'objectivement possible ; la question de l'extension, par exemple. A l'exception de Flins, elle a été le résultat de la tactique syndicale qui consiste - quand une grève échappe tout ou partie au contrôle des appareils - de l'insérer dans un ensemble plus vaste qui est mieux contrôlé syndicalement, pour ensuite reculer ... et faire ainsi reculer la grève dans l'usine qui, au départ, échappait au contrôle.

C'est le coup des journées d'action sur l'ensemble du groupe. Mais cela peut ne pas suffire à faire reculer les secteurs grévistes, comme à Flins, et cela peut être aussi un élément déclenchant dans d'autres secteurs restés jusque là à l'écart, qui profitent du démarrage programmé pour continuer le lendemain. Cela a été le cas du démarrage à Choisy.

Q : Y a-t-il eu une véritable détermination à l'extension du conflit ?

R : Sur cette extension verticale, les grévistes d'une usine ne peuvent quasi pas avoir d'influence « humaine » directe, il n'est pas envisageable que les grévistes se déplacent sur des centaines de kilomètres pour chercher les travailleurs des autres usines du groupe ; par ailleurs cette extension peut être aussi un moyen de confiner la lutte « entre Renault » et d'empêcher une perspective plus vaste. En revanche, l'extension horizontale vers les travailleurs des autres entreprises de la région, outre le contenu différent, est plus facilement réalisable.

Dans le cas de Flins, c'est vers l'autre grosse usine de la vallée de la Seine (Peugeot Poissy) qui n'est qu'à 15 km que les regards se tournent. Alors pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ni même tenté ? La grève à Flins, d'un bout à l'autre, a été minoritaire et donc l'effectif disponible des grévistes actifs limité. En plus, la grève redémarrait chaque jour à chaque équipe, avec des avantages et des inconvénients que cela entraîne dont le principal de n'avoir à un instant T que les grévistes de l'équipe en cours. Donc, excepté les deux jours de grands rassemblements programmés par l'intersyndicale, nous n'étions au maximum que 300 à 400 grévistes disponibles par équipe.

Compte tenu de la nécessité d'être présents dans plusieurs ateliers, on ne pouvait envoyer que 50 ou 100 camarades à Poissy (7000 travailleurs) et pas pour une promenade touristique ou une simple distribution de tracts mais pour entrer dans l'usine, remonter les ateliers, convaincre et entraîner les ouvriers à mettre l'usine en grève. Dans ce cas, il y a un rapport de force qui s'établit inéluctablement ; nous n'étions pas, tant s'en faut, dans une période explosive où une simple délégation suffit à gagner à la grève les travailleurs de Peugeot.

En fait, mais cela nous ne l'avons su qu'une fois la vague gréviste du printemps 1995 retombée, la situation n'était pas explosive. Il était parfaitement juste de se positionner comme nous l'avons fait à l'époque pour un éventuel gros coup, mais la vague est restée une vague et ne s'est pas transformée en déferlante. Ceci explique également que l'arrêt de la grève se soit aussi, en quelque sorte, précipité. Il est raisonnable d'affirmer que le mouvement est allé au bout de ses possibilités objectives du moment. Ce qui a permis aux syndicats, jusqu'au bout, de rester « dans le coup » en parallèle avec le comité de grève.

Q : Que reste-t-il du mouvement aujourd'hui ?

R : C'est souvent la question qui est posée après les mouvements. Difficile de répondre de façon précise car rien n'est quantifiable en la matière. La conscience ouvrière est faite d'une accumulation d'expériences passées sur plusieurs générations mais est victime aussi d'une certaine déperdition de mémoire. La grève Renault de 1995 reste dans les têtes comme une des « grandes grèves », même si ce n'est pas par les résultats mesurables en termes d'augmentation ou de gains matériels.

De toutes les façons, ce n'est pas cela qui détermine la conscience qu'ont les travailleurs du positif ou du négatif des grèves. Il y a eu des grèves à Flins où les travailleurs ont beaucoup gagné matériellement (le mouvement des professionnels en 1982, par exemple) dont plus personne ou presque ne se souvient ; d'autres qui ont été des batailles très dures (les Presses en 1978, par exemple) et qui ont, en revanche, marqué les esprits.

Celle de 1995 reste dans les têtes des camarades par deux aspects différents : d'une part, les travailleurs les plus jeunes, ceux qui avaient été embauchés un an ou deux avant ⁶, ont plutôt le sentiment de ne pas avoir gagné grand'chose. Ce sont pourtant eux qui, sur le plan salaire, ont le plus gagné ; mais ils espéraient beaucoup plus. Je me souviens des copains des Presses qui sautaient quasiment de joie le premier jour quand je leur ai annoncé que je partais en Sellerie parce que la grève commençait là-bas ; et qui se mordaient les doigts, quelques jours plus tard, en prenant conscience qu'on était engagés dans une grosse bagarre.

De plus, les camarades les plus anciens dans la boîte, ceux qui savaient dès le départ que ça allait être dur, parce qu'ils avaient, eux, la mémoire des grèves passées, des bagarres dans les ateliers avec la maîtrise et les CRS, les situations désespérées à certains moments et les fins de grève avec le sentiment d'être battu, trahis ... Ceux-là partent en retraite avec un bon souvenir de la grève de 1995.

On s'était bien organisé, on avait évité les bagarres sur les chaînes, la maîtrise n'avait pas été en position de jouer les roulures, et, au bout, il n'y avait pas de licenciements, pas d'engueulades entre grévistes (même pas avec les non-grévistes !), on avait fait une « belle grève » (ce qui à la fois ne veut pas dire grand'chose et beaucoup en même temps).

Tout cela n'est bien sûr pas quantifiable. Une réflexion d'un gréviste résumait bien la situation « C'est les chefs qui baissent les yeux, pas nous ! ». Ceux-là avaient fait la grève par conviction, parce qu'il fallait la faire, pas dans une euphorie débordante, mais parce qu'il le fallait. Et quand la grève s'est arrêtée, la façon dont elle s'est arrêtée, d'une certaine manière, a contenté les gars.

Q : Comment envisages-tu la suite ?

⁶ Leur salaire tourne autour de 6000 francs net. Par ailleurs, a moyenne d'âge à Flins était de 46 ans en 1995.

BULLETIN OUVRIER

R : Ces dernières années, les deux démarrages de grève de quelques jours qui ont eu lieu dans l'usine sont partis des chaînes de Sellerie-Mécanique. Maintenant, il n'y a presque plus de « vieux ». C'est la nouvelle génération, celle qui débutait en 1995, qui a vu et vécu la grève dans les secteurs les plus en pointe, qui se retrouve à prendre le relais aujourd'hui. Il faut préciser que les deux démarrages en question sont partis « d'en bas » comme on dit avec les syndicats courant derrière pour reprendre le mouvement en main et l'arrêter. Dans ce domaine, rien de nouveau sous le soleil.

Merci.

Appendice : Quelques données sur Renault avant la grève

BILAN RENAULT 1995

Quatre Branches

Automobile 74 % du CA = 136,4 milliards de francs 1 761 643 véhicules 30 sites industriels

Véhicules Industriels 18 % du CA = 32,9 milliards de francs

Entreprises industrielles 3 % du CA = 6,2 milliards hors Renault sur un total de 11,5 milliards de francs

Société financière et de services 5 % du CA = 8,5 milliards de francs

Evolutions du Chiffre d'affaires du groupe Renault (en millions de francs)

1991 171 502

1992 184 252

1993 169 789

1994 178 537

1995 184 065

Evolutions du résultat net part du groupe (en millions de francs)

1991 3 078

1992 5 680

1993 1 071

1994 3 636

1995 2 139

Evolutions de l'endettement financier net du groupe (en millions de francs)

1985 58 000

1986 54 346

1987 46 377

1988 23 786

1989 17 593

1990 27 110

1991 15 528

1992 8 727

1993 7 851

1994 -1 458

1995 3 368

Actionnariat en 1995

Etat 52,97 %

Public 28,14 %

Volvo 11,38 %

GAP 5 % (actionnaires/partenaires)

Salariés 2,51 %

Evolutions des effectifs du groupe Renault

1989 174 573 (dont maison mère = 70 720)

1990 157 376 (dont maison mère = 68 713)

1991 147 185 (dont maison mère = 63 643)

1992 146 604 (dont maison mère = 61 075)

BULLETIN OUVRIER

1993 139 733 (dont maison mère = 60 608)
1994 138 279 (dont maison mère = 59 346)
1995 139 950 (dont maison mère = 59 264)

Répartition des salariés du groupe Renault par principales activités :

Automobile 102 213
Véhicules Industriels 25 812
Entreprises industrielles 8 539
Société financière et de services 3 386

Répartition des salariés de la maison mère Renault par grands niveaux de qualification :

Ingénieurs et cadres 6 975
ETAM 25 654
Agents de production 28 635

Evolutions de la production (monde)

		1991	1992	1993	1994	1995
RENAULT	Voitures particulières	1 533 513	1 760 742	1 508 562	1 612 744	1 518 047
	Véhicules moins de 5 ts	257 196	281 067	204 871	237 523	243 596
RVI	Véhicules industriels	57 369	52 945	47 863	64 415	76 206
	TOTAL	1 846 076	2 094 774	1 751 496	1 914 682	1 837 849

Investissements du groupe (en milliards de francs)

1993 12,04
1994 16,05
1995 15,05

Dépenses en Recherche et Développement du groupe (en milliards de francs)

1993 6,90
1994 7,71
1995 7,90

LA SITUATION DE RENAULT EN 1995

La situation de Renault, avant le conflit du printemps 1995, est celle d'une entreprise qui est passée d'un état financier moribond (près de 60 milliards de dettes en 1985 pour une rentabilité nulle), avec un outil industriel vieillissant, à celui d'une entreprise qui n'a cessé de faire des profits tout en résorbant quasi complètement ses dettes et en provisionnant chaque année des sommes considérables vouées aux restructurations. Aussi, le groupe a-t-il renouvelé son outil de production, diminué drastiquement ses effectifs et connu - excepté pour la grève de Cléon en 1991 - une paix sociale presque complète.

Pour le capital, ces restructurations incessantes ont apporté des résultats qui eussent semblé inespérés il y a encore quinze ans tant l'industrie automobile française semblait désarmée pour résister à la concurrence mondiale. Mais les temps changent. Dans son édition du 13 mars 1993, *Le Monde* pouvait faire son gros titre sur les records de rentabilité de l'automobile française et souligner le fait qu'après « *PSA Peugeot-Citroën en 1991, Renault en 1992 a été le constructeur automobile le plus rentable au monde* ». Le quotidien distingué de la gauche du capital poursuivait admiratif : « *Les douloureuses restructurations menées*

depuis dix ans, mais aussi l'habileté des équipes dirigeantes des deux firmes expliquent ces performances».

Cinq points forts étaient ensuite mis en évidence dont la violence de la restructuration : *« S'étant lancés avant les Européens et les Américains dans la restructuration, PSA tout comme Renault profitent aujourd'hui d'un outil de production bien dimensionné. A eux deux ils ont procédé à 121 000 suppressions d'emplois (soit près de 30 % des effectifs) alors que leur production augmentait de 30 %. La réduction des coûts fixes a été une obsession dans tous les secteurs de l'entreprise. Un objectif que les constructeurs allemands ne se sont fixé que beaucoup plus tard, se sentant à l'abri derrière leur marché domestique (de loin le premier en volume) et leur réputation. Aujourd'hui, ils souffrent d'avoir les coûts les plus élevés du monde : il leur faudrait quarante heures pour fabriquer une automobile contre en moyenne trente heures en Europe et vingt heures au Japon. Ils sont en outre pénalisés par une politique salariale élevée ».*

Renault, dans son insatiable quête de profits, ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Depuis l'année faste de 1992, avec ces 5,7 milliards de francs de bénéfices nets, l'entreprise a supprimé 2 249 emplois en 1993, 2 109 en 94 et 1 735 suppressions de postes en 1995. Donc pour résumer en dix ans, l'endettement est passé de 58 milliards de francs à 3 milliards de francs (soit 55 milliards de rembourser environ), tandis que les bénéfices cumulés atteignaient 44 milliards de francs ! Soit un profit de **102 milliards de francs en dix ans**, au prix d'une diminution d'effectifs de 182 448 à 139 950 pour le groupe Renault et de 100 000 à 59 264 pour la seule maison mère.

Sur le plan du salaire ouvrier, la direction de Renault est engagée depuis 1986 dans une politique de restrictions salariales afin de s'aligner sur son concurrent immédiat PSA : *« Lorsque George Besse, nouveau patron, entreprit de redresser les comptes de Renault à partir de 1986, il avertit les salariés que la disparition progressive de ce différentiel était au nombre des mesures d'économies prévues dans son plan de sauvetage et évaluait l'écart à 15 % par rapport aux salaires distribués chez Peugeot pour des fonctions identiques. Une fois Renault remis à flots, Raymond Lévy, son Pdg, considérait qu'un différentiel persistait mais réduit à 10 % »*⁷

En 1994, le syndicat CFDT de Flins estimait que, compte tenu de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) intervenue en 1993 et du recul important de la prime d'intéressement du fait de la dégradation des résultats, les salariés n'ayant bénéficié que d'une augmentation générale avaient perdu 1 % de pouvoir d'achat.

Ainsi, l'annonce, faite le 7 mars 1995, de la misérable augmentation générale des salaires (AGS) de 1 % au premier semestre - celle que touche tout le personnel, ce qui n'est pas le cas pour les augmentations individuelles⁸ - allait précipiter, sans mot d'ordre syndical préalable, plusieurs centaines d'ouvriers de l'atelier Sellerie-Mécanique de l'usine de Flins dans la grève. Comme à leur habitude, les syndicats s'étaient contentés d'une journée d'action platonique le 6 mars avant le démarrage saisonnier du rituel des négociations avec la direction.

⁷ *Le Monde* du jeudi 23 mars 1995.

⁸ Propositions salariales de la direction au 7 mars : 1% au titre de l'AGS; 1,2% d'augmentations individuelles; 0,3% d'augmentation de la prime d'ancienneté.

L'USINE DE FLINS EN 1995

L'usine de Flins, dans les Yvelines, est un condensé vivant de la politique de restructurations suivie par Renault. En effet, depuis vingt ans, le site a vu ses effectifs passer de vingt mille à huit mille et la productivité augmenter de 1985 à 1993 de 27 à 60 voitures par salariés et par an. En 1992, pour faire face à la création d'une troisième équipe, la direction de l'usine a embauché six cents jeunes âgés de 18 à 28 ans destinés à travailler sur les chaînes qui produisent la Twingo et la Clio, cela en l'échange du départ en préretraite de 1 200 ouvriers.

Contrairement aux mythes complaisamment répandus sur l'élévation du niveau de qualification requis pour la «nouvelle classe ouvrière» des usines prétendument post-tayloriennes et post-modernes, les critères de recrutement furent plutôt sommaires. Jean-Michel Kerebel, le chef du personnel de Flins déclarait au magazine patronal *L'Usine nouvelle* du 8 avril 1993 : «*Le diplôme, je ne connais pas. Mais je veux qu'ils sachent lire, écrire et compter. et surtout qu'ils soient capables d'apprendre et de travailler en groupe.*» *Libération* du 17 mars 1995 précise que «*les six cents jeunes embauchés depuis 92 ont surtout été sélectionnés sur la base d'entretiens et de tests destinés à mesurer l'aptitude au travail de groupe. La moitié des heureux élus (sic) n'ont aucun diplôme et seulement 2% d'entre eux sont des bacheliers.* »

Ces jeunes, auxquels on avait fait miroiter des perspectives rapides d'évolution de carrière et d'ascension hiérarchiques, se retrouvent aujourd'hui, malgré leur bonne volonté, condamnés à la chaîne pour des dizaines d'années. Dans l'article de *Libération* cité, un jeune ouvrier embauché lors de la mise en service de la troisième équipe (20 h 18 à 2 h 12) et affecté à l'unité élémentaire de travail (UET) chargée du câblage des Twingo fait part de sa déception : «*On a le sentiment de s'être fait rouler. La direction nous avait expliqué que l'organisation du travail en UET permettait justement aux plus motivés d'évoluer rapidement. Ils ont voulu des bons, ils doivent maintenant assumer les conséquences.*»

Un agent de maîtrise, tuteur c'est-à-dire chargé du suivi des jeunes pendant les 120 heures de formation au poste de travail confirme, toujours dans le même article, «*la déception de ces jeunes pressés et motivés*» dont beaucoup ont cru qu'il leur suffirait de «*tourner sur tous les postes et d'accepter docilement les heures supplémentaires pour grimper dans la hiérarchie.*» et *Libération* de conclure : «*Beaucoup d'entre eux, leurs aînés en conviennent, ne sont pas loin de posséder les connaissances théoriques et pratiques des différents métiers pour accéder au grade de P2. Aux syndicalistes qui crient à la trahison, la direction de Flins réplique qu'elle n'est engagée par aucune promesse. Les embauchés auraient au contraire été avertis qu'ils seraient cantonnés, pour quatre ans au moins, dans les secteurs de flux [lire les chaînes de montage NdR]. Autrement dit, les plus motivés devront attendre, pour sortir de la chaîne, le lancement du modèle successeur de la Clio.*»

DE BELIN 1995 A DANONE 2001

PRESENTATION

Dans la première partie, nous revenons sur la grève du printemps 1995 à l'usine Belin de Ris-Orangis. Nous joignons la brochure qu'ont réalisé les camarades du comité de grève Belin en juin 1995.

Elle parle d'elle-même. Nous nous bornerons à mettre en avant les points forts de ce mouvement :

- la participation importante des salariés à la grève. Quantitativement : 400 ouvriers et ouvrières sur 560 du site d'Evry pendant les trois premières semaines du conflit. Et qualitativement : participation massive aux assemblées générales quotidiennes et direction de la grève par un comité élu et révocable à tout moment de 23 membres auquel ont participé activement environ 40 grévistes,
- la présence d'une forte composante combative de jeunes,
- la volonté de s'ouvrir vers l'extérieur, tant vers les autres usines Belin que vers les usines voisines de l'aire d'Evry-Grigny,
- l'étroite liaison avec les grévistes de Coca-Cola et de Diepal,
- la participation des 23 membres du comité de grève aux négociations avec la Direction, menées en présence de l'ensemble des grévistes,
- la reprise « *moral au beau fixe* » et une ambiance qui dure. En septembre 1995, par exemple, a eu lieu un débrayage de 70 personnes d'un atelier pour défendre un camarade sanctionné par la Direction.

Dans la seconde partie, nous abordons les développements suite à l'annonce du plan de licenciements dans le groupe Danone qui touche, entre autres l'usine, LU de Ris-Orangis. Malheureusement, on constatera plus loin qu'aujourd'hui la situation a bien changé...

LA GREVE A BELIN 1995

Du mardi 4 avril au mardi 2 mai, les ouvriers de Belin à Évry ont fait quatre semaines de grève, revendiquant une augmentation générale de salaire de 1500 F par mois et une diminution du temps de travail d'une heure pour l'équipe du soir.

L'usine d'Évry (dans l'Essonne) compte 900 personnes au total, dont 560 ouvriers et employés. Il existe deux autres usines, l'une à Calais avec 250 personnes, et l'autre à Château-Thierry avec 500 personnes. A Évry, on fabrique les "Crackers", "Guet-apens", "Cookies", "Pépito" et autres "Petits Cœurs" en quantités réellement industrielles, puisqu'à Évry les équipes tournent en 3x8 avec 6 pétrins informatisés et 7 lignes de fabrication, de façonnage et de cuisson, de 150 mètres de long chacune.

Au rez-de-chaussée, l'atelier de conditionnement, le plus vaste, rassemble près de la moitié du personnel de production. C'est à cet endroit qu'il y a le plus de femmes, qui sont aussi les plus mal payées. Au total l'usine d'Évry expédie chaque jour 1200 palettes de biscuits aux quatre coins de la France.

Belin appartient au trust Danone qui a annoncé pour l'année 1994 près de 3,6 milliards de francs de bénéfices, auxquels il faut ajouter 7 milliards de cash-flow, c'est à dire de l'argent immédiatement disponible pour les opérations commerciales du groupe, mais pas pour ses salariés ! L'annonce de ces bénéfices, en augmentation sur l'année précédente, n'a pas été pour rien dans le déclenchement du conflit, chacun ayant le sentiment qu'il était normal de revendiquer une autre part du gâteau que les miettes habituelles.

POUR LA REPRISE ...DES SALAIRES

Les salariés de Belin n'étaient pas les seuls à penser que le temps des vaches maigres avaient assez duré. Cela faisait en effet déjà un moment que les journalistes parlaient de "reprise économique", et ceux de Alsthom, en octobre, de façon démonstrative, en exigeant 1500 F d'augmentation pour tous, base minimale d'une bonne reprise des salaires ! Depuis, la déclaration du nouveau président du CNPF Jean Gandois sur les augmentations de salaires avait fait mouche. Elle avait été relayée par celle du directeur adjoint de Danone, Levain, expliquant qu'un groupe qui gagne 3,6 milliards de francs est bien obligé de payer correctement ses salariés par rapport à ses concurrents.

Or il commençait à y avoir de plus en plus de grèves sur les salaires, malgré la période électorale, la grève de Renault-Flins en particulier. Les discussions sur les salaires allaient bon train à l'usine.

Le climat cependant n'a pas changé non plus d'un seul coup. En tout cas il n'avait rien d'explosif. Les militants syndicaux (C.G.T., F.O. et C.F.D.T.) de Belin à Évry ont -commencé à mener une campagne systématique sur les salaires, mais il était difficile de se faire une idée exacte du répondeur et de savoir si au-delà des discussions les collègues étaient prêts à faire quelque chose.

Une assemblée générale aurait été nécessaire mais elle était difficile à organiser avec trois équipes et cinq horaires différents par équipe, sans compter la petite équipe du week-end. Un sondage le lundi 3 avril montrait que sur 250 personnes interrogées, 130 étaient pour faire une journée de grève, et 120 contre. C'était un résultat mitigé, mais fallait-il en rester là ? Une minorité ne le pensait pas.

LA GREVÉ DÉMARRE

Le lendemain à 5 heures, une dizaine d'ouvriers de la fabrication décident de débrayer deux heures. Leurs collègues ont pris le travail comme d'habitude. Une heure plus tard ils débrayent après un premier tour d'atelier. A 7 heures il y a déjà une cinquantaine de grévistes, ce qui suffit à désorganiser l'usine. Au conditionnement cependant, la grande majorité des ouvrières reste dans l'expectative.

Une assemblée générale commune avec l'équipe d'après-midi est décidée malgré tout. Ce sera donc la grève, au moins pour la journée. Au cours de cette assemblée générale commune, 60% des ouvriers présents votent la grève et la revendication des 1500 F. Ce résultat là encore est assez mitigé : peut-on envisager dans ces conditions de démarrer une vraie grève, qui sera forcément longue et difficile ?

Les militants de l'usine se sentent, il est vrai, encouragés par les plus décidés, parmi lesquels il y a un certain nombre de jeunes de la production et de la maintenance. Et l'enthousiasme de cette minorité combative finit par influencer les autres : les grévistes sont plus nombreux l'après-midi, plus nombreux encore parmi ceux de l'équipe de nuit. La grève démarre pour de bon.

UN COMITÉ DE GREVÉ EST ELU

Les grévistes s'organisent au cours de l'assemblée générale suivante, celle du mercredi matin. Il faut une direction à la grève, mais une direction démocratique, réellement contrôlée par les grévistes. Un premier comité de grève est élu, il comprend une dizaine de personnes, rejointes par trois autres l'après-midi et une dizaine d'autres encore le lendemain. Soit 23 personnes au total, représentatives de tous les ateliers.

La proposition de faire un comité de grève n'a pas rencontré d'obstacle : ni parmi les grévistes, certains ayant déjà fait cette expérience au cours d'un précédent mouvement en 1988, ni parmi les militants syndicalistes CGT, CFDT et FO qui l'ont eux-mêmes faite. C'est à la C.G.T. et à F.O. que se trouvent les militants de Lutte Ouvrière. Ce sont ces militants de L.O., appuyés par le responsable de la C.F.D.T., qui ont soumis à l'assemblée générale l'élection du comité de grève et qui ont demandé quels étaient les grévistes qui voulaient s'y faire élire. On compte cependant une majorité de non-syndiqués dans le comité de grève.

Les revendications (incluant le paiement des heures de grève) sont votées à l'unanimité. La continuation de la grève sera votée chaque jour, à l'assemblée générale du matin et à celle de l'après-midi, toutes les équipes se retrouvant ensemble à partir de jeudi. Soit 400 personnes à la fin de la première semaine, réunies à la cantine ou sur la pelouse lorsqu'il fait beau. Les réunions du comité de grève sont publiques et tout le monde peut assister aux discussions, et au fur et à mesure de la grève, l'assistance sera de plus en plus nombreuse.

LA DIRECTION TENTE DE MANOEUVRER

Dès le mercredi après-midi la direction propose des négociations, alors qu'une partie des ouvrières du conditionnement n'est pas encore entrée dans le mouvement (c'est dans cet atelier que la pression de la maîtrise est la plus forte). Elle pense sans doute pouvoir encore éviter que la grève ne prenne vraiment.

La direction veut négocier, mais en posant ses conditions : avec les délégués syndicaux centraux, tentant de remettre en cause dans les faits la représentativité et la légitimité du comité de grève, " invité lui aussi naturellement". La manœuvre est évidente : elle voudrait

négocier avec des syndicalistes d'autant moins soumis aux pressions et au contrôle de la base que les délégués centraux CGT et FO viennent des autres usines qui ne sont pas en grève. En négociant au niveau du groupe Belin, elle peut espérer faire pression sur les grévistes d'Évry en tablant sur leur isolement.

La question est largement débattue à l'assemblée générale du jeudi matin. La présence des délégués syndicaux centraux passe mal auprès des grévistes, d'autant que celui, C.G.T., de Calais a accepté, quelques temps avant, la proposition de la direction de cet établissement de revenir aux 40 heures ! Un compromis est trouvé : ils pourront être présents, mais seulement pour écouter.

Les négociations commencent à 11 heures, dans un style auquel la direction n'est pas habitué : les 23 membres du comité de grève sont autour de la table, et toutes les fenêtres donnant sur le petit parking et les pelouses autour du local syndical où se tiennent les négociations sont ouvertes. Ainsi les grévistes pourront écouter tout ce qui se dit. Pourtant le délégué syndical central C.G.T. de Calais ne semble pas encore bien comprendre ce qui se passe, il prend la parole, la garde et s'éternise.

Un gars explose, et s'adressant au patron : "ou vous discutez avec les grévistes ou nous partons !". La direction propose alors au comité de grève soit une augmentation de 150 francs bruts par mois au 1^{er} avril 1995, soit une augmentation de 2000 francs de la prime de vacances (qui était à 200 francs), une vieille revendication des ouvriers de Belin. Elle se croit sans doute habile ou généreuse, oubliant tout de même au passage que chez LU la prime de vacance est de 3000 francs... Elle ne fait qu'encourager les grévistes à poursuivre le mouvement pour les 1500 francs d'augmentation de salaire. Le lendemain la direction concède d'ailleurs unilatéralement la prime de 2000 francs, en faisant savoir que c'est là son "dernier mot".

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA GRÈVE ?

Le vendredi la grève s'étend encore, une grande partie des ouvrières du conditionnement rejoignant alors le mouvement. La participation à ce moment là est de plus de 80% au niveau de la production et il y a près de 400 personnes aux assemblées générales. Mais les grévistes n'arrivent pas à entraîner -sauf exception- les employées de bureau, plus directement soumises aux pressions de l'encadrement. Le fait cependant de ne pas être agressif à l'égard des non-grévistes crée un climat plutôt défavorable à la direction, au moins dans le sens où celle-ci ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi sur la grève.

Vendredi 7 la grève est donc partie pour durer. Depuis le début du mouvement et jusqu'au bout, une équipe de grévistes sera sur les lieux, chaque matin, dès 4h30 - 5h00, pour accueillir les non-grévistes. Les discussions vont bon train parmi les grévistes qui arrivent vers 6-7 heures du matin et s'installent dans la grande salle de cantine, par petits groupes. Vers 9 heures a lieu la réunion du comité de grève, précédant la première assemblée générale de la journée.

La principale question discutée est bien sûr celle des perspectives. Certains grévistes évoquent plusieurs fois, durant les premiers jours de la grève, la possibilité de bloquer l'usine, parce que cela leur paraît être une action "dure" contre le patron, il apparaît évident à la fin de la semaine que la grève est assez massive pour que la production ne sorte pas ou très peu. Bloquer est donc inutile. Sur ce problème l'unanimité se fait assez vite au sein du comité de grève qui finit par convaincre l'ensemble des grévistes.

Bien sûr la maîtrise et l'encadrement, aidés de quelques non-grévistes, peuvent toujours essayer de redémarrer quelques lignes pour tenter de démoraliser les grévistes, mais le ridicule est surtout de leur côté car ils ne sortent pratiquement rien comme production. Et celle-ci n'est pas de première qualité, c'est le moins qu'on puisse dire. Certains membres du comité de grève soulignent aussi que le blocage des portes risque de nous exposer inutilement à des sanctions qui peuvent avoir un effet démoralisant. Certains militants savent en effet par expérience que dans ce genre de situation la levée des sanctions devient inévitablement un nouvel objectif de la lutte, reléguant ainsi au second plan, de fait, les revendications initiales.

Mais la véritable raison de ce choix est ailleurs. Elle est longuement défendue et expliquée au cours de plusieurs assemblées générales, avant que cela ne rencontre l'adhésion active ou passive de tous : bloquer l'usine ; c'est inévitablement y rester enfermé, alors qu'il est nécessaire pour mettre toutes les chances de son côté d'aller voir ailleurs... Il est possible et nécessaire d'essayer de propager notre mouvement hors de l'usine à d'autres établissements. Cette idée, d'abord défendue par quelques militants, est assez vite reprise par certains grévistes qui en sont convaincus à leur tour.

On pense bien sûr à l'usine Belin de Château-Thierry, distante d'une centaine de kilomètres. De nombreux travailleurs d'Évry en viennent et ont toujours leur famille dans cette ville, ils y retournent fréquemment. A Château-Thierry, il y a aussi des ouvriers qui ont travaillé quelques temps à Évry, durant des périodes de chômage partiel. Il y a donc des liens personnels entre les ouvriers des deux usines et il n'est pas impossible de gagner les collègues de Château-Thierry, à l'idée de faire grève ensemble face au même patron

Et puis il y a la zone industrielle d'Évry Ce n'est pas le même patron, mais ce sont les mêmes problèmes. Beaucoup de monde est sensible au fait qu'il y a de plus en plus de grèves sur les salaires depuis quelques semaines dans tout le pays, et la revue de presse affichée à la cantine permet de s'en faire une idée plus exacte. Rien qu'à cinq minutes à pied il y a une filiale de Renault où les salariés débrayent une heure chaque jour. Et là aussi il y a des liens personnels qui existent entre certains grévistes et certains salariés des entreprises environnantes qui rendent envisageable une visite de bon voisinage...

Bien sûr, personne n'a pensé ou essayé de faire croire, qu'en allant voir les travailleurs d'autres entreprises, même à 100 ou 200, on pourrait les mettre en grève. Mais face à des patrons qui savent faire front dans ces cas là, c'est tout de même la moindre des choses pour des ouvriers eux aussi de pouvoir se rencontrer, discuter, se concerter. Et peut-être aussi faire davantage pression sur notre patron, alors que chaque jour l'annonce d'une nouvelle grève pèse favorablement en notre faveur.

Cette perspective est donc discutée et approuvée par l'ensemble des grévistes. Une minorité s'y investit dès vendredi en préparant les tracts.

POUR L'EXTENSION

Lundi 10 avril une équipe est sur la zone industrielle d'Évry dès 6 heures du matin s'adressant aux automobilistes qui passent (c'est le moyen le plus efficace car il y a un grand nombre de petites entreprises). Avec le tract suivant : "... *Vous et nous sommes voisins. Nous travaillons dans la même zone industrielle ou à proximité. Nos patrons et les nôtres gagnent des bénéfices de plus en plus importants tout en nous refusant toute véritable augmentation depuis plusieurs années aujourd'hui de nombreuses entreprises sont en lutte pour les mêmes revendications. Ces revendications sont les vôtres ! Si vous décidez de vous y mettre à votre*

tour, nous qui sommes en grève totale nous serons tous solidaires. Le comité de grève de Belin".

Il est bien accueilli, et dans la journée des syndicalistes de Renault- Automation-France et Coca-Cola à Grigny (la zone industrielle de Grigny est juste à côté de celle d'Évry) viennent prendre contact directement à Belin. Cela se fait d'autant plus facilement que des liens personnels existaient déjà entre les militants de Belin et ceux de Coca-Cola. Dans cette usine les syndicats sont justement en négociations et ils attendent les résultats pour la fin de la semaine, tout en se préparant éventuellement à faire grève.

Deux voitures partent aussi le même jour à l'usine Belin de Château-Thierry pour informer les collègues de notre mouvement et voir leurs réactions. La direction avait en effet laissé entendre par divers canaux que ceux d'Évry ne seraient pas les bienvenus. Cette visite permet de vérifier le contraire, et mardi les deux cars prévus pour y aller se remplissent sans problème : 120 grévistes d'Évry débarquent alors dans l'usine de Château-Thierry

CHATEAU THIERRY

La direction locale invoquant plusieurs heures d'information sur la sécurité, avait fait arrêter une partie des machines, craignant sans doute que les ouvrières ne se mettent spontanément en grève. Du coup les discussions s'engagent immédiatement dans toute l'usine.

Le directeur vient à la rencontre du comité de grève d'Évry :
*« Nous demandons au comité de grève de se retirer...
Mais vous monsieur qui êtes-vous ? Il y a quelqu'un qui vous a élu ?
J'ai été désigné*

C'est passé de mode, voyons ! Même le président de la République se fait élire.. ».

Cela fait rire, et du coup les petits chefs se font discrets. Une heure plus tard le même directeur revient pour nous parler de la "liberté du travail", dans une usine où 256 personnes ont été licenciées en 1992 ! Il se fait envoyer promener comme il se doit.

A Château-Thierry, il n'y a pas que l'usine qui a l'air vieille, il y a aussi les conditions de travail, une partie du conditionnement se faisant à la main, certaines ouvrières étant accompagnées et chronométrées lorsqu'elles vont aux toilettes, des bâches séparant les postes de travail pour éviter qu'elles ne se parlent ! La maîtrise -presque exclusivement des hommes- est plus arrogante qu'ailleurs. "Germinal", le mot revient souvent. On a échangé les feuilles de paie, et après deux bonnes heures de discussions, une partie des ouvrières débrayent pour nous raccompagner jusqu'aux cars. Ceux qui ont participé à cette journée s'en souviennent encore avec émotion.

Au retour de Château-Thierry la direction convoque le comité de grève. On croit alors à de nouvelles propositions. Erreur. La direction veut seulement savoir qui, parmi les grévistes, veut annuler ses congés prévus pour la semaine suivante. C'est une façon de tester notre moral, en laissant entendre qu'elle se prépare à une grève longue. C'est une tentative d'intimidation qui, en fait, échouera.

QUELQUES HÉSITATIONS DISSIPÉES

C'est au cours de la journée suivante qu'apparaissent quelques flottements dans la grève, qui entre alors dans sa deuxième semaine. Un camarade propose en effet au comité de grève une longue lettre qu'il voudrait adresser à la direction, faisant appel "à son cœur et à sa raison" pour qu'elle ouvre enfin de véritables négociations. La discussion qui suit immédiatement révèle deux tendances qui existaient en fait dès le début du conflit.

Certains membres du comité de grève disent vouloir une grève "raisonnable", "intelligente", et voudraient qu'on propose le plus vite possible à la direction de négocier. Ces "conciliateurs" (comme certains les appellent) représentent un courant qui existe incontestablement parmi les grévistes qui s'inquiètent de voir la direction laisser pourrir le conflit.

Les mêmes ont l'impression d'avoir fait le maximum, laissant entendre qu'il ne sera plus possible de tenir très longtemps. Inquiétude relayée parfois par la méfiance de quelques-uns envers des militants connus pour leur "radicalisme politique". Mais à cette inquiétude, la majorité du comité de grève répond qu'il y a d'abord un problème de rapport de forces et que c'est à la direction d'ouvrir des négociations, car autrement les grévistes se mettraient en position de faiblesse.

La discussion a été suivie par de nombreux grévistes. A l'assemblée générale qui suit il y a environ 120 personnes (beaucoup à partir de cette deuxième semaine ont choisi en effet de rester chez eux, et cela compte tout de même un peu dans la baisse de moral de certains). Seulement il y a plus de monde que d'habitude à s'exprimer et dire qu'il faut aller jusqu'au bout, pour les 1500 francs, et qu'il n'est pas question de s'abaisser devant la direction ! La poursuite de la grève est votée à l'unanimité, et la fameuse lettre est laissée au placard.

Il y aura ainsi les jours suivants plus de monde à assister aux séances du comité de grève (qui sont publiques), et plus de monde à intervenir en assemblée générale pour dire qu'il faut continuer. Cette petite "épreuve de vérité" a finalement renforcé la détermination du plus grand nombre. Et quelques-uns des "conciliateurs" eux-mêmes rejoignent, dès lors, les partisans les plus déterminés du mouvement.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?'

La direction de toute façon dissipe rapidement les illusions que certains auraient pu avoir sur de possibles "ouvertures". Jeudi 13 avril, après avoir eu la malencontreuse idée d'aller déjeuner à la cantine et s'être fait huer copieusement par les grévistes, le directeur décide en effet d'inviter le comité de grève à discuter l'après-midi. Au menu (une surprise du chef !) : les modalités de la reprise ! Et surtout qu'on ne parle pas d'argent car le directeur des ressources humaines Havard n'a "plus de mandat pour négocier quoi que ce soit" ! Cela fait bien rire tout le monde.

Un camarade sort son mouchoir lorsque Havard commence à s'éterniser avec un discours tout préparé et vraiment pas original sur la concurrence et la compétitivité, "les temps qui sont durs pour tout le monde" et "les salaires qui sont quand même déjà élevés" (sans doute le sien ?). Havard cherche manifestement à tester la détermination des grévistes : "il faudrait voir comment vous allez pouvoir récupérer les heures de grève". Une camarade ironise "on veut 1500 francs d'augmentation et il nous propose de faire des heures supplémentaires !". Un autre l'apostrophe : "vous imaginez vraiment qu'on va reprendre sans rien ? ". Au bout de vingt minutes la séance s'achève par le départ des grévistes qui en ont assez.

Pourtant la direction recommence le même cinéma, le lendemain, devant une quarantaine de grévistes formant une sorte de comité de grève élargi pour la circonstance, les autres suivant la discussion aux fenêtres, laissées ouvertes comme la fois précédente. La séance tourne court comme on pouvait le prévoir. Il est clair pour tout le monde qu'il n'y a qu'une solution : renforcer la grève.

Et tous les membres du comité de grève vont alors dans le même sens : pas question de céder. Une dizaine de grévistes décident de décaler leurs vacances pour continuer à participer au mouvement, afin d'éviter que la direction ne les remplace par des intérimaires.

LA GRÈVE COMMENCE A DEVENIR CONTAGIEUSE

Dès la deuxième semaine la grève a été rapidement médiatisée. Il faut dire que le comité de grève s'est donné les moyens d'informer les journalistes. L'un de ses membres a assuré une permanence téléphonique quasi constante auprès d'eux. Toujours est-il qu'une équipe de France 2 nous attendait au retour de Château-Thierry mardi 12, une équipe de France 3 est là à son tour le lendemain.

Ce jour là des camarades de Coca-Cola lancent devant la caméra : "Belin, Coca-Cola, la Sécurité Sociale (il venait d'y avoir une manifestation dans les rues de Paris.), tout ça, on a les mêmes intérêts. Qu'est-ce qu'on veut ? Du pognon !". Le reportage passe le soir aux informations régionales. Il ne popularise pas seulement la grève de Belin, mais aussi l'idée du "tous ensemble". L'usine de Belin devient de fait un pôle dans le secteur.

Vendredi un pique-nique est organisé à l'usine par les grévistes. Des syndicalistes de Coca-Cola et de Diépal (une filiale de Danone située à Ris-Orangis) sont là, ainsi qu'une équipe de Château-Thierry venue rendre la visite faite quelques jours auparavant. Les discussions vont bon train, et ces camarades sont invités à participer à une séance du comité de grève et à l'assemblée générale qui suit en début d'après-midi. On envisage ensemble les possibilités de chacun de mettre son usine en grève à partir de mardi (le lundi étant jour férié).

Mardi 18 avril, les travailleurs de Coca-Cola et de Diépal se mettent en grève, les premiers pour 1000 francs d'augmentation (ils avaient déjà obtenu 600 francs au cours d'une précédente grève, il y a 3 ans), les autres pour 1500 francs. A Château-Thierry un débrayage de deux heures par équipe est bien suivi. C'est là un premier pas.

Des grévistes de Belin se rendent rapidement dans chacune de ces usines pour resserrer les liens. Cela est bien vu. Jeudi, des représentants de Coca-Cola et de Diépal se retrouvent à Belin pour une conférence de presse commune avec des journalistes de France 3, Télé-Essonne et l'A.F.P. Chacun raconte bien sûr l'historique de sa grève, mais pour insister sur la nécessité de se serrer les coudes. « Si les patrons s'entraident, il faut bien que les ouvriers s'entraident aussi » conclut un camarade de Coca-Cola.

La grève a donc fait un peu tache d'huile, et la presse comme "Le Parisien" ou "Libération" s'en sont fait l'écho. Mais cela n'a pas pris non plus un caractère explosif. C'est le résultat d'un travail patient voulu par un certain nombre de militants qui ont convaincu le comité de grève et les grévistes qu'on aurait tout à gagner à essayer d'étendre le mouvement. Beaucoup y ont été sensibles parce qu'on parle des grèves dans les journaux, à la télévision, et parce que ce climat social un peu incertain -même s'il n'est pas franchement orageux- a de quoi inquiéter les patrons, et donc le nôtre.

D'ailleurs le directeur général de Belin, Bardon, n'hésite plus à exprimer sa mauvaise humeur devant quelques grévistes : "Votre grève est trop médiatique, trop politique". Cela gêne visiblement la direction.

Cependant, si beaucoup souscrivent à cette perspective ou en tout cas n'y sont pas hostiles, ce n'est pas au point d'avoir franchement envie de sortir à nouveau nombreux de

l'usine, comme cela avait été le cas au début de la deuxième semaine en allant à Château-Thierry.

Ce jeudi 20 avril, jour de la conférence de presse commune, le conflit en est déjà à sa troisième semaine. Certes très peu de grévistes ont repris le travail et la grève est donc encore très largement majoritaire. Les assemblées générales réunissent encore chaque jour 100 à 120 personnes et ce sont les plus déterminés qui donnent le ton. Mais on sent aussi de plus en plus que l'objectif prioritaire est de tenir, à l'usine, et que c'est déjà bien. D'autant que le moral de certains commence même à flancher, et ils l'expriment même plus ou moins ouvertement en petits comités.

LA DIRECTION DE BELIN JOUE LA PROVOCATION

C'est dans ce contexte que la direction cherche à reprendre l'initiative. Le vendredi 21 avril, elle fait venir du Centre Technique de Château-Thierry, une douzaine de cadres et d'agents de maîtrise pour tenter de redémarrer plusieurs lignes de production d'un coup. La venue de ces briseurs de grève choque tout le monde, y compris les non-grévistes. Certains débrayent quelques heures pour marquer leur désapprobation.

Mais la direction se montre volontairement très provocante : lorsque les grévistes font le tour des ateliers en s'adressant aux non-grévistes avec un tract, le directeur de l'usine Le Villain s'approche de très près de certains membres du comité de grève sous l'œil d'un huissier qu'il a fait venir tout exprès. Cherche-t-il alors l'incident ? Là, la colère des grévistes monte d'un cran. A la suite du passage des grévistes, les arrêts d'urgence se déclencheront tout seuls !

Le même jour, Le Villain essaye aussi de prendre à part certains grévistes du premier étage en espérant peut-être les convaincre de reprendre le travail. C'est au premier étage que se trouvent les fours pour la cuisson des biscuits et il est évident que la production ne peut pas redémarrer réellement avec une poignée de cadres qui n'ont pas l'habitude de travailler !

L'opération tourne court car de toute façon Le Villain n'a rien à proposer, ni à quelques uns, ni à tous les autres. L'assemblée générale qui suit permet de ressouder les rangs. Personne n'ose alors défendre ouvertement l'idée de reprendre le travail "avec rien", et le sentiment général est que la direction vient de perdre une petite épreuve de force.

LA DIRECTION DE DANONE SE VEUT PLUS CONCILIANTE ...DU MOINS EN APPARENCE

Mardi 25 avril, une soixantaine de grévistes, transportés dans un car prêté par la mairie de Ris-Orangis, débarquent rue de Téhéran, au siège social de Danone. Le changement de ton est évident : le directeur général des ressources humaines Gabriel Bergougnoux n'hésite pas à nous recevoir. Il encaisse, en essayant de faire bonne figure, tout ce que nous avons à lui dire. Il tente manifestement de donner le change : il n'est pas au courant de tout (paraît-il) mais il prend bonne note, persuadé, dit-il, que c'était les grévistes qui ne voulaient pas négocier !

Il comprend même nos revendications, déclare-t-il, ajoutant qu'avec 1500 francs de plus sur la feuille de paie, il est certain que les ouvriers n'auront pas de quoi faire des folies... Bref il colle parfaitement à l'image "sociale" que la direction de Danone voudrait se donner. Rappelons en effet qu'Antoine Riboud, le PDG, est connu comme un des membres de l'association "AGIR contre l'exclusion", présidée par Martine Aubry (par ailleurs porte-parole du candidat socialiste alors en pleine campagne électorale et favorable paraît-il aux augmentations de salaire).

Mais ce genre de publicité à bon compte n'empêche ni les licenciements (véritable cause de l'exclusion) ni le blocage des salaires chez Danone. Quant à Bergougnoux il ne s'engage sur rien bien entendu.

Les grévistes d'Évry sont d'ailleurs rapidement fixés sur les bonnes intentions supposées des uns ou des autres. Le soir même 47 d'entre eux sont assignés en référé devant le tribunal par la direction de Belin. Nouveau coup destiné à intimider tout le monde. Le but avoué de la direction est d'interdire aux grévistes l'accès des ateliers, alors qu'elle tente justement de mobiliser des briseurs de grève. Elle voudrait se servir de la journée du 21 avril comme prétexte, accusant les grévistes de "débordements".

La lecture de l'assignation en référé ne manque pourtant pas de piquant : il y aurait eu de fortes odeurs susceptibles d'endommager la qualité des biscuits et représentant un risque pour l'hygiène (allusion à quelques boules puantes...), et des arrêts d'urgence auraient été déclenchés au risque d'entraîner de possibles incendies... ! Il fallait oser. Les grévistes ont préféré prendre cela plutôt comme une invitation à ne pas reprendre le travail avant longtemps, puisque la direction admet que les systèmes de sécurité dans l'usine sont extrêmement dangereux au point qu'il serait absolument déconseillé, voire interdit, de les utiliser !

Le procès a lieu mercredi 26 avril. Le tribunal d'Évry ne s'attendait visiblement pas à recevoir 150 grévistes puisqu'il faut changer de salle, celle initialement prévue étant trop petite. Le spectacle commence à 11 heures et l'avocat de la direction aime visiblement les effets de manches. Cependant la direction ne cherche manifestement pas l'épreuve de force : il n'y a pas de condamnation. Le juge demande simplement aux 47 assignés de s'engager à ne plus pénétrer dans les locaux de travail. Il n'a pour toute réponse que quelques hochements de têtes et il s'en tient là. La presse, dont France 3, retient surtout l'image de grévistes nullement démontés, sortant de la salle du tribunal et criant "Riboud des sous !". La lutte continue.

L'après-midi la direction semble vouloir faire une ouverture en demandant à rencontrer le comité de grève. Elle propose 1000 francs sous forme de prime unique en plus, à condition que 50 % des grévistes aient repris le travail avant le 2 mai. Elle ne se fait manifestement pas d'illusion sur une reprise immédiate. La grève ayant été revotée avant cette entrevue, la grève continue donc car personne n'a envie de défendre publiquement l'idée qu'on pourrait reprendre dans ces conditions.

LA GUERRE DES NERFS

Il est vrai cependant que la grève en est à sa quatrième semaine. Les discussions sont nombreuses parmi les grévistes pour faire le point sur la situation. Et pas seulement en assemblée générale ou au sein du comité de grève, mais en permanence (les réunions du comité de grève se sont d'ailleurs élargies au point de se confondre pratiquement avec l'assemblée générale qui suit...).

Il y a manifestement un effilochage de la grève. Une vingtaine de salariés a repris le travail au cours de la troisième semaine, une trentaine d'autres ces derniers jours, et cela risque de continuer. Cependant la grève est encore majoritaire. Au cours de la quatrième semaine la direction a essayé de mobiliser davantage les cadres et les agents de maîtrise pour tenter de faire tourner quelques lignes. Jusqu'à présent c'était avant tout un coup psychologique qui n'impressionnait pas outre mesure les grévistes parce qu'il était manifeste qu'ils ne sortaient pas grand chose.

BULLETIN OUVRIER

Et que la qualité n'était pas au rendez-vous : le comité de grève a d'ailleurs faxé une note destinée à toutes les associations de consommateurs pour déconseiller la consommation de tels produits... Cela nous fait rire et grincer les dents à la fois, car ce sont ces mêmes chefs qui sont sur le dos des ouvriers tout au long de l'année au nom de la qualité du biscuit Belin ! Mais avec plus d'ouvriers non-grévistes au travail, la production monte alors à 600 palettes par jour, soit près de la moitié de la production habituelle. Les stocks risquent de s'épuiser moins rapidement.

Cependant beaucoup d'ouvriers qui ont repris le travail doivent prendre leurs vacances la semaine suivante, et même si la tendance à la reprise se confirme, la production ne pourra pas être augmentée davantage, ce sera même le contraire. Elle est de toute façon facilement désorganisée car 90% des mécanos sont toujours en grève : les machines lâchent et il n'y a personne pour les réparer.

Bien sûr il serait intéressant de connaître l'état réel des stocks. Belin peut en effet perdre très rapidement beaucoup d'argent à laisser les linéaires des supermarchés vides. Mais c'est une question à la fois importante et pas forcément décisive. C'est du moins ce que pensent certains membres du comité de grève, même si beaucoup de grévistes ne le voient pas. Car la direction de Danone peut très bien choisir de perdre beaucoup d'argent en laissant pourrir le mouvement si elle veut faire un exemple, tant que la situation sociale le lui permet. Or les chances d'extension sont encore assez limitées et le climat général n'est pas explosif : c'est tout le problème.

Mais il peut aussi changer rapidement, et il faut de toute façon tenir. Les grévistes ont au moins. Pour eux le fait que la grève qui dure pèse sur le moral de tout le monde, y compris celui de la direction et ses alliés : quand des directeurs s'engueulent devant des grévistes, et des agents de maîtrise confient qu'ils en ont assez de faire ce travail (le nôtre !) alors que leurs congés sont repoussés à une date indéterminée, il y a de quoi rire à leurs dépens et garder le moral !

Toujours en faisant le point sur la situation, certains membres du comité de grève font aussi remarquer que la direction est loin de penser que la victoire peut lui être facilement acquise. On peut en tout cas constater qu'elle n'a pas voulu mener la bagarre jusqu'au bout, que ce soit avec les briseurs de grève venus de Château-Thierry ou devant la justice (des tracts ont d'ailleurs été distribués dans les ateliers dès le lendemain...).

Elle n'a pas cherché non plus à différer le versement de la prime d'intéressement de 3000 francs qui tombe à pic, surtout pour notre moral, car de toute façon avec un salaire différé d'un mois, les pertes ne sont que pour le mois prochain. Elle doit penser sans doute qu'il est inutile d'exaspérer les grévistes, sachant peut-être qu'il ne suffit pas qu'une grève s'arrête pour que le travail reprenne effectivement.

Les grévistes ont bien des raisons de garder le moral. Les demandes d'aide auprès des mairies commencent à arriver : aide financière et fourniture de repas gratuits entre autres. Ces repas pris en commun à la cantine ont pour effet de souder davantage les grévistes entre eux : il est vrai que manger à l'œil et dans la bonne humeur sous le nez des agents de maîtrise qui mouillent leur chemise pour essayer de faire mal notre travail est un petit plaisir qui mérite bien d'être prolongé encore un peu....

Sur le plan financier, si on additionne les 300 francs d'intéressement, les 2000 francs de prime de vacances et les 1000 francs lâchés mercredi par le patron, il n'y a pas de quoi

estimer avoir le couteau sous la gorge ! D'autant que chacun savait, pour en avoir discuté dès le premier jour du conflit, que les 1500 francs ne seraient pas arrachés si facilement. Mais cela n'empêche pas, parfois, les coups de cafard, les chutes de moral qui font que certains reprennent quand même le travail...

En fait, il y a surtout un problème de perspectives : Coca-Cola, Diépal, et ceux de Château-Thierry nous ont rejoint le mardi 18 avril. Mais vendredi 21 les débrayages s'arrêtaient à de Château-Thierry. Et ceux de Diépal arrêtaient leur grève le même jour (après avoir obtenu cinq embauches). Il reste quand même les camarades de Coca-Cola qui ont obtenu pour le moment une prime de 1000 francs, le même jour qu'à Belin... Auxquels il faut ajouter depuis le jeudi 27 avril les 150 ouvriers des Docks de France qui se sont mis en grève, influencés et encouragés par ceux de Coca-Cola. Mais ce n'est pas la traînée de poudre et le patron le sait, mieux qu'il y a trois semaines.

Jeudi 27 et vendredi 28, la discussion a donc été permanente parmi les grévistes, souvent en petits groupes, entre collègues qui se connaissent bien. Chacun a eu les moyens de jauger le rapport de force car personne au comité de grève n'a cherché à bluffer : en continuant la grève mardi, le patron lâchera peut être quelque chose pour en finir avec un conflit qui a trop duré, comme il peut très bien ne rien lâcher du tout. Pour la première fois, quelques grévistes exprimèrent leurs hésitations (habituellement ceux qui voulaient reprendre ne l'exprimaient pas).

Ils sont finalement convaincus qu'il faut continuer et ils votent comme les autres, à l'unanimité, la poursuite de la grève. Les 120 grévistes présents s'engagent à venir dès 5 heures du matin pour accueillir tous ceux qui font la grève chez eux et qui pourraient croire que c'est fini, ainsi que tous ceux qui ont déjà repris le travail et qui pourraient débrayer en comprenant qu'il y a là un cap décisif à passer. D'autant plus décisif que la direction croit ou veut faire croire que le conflit est déjà terminé.

REPRENDRE, MAIS LA TETE HAUTE ET AVEC UN SACRE MORAL !

Vendredi 28 tout a été en effet prévu par la direction pour que le travail reprenne sur les chapeaux de roue dès mardi : avec 12 équipes en 3x8 au lieu de 8 habituellement, à l'aide d'intérimaires. La veille elle a envoyé quelques-uns de ses agents se faire passer pour des syndicalistes auprès de quelques journalistes afin de leur annoncer la reprise pour le 2 mai.

Elle a pris soin de faire enlever toutes les banderoles qui signalaient au loin notre grève. « Le Parisien » reprend l'information sans la vérifier dans son numéro de vendredi. Mais cela a produit sur les grévistes l'effet contraire de celui escompté par la direction : puisqu'elle croit l'affaire terminée, eh bien on sera tous là mardi, en grève ! Et même si c'est un baroud d'honneur, ce sont les grévistes qui auront le dernier mot !

Le mardi matin, tous ceux qui s'étaient engagés sont présents comme convenu. Mais sans succès auprès des autres. A l'assemblée générale la discussion révèle un fort courant pour reprendre le lendemain. Il est décidé à 70 % des participants de demander à discuter avec la direction des conditions éventuelles d'une reprise, en insistant sur le paiement des heures de grève. Des membres du comité de grève sont accompagnés par l'ensemble des grévistes pour la négociation. La direction abandonne son ultimatum : la prime de 1000 francs est accordée sans condition. Elle accepte d'ajouter le paiement de deux jours et demi au titre des congés payés pour la période de grève. C'est tout.

BULLETIN OUVRIER

A l'assemblée générale qui suit, une quarantaine de présents veut reprendre le lendemain. Mais il y a encore une soixantaine, dont la majorité des membres du comité de grève, qui se prononcent pour la continuation de la grève. Cependant devant le risque d'un nouvel effritement (les grévistes se retrouveraient alors minoritaires sur l'ensemble des ouvriers et sans réelle perspective), il est décidé de reprendre tous ensemble le lendemain.

LE BILAN

Ceux de Belin savent en effet que s'ils n'ont pas gagné, ils se sont quand même bien battus. On est certes loin du compte. Rien n'a été gagné sur les salaires et en additionnant les différentes primes obtenues, on arrive à peine à la moitié des jours de grève payée. Mais nous n'avons pas été non plus défaits et mercredi, jour de la reprise, il était clair que nous serions respectés par la maîtrise et l'encadrement. Depuis, l'ambiance dans les ateliers l'a amplement confirmé.

Mais cette grève a surtout été une expérience enthousiasmante pour tout le monde. Elle a été dirigée démocratiquement, avec le comité de grève révocable et contrôlable à tout moment. Ce comité de grève s'est rapidement imposé comme le seul interlocuteur des patrons de Belin et de Danone. C'est lui qui a participé, du début à la fin, aux discussions avec la direction de l'usine et qui en a imposé le style public. Discutant des perspectives comme de l'organisation pratique de la grève, prise en charge par les travailleurs eux-mêmes, ce comité de grève fut reconnu et contrôlé en permanence par les grévistes. Des grévistes qui, par ailleurs, ont été de plus en plus nombreux à s'exprimer publiquement pour donner leur avis.

La perspective d'une extension de la grève, y compris en direction d'entreprises qui ne font pas partie de Danone, a été consciemment reprise par les grévistes de Belin. Nous savions que la vague de grèves qui avait commencé dans le pays jouait en notre faveur et qu'il fallait s'y intégrer. A l'avenir, c'est la généralisation des luttes qui sera parmi les principaux garants de leur succès. A notre échelle, c'est dans cette voie que nous nous sommes engagés, même si nous n'avons pas pu aller plus loin.

Cette grève n'a été qu'une étape et bien des ouvriers le disent aujourd'hui. Pour les 1500 F, il faudra un vrai mouvement d'ensemble préparé et organisé par les travailleurs eux-mêmes. Le plutôt sera le mieux.

LU-BELIN 2001 : FERMETURES D'USINES EN SERIE DES PLANS EN RAFALE

En ce printemps 2001, c'est la vague de plans sociaux (entendez licenciements) qui occupe les devants de la scène de l'actualité sociale. Une vingtaine de grandes entreprises annoncent des suppressions d'emplois de quelques centaines à quelques milliers. Au total, cela fait plusieurs dizaines de milliers de licenciements prévus dans des branches aussi diverses que la biscuiterie, la sidérurgie, le transport aérien ou l'électroménager. Cette vague a commencé par une indiscretion du journal *Le Monde* annonçant le 11 janvier 2001 que Danone préparait un plan massif de licenciements dans sa branche biscuits (Lu, Heudebert) ⁹ et envisageait des fermetures d'usines en Europe, dont plusieurs en France. Quinze jours après, c'était Moulinex et Usinor qui annonçaient leurs prévisions, puis la déferlante Marks & Spencer, AOM Air Liberté, etc.

Il est certain que pour la population, au sens large du terme, cette vague de licenciements rencontre une très large désapprobation abstraite. Evidemment, tout ce que le pays compte d'organisations syndicales, politiques, de gauche, d'extrême gauche, de curés, de maires, de conseils généraux et autres corps constitués grenouillent autour des entreprises concernées pour vendre leurs solutions de défaite. Tous les moyens sont envisagés, pourvu que cela ne débouche pas sur une explosion ouvrière. Tout y passe : des référés de procédures, aux lois du gouvernement de gauche pour interdire les licenciements ¹⁰, des pétitions nationales au boycott des marques, des journées ville morte aux manifestations de protestations. Tout sauf une seule possibilité que toutes les forces en présence veulent éviter surtout et avant tout : l'action commune de la classe ouvrière dans un combat de classe.

L'ANNONCE DANONE

Première entreprise à avoir annoncé la couleur, Danone est aussi une des plus connues car elle produit pour la grande consommation. Les médias en ont fait leurs choux gras ; d'autant que le patron a la réputation d'être de gauche, respectueux du dialogue social, du droit syndical, etc.. Il est donc particulièrement intéressant de voir très concrètement et précisément comment les réactions des travailleurs se sont cristallisées, comment les syndicalistes se sont positionnés, ainsi que toutes les forces politiques.

Le 10 janvier, c'est *Le Monde* qui a levé le voile (peut-être inspiré en sous-main par la direction Danone elle-même). D'après le quotidien, dix usines allaient fermer, correspondant à 30% de la capacité de production de la branche biscuits de l'Europe de l'Ouest. 3000 à 6000 salariés au total à la rue, dont 1700 en France sur près de 4100 salariés employés dans l'Hexagone (Lu-Belin et Heudebert). Grosse émotion évidemment dans les usines Calais, Ris-Orangis, Château Thierry, etc. Quelques heures après, dès le 12 janvier à onze heures, le maire (PS) et tous les syndicats de l'usine de Ris-Orangis fixaient le cadre de la protestation à venir. Voici comment le Bulletin d'information, édité par les cinq syndicats de l'usine, voyait la suite des évènements :

« Il ressort [de la réunion avec le maire NDR] que :une coordination des maires des communes sur lesquelles se trouvent les usines de LU est créée sur l'initiative de monsieur Mandon et des membres du Conseil général. Une première réunion de cette coordination se

⁹ LU reprend l'activité de l'ancienne marque BELIN en 1998.

¹⁰ Bonne dernière à réclamer une action légale du gouvernement de la gauche plurielle, Arlette Laguiller, porte-parole de *Lutte Ouvrière*, a déclaré que « ce qu'il faut c'est une loi qui interdit les licenciements collectifs », ajoutant sans rire : « Mitterrand a nationalisé des grandes entreprises de ce pays. Il a nationalisé des banques, des grandes sociétés industrielles, et ce gouvernement ne pourrait pas interdire les licenciements ? Quand on a le pouvoir, on l'a, ou alors c'est qu'on ne gouverne pas ». Du bon usage de l'Etat bourgeois....

tiendra le 18 janvier dans un bureau de l'assemblée nationale... une table ronde va être organisée avec le préfet de l'Essonne dans le courant de la semaine prochaine ».

Le cadre était ainsi fixé. Les appareils syndicaux - y compris au niveau de l'entreprise -, sans rien demander aux travailleurs, quelques heures après la parution du *Monde* avaient décidé que toute réaction serait filtrée par l'Etat, les maires, les conseils généraux, les députés et eux-mêmes.

En dépit des rassemblements conséquents du personnel des usines (surtout Ris-Orangis, Calais, Château Thierry et Charleville-Mézières), depuis, les syndicats n'ont eu qu'une seule constante : **NE RIEN PROPOSER AUX TRAVAILLEURS QUI REPOSERAIT UNIQUEMENT SUR LEURS PROPRES FORCES**. Le rôle qui leur a été réservé, c'est d'être les nombreux comparses d'une pièce dont les différents organes de l'Etat sont les protagonistes et les metteurs en scène. Tout ce qui a été fait (plus de dix manifestations) est orienté, dirigé, contrôlé et décidé par le Comité de défense de l'emploi, étranger aux travailleurs des usines.

LA SITUATION DE DANONE

Pourquoi le groupe Danone a-t-il annoncé ce plan de restructuration alors qu'il fait des bénéfices, tant au niveau du groupe qu'au niveau de sa branche biscuits (ce qui scandalise les bonnes âmes de gauche comme de droite) ?

D'abord, il faut rappeler qu'une entreprise ne juge pas sa rentabilité dans l'absolu, ni même par rapport à son évolution. La rentabilité de la branche biscuits a connu une forte hausse en 2000, bien que nettement inférieure à celle des deux autres branches du groupe (les eaux et les produits laitiers). En revanche, la profitabilité se juge en rapport à celle de ses concurrents (8,7 % de marge opérationnelle ¹¹ pour Danone, contre 11,5 % à United Biscuits et 15 % à Nabisco). Si sur le marché des biscuits, les concurrents de Danone se révélaient moins compétitifs que le groupe français, il est certain que le problème ne se poserait pas de la même façon. La Bourse et les actionnaires n'ont rien à voir là dedans.

Ensuite, le marché des biscuits est arrivé, à l'échelle mondiale, à maturité. La demande solvable des marchés ne peut plus absorber les capacités de l'offre. La branche biscuits se retrouve ainsi dans la situation inconfortable de la branche épicerie qui, en 1996, ne faisait que 5 % de rentabilité et a été donc lâchée par Danone.

Enfin, depuis l'accession de Frank Riboud, monsieur « fils », à la tête du groupe, Danone a poursuivi à un rythme soutenu sa campagne d'acquisitions et de cessions pour se recentrer sur les trois branches biscuits, boissons et produits laitiers frais. Le groupe français se retrouve en concurrence avec les deux leaders mondiaux Nestlé et Unilever, tout en luttant sur le marché des biscuits contre Kraft/Philip Morris, qui vient de racheter Nabisco, Barilla, avec sa marque Mulino Bianco, et Keebler/Kellog's.

¹¹ La marge opérationnelle d'une entreprise est définie par l'économie bourgeoise comme le rapport entre les bénéfices avant impôts et autres retenues sur le chiffre d'affaires.

Danone a :

- pris le contrôle de « Campineira » au Brésil en juillet 1996,
- pris une participation de 20% dans la « Centrale Laitière » au Maroc en octobre 1996,
- pris le contrôle des eaux minérales « Health » en Chine en juin 1998,
- augmenté sa participation (de 64% à 91%) dans les biscuits « Bagley » en Argentine en mars 1999,
- pris une participation de 52% dans « Bakoma » en Pologne en septembre 1999,
- acquis « McKesson Water Products » aux USA en janvier 2000,
- pris le contrôle d'une partie des actifs de « United Biscuits » (usines rachetées en Pologne et en Hongrie) en Mars 2000,
- acquis « Naya » au Canada en Juin 2000,
- pris le contrôle de « Central de Laticinos de Sao Paulo » au Brésil en Décembre 2000.

Et s'est débarrassé en :

- Octobre 1997, des activités « Soupe », « pâtes », « plats cuisinés » et « sauces » en France (marques Liebig, Panzani, William Saurin, Maille, Amora),
- Mars 1999, de l'activité « Surgelés plats cuisinés » en France et Espagne (marques Pycasa, Marie et générale Traiteur de France),
- Juin 1999, de l'activité emballages (pourtant activité d'origine de BSN, groupe ancêtre de Danone),
- Mars 2000, de Kronenbourg par accord de désengagement avec « Scottish et Newcastle ».

Mais la branche biscuits, née en 1986 à partir de rachats successifs, souffre de plusieurs maux. 28 usines (sur 36 au total en Europe) fabriquent des biscuits. Le taux d'occupation moyen sur la journée théorique (24 heures, 7 jours sur 7, 12 mois sur 12) des lignes de fabrication ¹² en Europe occidentale est de 46% (38% en France). La branche souffre également d'une pléthore de marques qui engendre des frais de publicité trop importants et dispersés, alors que la tendance actuelle est au recentrage sur une seule marque (Danone, Nestlé, etc.).

Pour sa part, le groupe anglo-hollandais Unilever a restructuré à la hache en supprimant 500 de ses marques sur 970, mais surtout 25.000 emplois dans le monde (voir le long conflit de juin 2000 à mars 2001 des ouvriers de l'usine Unilever d'Haubourdin près de Lille).

¹² Les patrons calculent ces pourcentages en prenant le temps d'engagement réel des installations par rapport au temps théorique global (24 heures x 365 jours par an).

BULLETIN OUVRIER

Comparaison Danone/Nestlé/Unilever (source : *L'Expansion* du 26/04/2001)

	DANONE	NESTLE	UNILEVER
Marques phares	Danone (36 % des ventes), Galbani, Evian, LU	Nestlé (40 % des ventes), Buitoni, Nescafé, Nestea, Maggi, Friskies	Magnum, Lipton, Carte d'or, Fruit d'or, Boursin
Métiers ou pôles	Biscuits, Produits laitiers, Eau	Boissons, Produits laitiers, Plats préparés, Chocolat/Confiserie, Pharmacie	Alimentaire (60 %), Entretiens et Hygiène (40 %)
CA 2000	14,2 milliards d'euros	53,5 milliards d'euros	47,6 milliards d'euros
Endettement 2001	55 % des fonds propres	20 % des fonds propres	277 % des fonds propres
Part du CA en Europe de l'Ouest	57 %	40 %	41 %
Part du CA en Amérique du Nord	12 %	25 %	26 %
Part du CA dans le reste du monde	31 %	35 %	33 %

Chiffres-clés du groupe Danone (source : groupe Danone)

	1997	1998	1999	2000
CA consolidé	13 488	12 935	13 293	14 287
Croissance interne des ventes	+ 2,3 %	+ 4,6 %	+ 5,7 %	+ 7,0 %
Résultat opérationnel	1 224	1 293	1 391	1 550
Marge opérationnelle	9,1 %	10,0 %	10,5 %	10,8 %
Résultat net	559	598	682	721
Marge brute d'autofinancement	1 229	1 327	1 423	1 558
Investissements industriels	797	711	703	798
Investissements financiers	470	485	934	2 849
Cash Flow	433	616	720	760
Capitaux propres	7 268	7 297	6 867	8 019
Dette Financière nette	2 752	2 873	3 119	4 401
Ratio d'endettement	38 %	39 %	45 %	55 %

Les chiffres sont en millions d'euros.

Il n'est pas à exclure que le groupe doive prochainement racler ses fonds de tiroir pour se payer une ou plusieurs acquisitions d'envergure. L'an dernier déjà, Danone avait tenté - sans succès - de racheter la société américaine Quaker Oats.

Les coûts de la restructuration de la branche Biscuits sont de 1,625 milliards de francs (1,073 milliards de francs après impôts) – faisant l'objet d'une provision exceptionnelle déjà comptabilisée au premier semestre 2001 - étalés jusqu'en 2004 et consacrés à la fois à l'indemnisation des travailleurs et à la refonte de l'outil industriel (ce qui comprend aussi des fermetures définitives de sites jugés obsolètes).

Il s'agit presque de broutilles comparativement à la trésorerie disponible du groupe (environ 7,150 milliards de francs) et eu égard de ce que Danone a dépensé dans les deux dernières années pour finaliser des rachats sur lesdits marchés émergents (24,7 milliards de francs). De plus, l'économie de coûts visée par le plan (de l'ordre de 260 millions de francs à compter de 2003 et de 390 millions de francs par an à partir de sa pleine mise en œuvre en 2005), permettra de résorber les frais de restructuration en moins de cinq ans à partir de 2003.

A l'issue du plan, les dix premières usines du groupe en Europe produiront 80% des volumes avec un taux d'utilisation des capacités de 60% (contre 46% aujourd'hui). Le nombre de lignes sera réduit de moitié et la taille moyenne des usines sera augmentée de 40%. Cela permettra à la branche biscuits d'accroître sa marge opérationnelle de 1,5%, dépassant ainsi en 2005 les 12% (contre 8,7% en 2000).

Détails du plan présenté le 29 mars, lors de la réunion du Comité de groupe européen à Genève :

Le plan est d'une ampleur bien moindre que celui annoncé par *Le Monde* à la mi-janvier. Ce qui nous fait penser que le « scoop » du quotidien vespéral aurait bien pu être un ballon d'essai de la direction pour tester la capacité de réaction des salariés...

Il comprend la fermeture de 6 usines, 2 en France, 2 au Benelux, 1 en Italie et 1 en Hongrie (contre 10 au total annoncées dans *Le Monde*). Il prévoit la suppression de 1780 emplois (contre 3000 annoncés par *Le Monde*) nets de la création de 817 emplois supplémentaires, soit 12% de l'effectif européen de la branche biscuits de Danone. Sa mise en œuvre devrait débuter dès le 1^{er} janvier 2002 et se poursuivre jusqu'en juin 2004.

L'objectif numéro un de ce plan est de concentrer l'outil industriel de la branche européenne des biscuits sur :

- 5 sites de grande capacité, produisant à des coûts compétitifs, sans investissement immobilier majeur, et spécialisés sur un nombre limité de technologies. Sur ces sites les volumes de production et les effectifs seront augmentés de façon sensible.
- 20 sites de plus petite taille qui devront satisfaire une demande locale ou seront organisés autour d'une technologie spécifique.
- 5 sites réorganisés avec des réductions d'effectifs.

En conclusion, pour le groupe Danone, la restructuration est nécessaire, même si l'entreprise fait des bénéfices confortables et en constante augmentation. Ses enjeux ne sont nullement « boursiers » comme il est répété à l'envi par les staliniens du PC, de la CGT et leurs auxiliaires de la LCR, de SUD et de LO, mais bien concurrentiels. Il s'agit, en somme, pour le groupe de Frank Riboud de placer cette activité en ordre de bataille pour sortir gagnant de la compétition avec ses principaux concurrents. Une pure logique de capitalisme « industriel » donc, et pas de faveurs particulières rendues aux méchants actionnaires¹³...

Mais les raisons du patron ne sont pas celles des travailleurs. S'il faut absolument les connaître et les comprendre, sans la moindre concession ou illusion, c'est pour mieux appréhender le champ des forces en présence et les faiblesses de l'adversaire.

DU CÔTÉ DES OUVRIERS

A Ris-Orangis, mais pas seulement, dans les premières semaines, les travailleurs ont participé largement aux initiatives proposées : rassemblement au siège du groupe sis en rue de Téhéran à Paris, lors des rencontres officielles des syndicats avec la Direction. Mais rapidement les rassemblements à répétition, les défilés et autres manifestations ont conduit la plupart des salariés à se mettre en marge. Ils n'étaient déjà plus qu'une soixantaine au rassemblement à Château Thierry, encore pour défiler dans les rues. Depuis, la participation effective s'amenuise au fil de la multiplication des occasions de lutte manquées.

Parallèlement, le cinéma des organisations politiques de gauche, d'extrême gauche et des syndicats monte en puissance pour amuser la galerie. L'entreprise de démobilisation préventive des travailleurs a parfaitement fonctionné. Et l'exemple de Ris-Orangis s'applique – dans une mesure moindre - à Calais. Ici, le maire du PCF est aux commandes, conforté par sa réélection en mars dernier. Sans parler des usines qui, depuis l'annonce du plan définitif, se sentent sorties d'affaire parce qu'elles ne figurent pas sur la liste noire des sites fermés.

Etait-il impossible de proposer aux travailleurs de se positionner pour la lutte afin de rencontrer les travailleurs d'autres entreprises faisant face aux mêmes problèmes ? Et de jeter les fondations d'un grand mouvement d'ensemble contre les patrons ?

Bien sûr, en janvier personne ne s'attendait la vague de licenciements qui allaient venir. Mais, une fois l'effet de surprise passé, c'est quand même de cette façon que les travailleurs conscients devaient se positionner, sans illusions mais sans résignation. Il aurait fallu tester les forces des travailleurs dans des actions ponctuelles comme le vidage des rayons des supermarchés ; ce qui était faisable même avec les quelques centaines de grévistes de Ris Orangis ; il aurait fallu, à travers ses actions, renforcer la confiance en eux-mêmes des camarades, afin de donner un signal aux autres travailleurs que ceux de LU étaient prêts à reprendre le flambeau pour une lutte d'envergure.

Cela aurait permis, un mois et demi après, aux travailleurs victimes des milliers de licenciements d'avoir une référence claire et de s'y rallier s'ils le voulaient. La démarche des syndicats a coupé court à toute possibilité d'action ouvrière autonome (encore une fois serait-on tenter de dire) et avec une telle rapidité, précipitation qu'on pourrait en tirer la conclusion que justement c'était possible.

Néanmoins, les syndicats, s'ils ont renforcé l'inertie des travailleurs et ont anesthésié préventivement toute velléité de lutte autonome, n'ont pu le faire que parce qu'une certaine

¹³ D'ailleurs, la Bourse n'a pas spécialement plébiscité le plan par une hausse du cours de l'action Danone.

résignation était déjà présente et que les militants qui avaient participé à la grève de 1995 n'ont pas tenté de proposer la voie de la lutte consciente ; quitte, en cas de rejet, à se replier en bon ordre. Pour pallier l'absence de lutte réelle, les syndicats dans la foulée du PCF s'en sont remis à l'Etat, pour demander une loi interdisant « *les licenciements dans les entreprises qui font des profits* » ou aux consommateurs pour qu'ils boycottent les produits Danone.

Si l'espoir c'est une loi, c'est aux parlementaires de la faire. Qu'y peuvent les travailleurs ? Le boycott, c'est tout le monde qui doit s'y coller ; cela fait radical, cela fait mousser les syndicats d'autant plus qu'ici c'est inefficace, et d'autant plus fermement que cela ne peut déboucher sur des luttes.

Pourtant, d'autres formes d'action auraient pu s'organiser et de manière beaucoup plus efficace. Des exemples ? Bloquer le centre logistique de distribution en Région Parisienne situé non loin de l'usine de Ris-Orangis, que le patron a fait déménager à quelques jours de l'annonce du plan définitif. Aller dans les supermarchés pour retirer les produits Danone des étalages ou les distribuer gratuitement aux « consommateurs », comme l'ont fait les travailleurs licenciés d'Unilever Haubourdin (près de Lille) l'hiver dernier. Seulement cela aurait nécessité de s'appuyer sur les travailleurs des usines : quelle horreur ! Pensez donc, si les travailleurs prenaient conscience de leur force grâce à de telles actions ! Il vaut mieux se limiter au boycott via les journaux et Internet ; là, pas de risques de contagion.

Chaque syndicat de chaque usine s'est attaché à démontrer que son usine était en parfait état de production, que c'était scandaleux de fermer son site et pour les membres du PCF d'y ajouter qu'il ne fallait pas délocaliser la production à l'étranger. Comprenez que le patron a le culot de ne pas fermer les autres usines en priorité, ajoutant ainsi au patriotisme d'entreprise, le nationalisme tout court. Comme si les travailleurs de l'usine de Győr (Hongrie) ne souffraient pas du même patron et ne méritaient pas qu'on leur tende la main par-dessus les frontières !

Nulle part dans les entreprises concernées, les travailleurs ne se considèrent comme une partie d'un ensemble plus vaste, qui s'appelle la classe ouvrière et qui, seule, peut et doit mener un combat d'ensemble contre le capitalisme.

Dans ce contexte auquel s'ajoutent les débats au sein de la Gauche plurielle après les municipales, le PCF a le loisir d'organiser, en concurrence avec la CGT, des manifestations plus ou moins nationales - comme celle de l'automne 1999 contre les licenciements chez Michelin - pour noyer les travailleurs concernés dans un ' tous ensemble ' non de lutte, mais de pleurnicheries. Ainsi, la manifestation du 21 avril à Calais (municipalité PCF) où l'usine LU doit fermer, à laquelle LO et la LCR ont apporté soutien et participation, tandis que le PCF garde ses places au chaud du gouvernement tout en essayant de se refaire passer pour le parti des travailleurs en lutte. Il ne serait pas au gouvernement qu'il ferait la même chose. Manifestation qui ne fait qu'enfoncer un peu plus les travailleurs sous des flots de compassion sur l'air de l'unité.

Les syndicats ont, eux aussi, organisé des manifestations locales autour des usines, comme il y a trois mois à LU Ris-Orangis, pour bien vérifier que les travailleurs restaient sagement sur les rails catégoriels, entreprise par entreprise. Quelle régression par rapport à la grève de 1995, où les grévistes de BELIN allaient visiter régulièrement d'autres entreprises !

Cela ne suffit pas. Les syndicats ont remis ça le 22 mai, sur l'initiative de la CGT, pour une manifestation nationale, comme apothéose à la « mobilisation ». Les travailleurs pas

BULLETIN OUVRIER

encore complètement résignés ont ainsi pu s'offrir un voyage à Paris pour défiler derrière les banderoles syndicales ornées du sigle de « leur » entreprise et reprendre les cars le soir pour rentrer à la maison. Les patrons et leurs représentants se sont rendormis pénards. Et si cela ne suffisait pas pour fermer le cercueil d'un mouvement moribond, soyons assurés qu'une autre manifestation serait alors décidée. C'est d'ailleurs la politique suivie par la fraction de LO et la LCR qui, pour paraître plus radicaux que le PCF, poussent pour une autre manifestation centrale le 9 juin. Comme si la force des travailleurs pouvait jaillir, par enchantement, de défilés syndicaux.

Jusqu'à maintenant, les travailleurs n'ont nulle part manifesté une volonté de bousculer les échafaudages syndicaux et politiques de la gauche et de l'extrême gauche. Ce qui permet à ces derniers d'être à l'aise dans un scénario qu'ils ont écrit. Pourtant, c'est une éventualité qui n'est pas nulle. Lors de la vague de licenciements dans la sidérurgie de 1978 à 1980, les choses ont commencé à devenir vraiment sérieuses lorsque les travailleurs ont entrepris des actions débordant les manifestations syndicales habituelles, pour aller attaquer locaux administratifs et les permanences de partis politiques.

Depuis 20 ans, tous les mouvements qui se sont opposer aux licenciements n'ont eu presque pas de succès. En revanche, dans tous les cas, chaque fois que les travailleurs se sont organisés pour vendre leur peau le plus chèrement possible, cela à marché. La grève de Cellatex, l'année dernière, est là aussi pour le rappeler : pour arracher ne serait-ce que 80 000 francs, il faut se battre de façon déterminée (même s'il y a beaucoup à dire – et à critiquer - sur la façon par laquelle cet affrontement a été mené).

Il est vrai que, avant que l'on ne parle de luttes, on pouvait déduire des chiffres connus que Danone avait provisionné entre 250 000 et 300 000 francs par emploi à supprimer. Bien sûr, nous ne voulons pas insinuer ainsi que les travailleurs de LU n'ont pas à lutter - vu le montant des primes relativement à celles octroyées aux travailleurs d'autres entreprises -, mais que, pour dépasser cette barre, il faudrait se donner des moyens de combat à la hauteur des enjeux.

EFFECTIFS LU-DANONE France

Source : l'Usine Nouvelle Atlas des usines 2001 (chiffres au 31/12/1999)

Département	Site	Effectifs ouvriers	Effectifs cadres
Aisne	Château Thierry	340	10
Aisne	Jussy	184	7
Ardennes	Charleville	190	7
Dordogne	Champagnac	295	9
Doubs	Besançon	173	8
Gironde	Cestas	480	15
Loire-Atlantique	La Haye Fouassière	300	9
Pas-de-Calais	Calais	250	7
Essonne	Ris Orangis	422	18
Total des effectifs		2634	90

CHRONOLOGIE (TRES) PROVISOIRE

30/08/2000

Note interne à la direction sur un plan de réorganisation.

Septembre 2000

La Direction lance des études sur la restructuration de la branche Biscuits et prévient les syndicats.

10/01/2001

Publication par le quotidien *Le Monde* d'un projet de plan prévoyant la fermeture de dix usines dont sept en France et la suppression de 3000 emplois dont 1700 en France. Grève de 244 ouvriers à Calais.

12/01/2001

Les maires des sept villes concernées se sont réunis à Château-Thierry et appellent à la manifestation du 18/1/2001. Débrayages à l'usine LU de Toulouse. La grève est reconduite à Calais (244 salariés titulaires et 30 temporaires grévistes).

15/01/2001

Réunion de l'intersyndicale. Débrayages en série dans plusieurs usines LU françaises. Les syndicats LU de Ris-Orangis appellent à la grève générale nationale de la branche biscuits pour le 18 janvier. La CGT s'y associe.

16/01/2001

Grève à l'appel de la CFDT. Journée usine morte à Besançon. Débrayages de quelque 250 salariés sur 380 au total à l'usine de La Haie-Fouassière (Loire-Atlantique). Grève totale dans les deux usines LU d'Aquitaine (Cestas et Champagnac-de-Belair).

17/01/2001

Réunion du Comité européen Danone à Genève. La direction décide de porter plainte contre X pour divulgation du plan de restructuration dans la presse.

18/01/2001

Grève à Calais, Ris-Orangis, Besançon, Toulouse, Château Thierry, La Haie-Fouassière. Débrayages à Cestas, Jussy et Charleville Mézières. Manifestation (1000 personnes) devant le siège du groupe à Paris. Lors du CCE, la Direction confirme l'existence d'un plan, mais précise que le plan définitif ne sera présenté que le 15/04/2001. Selon un sondage CSA pour le quotidien du PCF *l'Humanité*, 85 % des interrogés approuvent les actions des salariés Danone. Le ministre Elisabeth Guigou exige des restructurations avec des reclassements. « *Si des sociétés en difficultés ferment et qu'en plus on laisse faire les entreprises qui amassent des profits licencier à tour de bras nous sommes tous des chômeurs en puissance !* », on peut lire dans un tract rédigé par l'Intersyndicale LU de Ris-Orangis rebaptisée pour l'occasion « *Salariés de LU-Danone en colère* » et distribué à la manifestation de Paris.

19/01/2001

Fin, après huit jours, de la grève à Calais, remplacée par des débrayages d'une heure par équipe. Décision est prise de participer à la manifestation prévue le 25/01/2001 sur les retraites. Débrayages d'une heure à Evry. Le travail reprend normalement ailleurs.

BULLETIN OUVRIER

25/01/2001

La délégation des maires des sept villes où sont situées les usines LU citées par *Le Monde* reçue par Franck Riboud. A la sortie, les élus se déclarent « *pas rassurés* ».

31/01/2001

Débrayages de deux heures « en série » à l'appel des syndicats. Le groupe Danone annonce un profit net 2000 en hausse de près de 6%, à 4,69 milliards de francs. « *Plus parlant, car ne tenant pas compte d'éléments exceptionnels, le bénéfice net hors plus-values nettes a progressé de 10,2%, à 4,68 milliards de francs* » (*Les Echos* du 31 janvier 2001).

01/02/2001

Débrayage de 250 salariés de deux heures à La Haie-Fouassière. Débrayage à Ris Orangis, Toulouse, Cestas, Château Thierry, Calais et Jussy. L'action Danone chute en Bourse car « *le marché est préoccupé par le ralentissement de la croissance en Amérique du Nord et par la hausse des prix des matières premières* » (*Les Echos* du 1^{er} février 2001). A l'évidence, la Bourse ne s'intéresse pas au plan de restructuration...

02/02/2001

Les salariés de trois usines Panzani (contrôlé par Paribas Affaires Industrielles, holding de participations industrielles filiale de Bnp Paribas) poursuivent depuis dix jours leur grève pour des augmentations de salaires. Les sites touchés par l'agitation sont localisés à Marseille, Nanterre et Gennevilliers (les deux derniers sis en région parisienne).

07/02/2001

1000 manifestants à Château Thierry.

14/02/2001

Journée nationale d'action à l'appel de la CGT matérialisée par des débrayages de deux heures par équipe. Les débrayages se sont poursuivis le lendemain.

01/03/2001

Manifestation (800 personnes) à Paris au siège de Danone. Grévistes de Ris Orangis, Calais, Charleville et Château Thierry. Les syndicats protestent contre la délocalisation.

10/03/2001

1000 personnes, dont plusieurs centaines de salariés du groupe Danone, défilent à Château-Thierry derrière le maire PS de la commune.

27/03/2001

Débrayages d'une partie des salariés de Ris-Orangis. L'agitation est partie spontanément des quinze ouvriers du secteur magasin-transfert et a bloqué toute l'usine.

28/03/2001

Manifestation à Calais contre la précarité et le chômage, 150 salariés LU présents. Déstockage du magasin logistique de Bondoufle, localité proche de Ris-Orangis. Des arrêts de travail ont lieu à Evry et Cestas .

29/03/2001

Annnonce officielle du plan lors du CCE de Genève. « *Pas un seul salarié ne restera sans solution d'emploi à l'issue du plan de réorganisation du pôle biscuit du groupe. S'il n'y a pas de possibilité de reclassement en interne, Danone s'engage à fournir aux salariés concernés une proposition externe de contrat à durée indéterminée* », assure la direction lors d'une conférence de presse. Elle a également rappelé que, « *lors des cinq dernières restructurations effectuées entre 1997 et 1999, nous avons toujours reclassé 95% des gens, dont 31% recasés à l'intérieur du groupe, 32% partis en préretraite ou ayant réalisé un projet personnel et 37% reclassés dans d'autres sociétés* » (*Les Echos* du 10 avril 2001). Une grève illimitée est votée par la quasi-totalité des 247 salariés de Calais. Les syndicats appellent à la « grève générale » pour le 30/03/2001. Lancement de la campagne de boycott contre les produits Danone. Réunion des syndicats européens de Danone à Genève.

30/03/2001

Grève totale avec occupation d'usine à Calais. Ris-Orangis s'arrête aussi. Pas de réactions notables ailleurs. Les syndicats exigent le retrait du plan.

31/03/2001

Robert Hue, secrétaire national du PCF, appelle à une « *grande manifestation nationale à Calais* ».

02/04/2001

La grève se poursuit à Evry et Calais. Les autres sites travaillent normalement. Faute de mieux, les syndicalistes font du boycott leur principal instrument d'agitation, relayés en cela par les collectivités locales et les Comités d'entreprise contrôlés par la gauche.

04/04/2001

Rencontre des syndicalistes de Ris-Orangis avec Lionel Jospin à Marcoussis.

05/04/2001

De passage dans l'usine LU de Calais, Robert Hue, secrétaire national du PCF, demande une loi permettant de « *limiter les licenciements* ». Il s'en prend aux « *licenciements boursiers* ».

06/04/2001

Le syndicat FO de l'usine LU de Besançon, pas concernée par le plan, se dit « *opposé aux actions de boycott des produits de l'entreprise car c'est une mesure qui risque de pénaliser toutes les usines. Si l'on veut vraiment défendre les salariés de LU et Danone pour faire tourner nos usines et préserver nos emplois, il faut continuer à acheter et consommer des produits LU et Danone. Dans le cas contraire, c'est la concurrence qui va profiter de nos difficultés* ».

07/04/2001

Manifestation de 300 salariés à Evry.

08/04/2001

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, demande « *une modification de la loi sur les plans sociaux donnant aux salariés la possibilité d'intervenir sur les choix stratégiques de l'entreprise en leur permettant de siéger dans les conseils d'administration des entreprises [c'est déjà le cas dans les entreprises dites de service public, NDR] ou d'annuler les licenciements quand les entreprises font des profits* ».

11/04/2001

Franck Riboud déclare à la presse que « *la réaction des salariés frappés par la fermeture de leur usine est normale et compréhensible* ». Les 300 salariés de l'usine LU de Champagnac-de-Belair (Dordogne) débrayent. La CFDT et FO du site ont confirmé leur opposition au boycott car « *notre site produit à 40% pour LU et à 60% pour les collectivités. Le boycott des communes nous touche de plein fouet. Nous ne sommes pas sûrs qu'elles reviendront ensuite se fournir chez nous* », explique à l'Agence France Presse Michel Martin, délégué syndical CFDT.

12/04/2001

Les ventes au premier trimestre 2001 du groupe Danone ont progressé de 3% par rapport à la période janvier-mars 2000. La hausse est estimée « *en ligne avec les objectifs du groupe* » déclare la direction. Franck Riboud déclare que le boycott, « *au plan national et au sens large, semble avoir peu d'incidence* ». Une manifestation commune LU – Marks & Spencer a lieu à Paris à l'appel de la CGT LU. Seulement quelques centaines de personnes y participent, en dépit de la présence du PCF, de la CGT confédérale, de la CFTC, de SUD, de l'extrême gauche, de personnels d'Aventis, de postiers en grève du centre de Paris 19^{ème} et de membres du Syndicat de la Magistrature. La manifestation est concomitante de la réunion du comité d'entreprise Danone, au cours duquel les représentants syndicaux revendiquent la possibilité de faire recours « *à l'aide d'un expert indépendant pour étudier le projet de restructuration* ». On signale des débrayages de solidarité dans les deux sites aquitains.

13/04/2001

« *Dans l'hypothèse d'une confirmation de la fermeture du site* », Danone assure qu'il faciliterait la réinsertion des salariés licenciés de l'usine hongroise de Győr. Danone est sacrée marque préférée des Français, selon l'institut de sondage CSA TMO.

21/04/2001

Manifestation à Calais à l'appel du PCF qui réunit entre 15 000 et 30 000 manifestants. Participation de l'extrême gauche. *Lutte Ouvrière* réclame « *la réquisition* » du groupe. Un groupe de quelques dizaines d'ouvriers scande des slogans hostiles au gouvernement de la gauche plurielle. Il est pris à partie par le service d'ordre de la manifestation. On manifeste aussi à Toulouse : 150 personnes sont au rendez-vous.

23/04/2001

Franck Riboud assure que Danone « *n'a pas perdu sa culture sociale. Si on la perdait, c'est moi qu'on perdrait. Ma compassion n'est pas nouvelle* ».

24/04/2001

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer convoque 39 salariés de LU-Calais pour une action en référé intentée à leur encontre par LU-France pour « *entrave à la liberté du travail* ».

25/04/2001

Annnonce de la reprise du travail à Calais pour le 26/04/2001 après occupation depuis le 29 mars avec grève « *perlée* ». La CGT annonce la poursuite du mouvement sous forme d'actions ponctuelles et de la continuation du boycott. Elle poursuit une action ne justice contre Danone pour délit d'entrave. L'Intersyndicale de LU Evry participe à une manifestation des salariés en voie de licenciement de Moulinex au siège du groupe de La Défense (région parisienne).

26/04/2001

BULLETIN OUVRIER

Reprise du travail à Calais.

30/04/2001

Manifestation de 1000 personnes devant l'usine Danone de Győr (Hongrie) pour protester contre la fermeture du site au profit de l'usine de Székesfehérvár (Hongrie).

03/05/2001

Réunion à la Bourse de travail de Paris (300 syndicalistes et militants d'extrême gauche) organisée par l'Intersyndicale de LU Ris-Orangis, AOM Air Liberté et Marks & Spencer en vue de réagir « tous ensemble » et d'organiser des manifestations : le 17/05/2001 à Londres devant Marks & Spencer, le 19/05/2001 avec Moulinex à Alençon, le 22/05/2001 lors de la manifestation de la CGT et enfin du 09/06/2001.

10/05/2001

Débrayage de 3 heures à l'usine LU de Calais. Distribution de tracts en ville.

11/05/2001

Une vingtaine de personnes déguisées en blanc ou avec des cartons, appartenant aux « *Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale* » (AARRG), ont étiqueté les produits Danone avec des étiquettes et posé des affiches appelant au boycott dans une grande surface de Toulouse.

14/05/2001

LU-France est assigné par le comité central d'entreprise pour délit d'entrave.

22/05/2001

Dans le cadre de la journée nationale d'action de la CGT contre les licenciements, plusieurs centaines de militants de la fédération agroalimentaire de la centrale syndicale se sont rassemblés devant le siège Danone de la rue de Téhéran à Paris. Jean-Pierre Odant, secrétaire de l'union locale CGT de Château-Thierry a souligné « *la volonté des manifestants de peser sur la direction mais aussi sur les parlementaires et le gouvernement pour obtenir une loi interdisant les licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices* ».

A suivre...

Nous publions ci-après un courrier d'un militant ouvrier à certains camarades engagés dans l'organisation de la manifestation prévue pour le 9 juin. Ce texte reflète entièrement le point de vue des autres camarades qui participent à la rédaction du *Bulletin Ouvrier*.

LETTRE A DES CAMARADES

Paris, le 5 mai 2001

La réunion du 3 mai appelée par le Comité de défense de l'emploi, et toutes les implications de la politique sous-jacente, est l'expression avec une pureté cristalline de ce qu'il y a de faux. Cela s'adresse aux organisations syndicales et politiques, pas aux travailleurs. La seule phrase s'adressant aux travailleurs est la suivante « *..nous demandons à tous les travailleurs et syndicalistes d'œuvrer au sein de leurs organisations pour qu'elles se prononcent dans ce sens et contribuent à sa réalisation..* » (il s'agit de la manifestation nationale).

Voilà, tout est dit. Le rôle imparti aux éventuels travailleurs qui suivraient cet appel n'est pas de déclencher la lutte, c'est d'œuvrer pour que les organisations syndicales veuillent bien organiser une manifestation. Et cela sans aucune délimitation politiques des objectifs. C'est l'erreur fondamentale des tous les courants trotskistes de toujours : pousser le mouvement quelles que soient les bases et qui que ce soit qui le dirige ; ça finira bien par déboucher, voire déborder, les syndicats (raisonnement rarement avoué d'ailleurs et faux évidemment).

Les militants qui ont œuvré à la réunion du 3 mai obtiennent très exactement les résultats de leur politique : une réunion où ce sont les syndicalistes, au sens le plus infamant du terme, qui se trouvent en situation dirigeante. Les uns défendent l'industrie française, les autres « leur site » ; tous s'assimilant à « leur entreprise » et quasi unanimes pour compter imposer une loi interdisant les licenciements. Perspective de lutte pour la classe ouvrière ? Aucune. Rien que des impasses. Les impasses classiques de toujours des appareils syndicaux et politiques. Inutile de préciser que pendant toute cette réunion, les syndicalistes d'appareil et les « représentants de.. » étaient tout à fait à leur aise ; et en fait les quelques révolutionnaires présents étaient des étrangers.

Parce que la perspective tracée, les syndicats n'ont pas besoin de militants d'extrême gauche pour faire le travail à leur place, eux-mêmes n'en espéraient pas tant. Aller vers une ou des manifestations nationales ? Mais ils vont le faire ! Le PCF a commencé avec celle de Calais, la CGT en fait une le 22 mai, une autre est prévue, etc... et les organisations vont le faire autant de fois que nécessaire ; jusqu'à épuisement. Quel problème cela pourrait-il leur poser ? Les manifestations Michelin les 16 octobre et 11 décembre 1999, quel problème pour le PCF et la CGT ?

Après le 16 octobre, Lutte ouvrière et la LCR ont prétendu « faire pression » pour qu'il y ait une suite ; et il y a eu le 11 décembre et plus personne n'a proposé de suite... Ces manifestations ont-elles déclenché quoi que ce soit ? Absolument rien. A l'époque, la discussion a porté de la part de la Fraction de LO et de la LCR sur l'absence de critique du gouvernement. Mais pour l'appel du 3 mai, les mêmes ne formulent aucune critique sur quoi que ce soit ; pas même le moindre mot d'ordre ; seulement manifester. Exactement dans l'axe PCF-LCR-LO au moment des manifestations suite aux licenciements Michelin. Rien ne peut sortir de ces manifestations, c'est pourquoi le PCF et la CGT n'ont aucun problème pour les organiser.

En matière d'action ouvrière, c'est moins ce qui se fait qui compte pour la bourgeoisie, que QUI le fait ? Et sur quelles bases ? En France, la CGT a été capable (pour ses raisons et avec ses objectifs) de prendre la tête de la plus grande grève générale en 1968. Nul n'aurait pu faire mieux et plus large. Cela a-t-il fait peur à la bourgeoisie au point de lâcher un lest important pour conserver la maîtrise du dirigeable ? Pas du tout ! Elle savait parfaitement ce que le PCF et la CGT pouvaient faire, jusqu'où ils étaient prêts à ne pas aller trop loin, donc pas de problème. La bourgeoisie française a paniqué en 1936 devant une grève bien moins large ; mais complètement différente au niveau de qui déclenchait les opérations (les travailleurs directement) et qui avait la maîtrise de ce qui se passait (personne ; ni le PCF ni la CGT)

Actuellement, même une ou plusieurs grandes manifestations nationales, unitaires, prévues, organisées et dirigées par les syndicats ne posent aucun problème à la bourgeoisie ; il suffit d'attendre que cela passe. Pire même, on peut dire que la bourgeoisie d'un certain point de vue, le souhaite, parce que c'est une soupape de sûreté pour un éventuel possible mouvement d'un autre caractère qui pourrait partir d'un secteur de la base. La bourgeoisie entretient les syndicats à longueur d'année, c'est aussi pour qu'ils soient capables de canaliser la grogne sur leurs bases, c'est fait pour cela.

Par contre, qu'une grève pique le coup de sang, se mette à devenir un centre de combativité et de lucidité pour se situer en position « leader » et s'adresser aux travailleurs (et pas aux syndicats) pour être l'étendard de la révolte, alors là, cela pourrait changer beaucoup de choses. Mais ce ne sont pas les mêmes forces sociales qui se mettent en branle dans un cas et dans l'autre. Le choix est entre un Comité de grève de travailleurs lucides et un « Comité de défense de l'emploi » avec les maires, les écharpés en tricolore, les curés et les représentants de l'Etat ; c'est cela le choix. Dans la deuxième possibilité, les travailleurs ne comptent pas et, finalement, ne sont pas partie prenante. Les beaux parleurs syndicaux, les professionnels de la politiques, etc. sont eux tout à leur aise ; parlent au nom des travailleurs qui eux sont derrière.

Je vois d'ici la remarque que l'on va me faire « mais si les travailleurs ne veulent pas se battre, il faut bien faire quelque chose.. » Formulé autrement, mais tout aussi clairement, cela veut dire que si les révolutionnaires n'arrivent pas à gagner les travailleurs à la perspective du combat de classe, il faut bien faire le travail des « réformistes ». Et bien NON ! Les réformistes sont bien assez nombreux et influents pour que les révolutionnaires ne se mettent pas à les suppléer. Qui défendra la lucidité de classe, si les révolutionnaires l'abandonnent au nom de « il faut bien faire quelque chose. » ?

Le plus urgent est de combattre les illusions sur le gouvernement de gauche qui « devrait faire une loi pour interdire les licenciements ». Il faut avoir la franchise de dire qu'il n'y aura pas de loi ; que ni la gauche ni la droite n'empêcheront le Capital de faire ses affaires ; il faut avoir la franchise d'exprimer que les impasses syndicales et les défilés ridicules dans les rues ne changent rien ; que seuls les travailleurs en tant que classe et consciemment peuvent défendre leurs propres intérêts, etc.

Il faut avoir la clarté de défendre une politique révolutionnaire ; combattre les illusions, c'est donner de la force à la classe ouvrière. Taire les critiques, cacher la vérité, faire croire qu'on peut se servir des syndicats en faisant pression, etc. C'est affaiblir la classe ouvrière. Et puis, c'est bizarre, mais quand des militants veulent mener la politique de s'appuyer exclusivement sur la force et la conscience des travailleurs, il y a quand même des cas, et pas si exceptionnels que cela en proportion du nombre de situations dans lesquelles, c'est réellement proposé ou les travailleurs répondent « présents ».

Par contre, quand ce sont les adeptes des « Comités de défense » et autres « Comités de soutien » qui sont en position d'influence, comme par hasard, les travailleurs ne veulent jamais s'engager dans la voie de la lutte consciente et déterminée. J'affirme que dans les faits, ce sont les forces des militants organisés qui font carence ou qui ne proposent aux travailleurs la voie de la lucidité qu'avec la conviction que ce n'est pas possible. Cette question est fondamentale pour les militants de la conscience ouvrière. Il nous faut œuvrer à ce que les travailleurs soient maîtres et eux seuls de leurs destinées, en premier lieu de leurs luttes. Sans s'en remettre à tous les candidats « sauveur suprême » des syndicats, des mairies, des évêchés ou des parlements.

Ce qui se passe avec LU-Danone d'abord et avec les autres boîtes ensuite, depuis trois mois, traduit peut être le désarroi des travailleurs mais encore plus sûrement la débâcle des perspectives des militants d'extrême gauche. En arriver à mettre en place sans la moindre analyse politique critique, un cadre organisé que les bureaucrates syndicaux n'ont plus qu'à occuper pour prendre la direction des opérations ; voilà où conduit la déliquescence et la perte des références de classe : ramener et maintenir d'éventuelles luttes de la classe ouvrière dans le carcan des appareils syndicaux.

Annexe : le tract d'appel à la réunion du 3 mai, préparatoire de la manifestation du 9 juin.

Résolution proposée aux participants de la réunion du 3 mai 2001

Pour une manifestation nationale

Contre les licenciements le 9 juin à Paris

Réunis à la Bourse du Travail à Paris le 3 mai 2001 autour des représentants de LU-Danone, Marks & Spencer et AOM, travailleurs et militants représentant ou appartenant aux syndicats et organisations suivantes (liste en appendice) affirment la nécessité d'une grande manifestation nationale à Paris contre tous les plans sociaux en cours ou en préparation et pour l'interdiction de tous les licenciements.

Cette manifestation est indispensable pour faire monter d'un cran la mobilisation. Cette même mobilisation s'est déjà concrétisée par de nombreuses manifestations, grèves et débrayages autour des travailleurs des entreprises touchées, qui doit se poursuivre dans les jours et les semaines qui viennent (Marks & Spencer à Londres le 17 mai, Moulinex le 19, journée d'action de la CGT le 22, etc..).

Loin de s'opposer à toutes ces initiatives, cette manifestation nationale doit permettre leur convergence et être le point de départ d'une mobilisation encore plus forte contre tous les licenciements.

Comme tous les travailleurs et les militants syndicalistes de ce pays, nous pensons qu'il ne faut pas manquer l'occasion de réagir tous ensemble afin de ne pas être battus les uns après les autres.

Compte tenu du calendrier, c'est à dire des périodes chômées et surtout des initiatives déjà projetées, nous proposons que cette manifestation nationale soit fixée pour le samedi 9 juin.

Nous demandons à tous les travailleurs et syndicalistes d'œuvrer au sein de leurs organisations pour qu'elles se prononcent dans ce sens et contribuent à sa réalisation. Nous appelons donc tous les syndicats et notamment toutes les confédérations syndicales, tous les partis politiques et toutes les associations qui entendent défendre les intérêts du monde du travail à se prononcer pour cette manifestation et contribuer à la mettre sur pied.

Pour faire le point de cette initiative avec tous ses participants et ceux qui s'y joindront, et compte tenu du calendrier des uns et des autres, nous organisons une nouvelle réunion préparatoire le mercredi 16 mai à 18 heures à cette même Bourse du Travail de Paris.

Nota Bene :

Nous demandons à tous ceux qui se prononcent dans ce sens de nous le faire savoir en prenant contact avec le Comité de Défense de l'Emploi (dont tous les syndicats FO, CGT, CFDT, CFTC et CGC de l'entreprise font partie) de LU-Danone de Ris Orangis (rue Ambroise Croizat, 91130 Ris Orangis qui centraliseront.

RETOUR SUR CELLATEX

PRESENTATION

La lutte qui s'est déroulée à Givet dans les Ardennes, en juillet dernier, à l'usine Cellatex réunissait tous les ingrédients pour attirer le sensationnalisme médiatique et mobiliser les fantasmes « gauchistes » d'un retour à une véritable radicalité ouvrière :

- des ouvriers en colère voire désespérés par la fermeture sauvage de « leur » usine,
- des formes de lutte n'hésitant pas à faire fi du sacro-saint respect pour l'outil de travail,
- la menace d'une intervention musclée de la part des forces de l'ordre (GIGN),
- une CGT semblant renouer avec des traditions dites de luttes de classe.

Il n'en fallut guère plus pour que d'aucuns voient dans ce conflit le retour du luddisme¹⁴ et fassent de l'usine des Ardennes un symbole exemplaire. Il est vrai qu'un an après, au regard des « plans sociaux » annoncés notamment chez Danone et Marks et Spencer et de la très faible ampleur des réactions qu'ils ont suscitées chez les prolétaires, la geste des ouvriers ardennais s'en trouve considérablement rehaussée. Il n'en demeure pas moins que l'exercice critique à l'égard de cette lutte doit s'exercer, notamment contre tous les mythes construits autour de sa prétendue exemplarité.

QUELQUES DONNEES ET UN PEU D'HISTOIRE

Cellatex est une usine appartenant à la branche textile et spécialisée dans la fabrication de fibres artificielles. En juillet 2000, celle-ci est la dernière usine en France à produire du fil viscosé dans un contexte régional marqué depuis 20 ans par l'ampleur des restructurations capitalistes. Dans les Ardennes, le chômage dépasse allègrement les 18 % de la population active et atteint les 22 % dans la région de Givet. Les ouvriers qui ont eu la « chance » d'échapper aux charrettes de licenciement sont soumis à des pressions énormes – chantage à l'emploi et aux salaires - dans un contexte où le temps des luttes radicales des années 70 et du début des années 80, portées par une classe ouvrière nombreuse et combative, parfois violente¹⁵, est révolu. Au fil des ans, le tissu industriel traditionnel dominé par le charbonnage, la sidérurgie et le textile s'est réduit comme peau de chagrin, le coup de grâce ayant été donné au début des années 90 avec la fermeture des installations portuaires du canal de la Meuse. A cette époque, dans la région de Givet, un millier de personnes vivaient encore de l'activité du canal qui faisait des Ardennes un point de passage des marchandises venant du port d'Anvers.

L'usine de Givet dans ce contexte économique va progressivement, tout le long de la décennie 90, connaître un processus d'étiollement de son activité au gré des restructurations. En 1990, le groupe Rhône Poulenc auquel appartenait l'usine décide de se désengager et celle-ci est reprise par des cadres de l'entreprise. En 1997, Cellatex dépose le bilan mais est rachetée en 1998 par le groupe autrichien CAG, lequel à son tour quitte le secteur d'activité en

« luddisme » présentait des caractères très adultes dans ses méthodes, notamment le refus de la bureaucratie et l'organisation en « groupes locaux ».

¹⁵ La conscience ouvrière reste profondément marquée dans cette région par les combats contre la fermeture de l'usine de la Chiers en 82 pendant lesquels les ouvriers avaient brûlé le château des maîtres de forges et mené pendant plusieurs mois de véritables actions de guérilla (actions armées, affrontements violents avec les forces de l'ordre).

juin 1999. Depuis cette date, l'usine vit sous perfusion du district de la région de Chooz et au rythme des décisions du tribunal de commerce de Charleville-Mézières, qui de six mois en six mois maintiendra l'activité de l'usine jusqu'à la décision de liquidation le 5 juillet 2000. L'usine emploie alors 153 salariés dont 70 femmes.

LE FEU AUX POWDRES

Le processus de lutte s'enclenche en fait en juin 1999 à partir de l'abandon de l'usine par le groupe CAG. L'année 1999 est en effet ponctuée par la mobilisation des travailleurs de l'usine. A ce moment, les formes de lutte ne font que s'inscrire dans la longue tradition des pseudo-combats syndicaux à coup de barrage sur les routes, de pneus enflammés et de manifestations devant le tribunal de commerce et la préfecture. Le tout étant bien entendu contrôlé par la CGT, syndicat hégémonique de l'usine, et relayé dans les hautes sphères bureaucratiques par la fédération textile-habillement-cuir de la centrale de Montreuil, chargée dans une classique division du travail base/sommet de faire pression sur le gouvernement de la gauche plurielle en dénonçant la « mort de l'industrie textile nationale », les « délocalisations à l'étranger », le tout agrémenté des lamentations classiques sur le capital financier « prédateur » et les exigences « démesurées » des actionnaires¹⁶.

En dépit du caractère « annoncée » de la fermeture du site, la décision du tribunal de commerce, le 5 juillet 2000, de mettre un terme définitif aux activités de l'usine est un électrochoc pour les ouvriers de l'usine, tant il subsistait chez eux des illusions, engendrées par la CGT et les réunions à Paris au ministère de l'Industrie, quant à la possibilité de recapitaliser Cellatex, de réindustrialiser la région, bref de sauver les emplois. En outre, à l'époque, beaucoup d'entre eux, malgré l'expérience de ces vingt dernières années, pensaient que l'existence d'un gouvernement de gauche pouvait constituer un point d'appui à leur lutte.

UNE LUTTE RADICALE MAIS ISOLEE ET DESEPEREE

Dès l'annonce de la décision du tribunal, la riposte va se mettre en place et une certaine radicalité ouvrière s'exprimer, décidée à utiliser la menace que constituent les 56 000 litres d'acide sulfurique, les 46 tonnes de sulfure de carbone entreposés dans l'usine : dans la première heure qui suit l'annonce des licenciements des feux éclatent auprès des cuves de sulfure et dans une salle de stockage, lesquels seront éteints avec difficultés par les pompiers. Les travailleurs exigent alors que la tenue des négociations ait lieu dans l'usine afin de pouvoir mieux les contrôler et exercer leur pression si nécessaire.¹⁷

Cette riposte ne manque cependant pas de limites. En effet, la menace brandie est à la fois dérisoire et inopérante à l'égard des patrons et de leur Etat. Ces derniers, à l'aide des journalistes, en ont joué en dramatisant davantage la situation. Quand aux ouvriers, ils se sont barricadé dans une usine déjà condamnée au lieu de devenir des propagandistes actifs de la révolte dans leur région. Le spectacle médiatique sied mal à l'autonomie ouvrière.

L'usine est occupée, transformée en « forteresse » et les ouvriers s'y retranchent. Cette attitude a l'assentiment de la majorité puisqu'environ 107 salariés sur 153 participent par équipe de 25 à l'occupation la nuit.

Le 7 juillet, les premières négociations s'engagent dans l'usine rassemblant la CGT, la CFDT, le liquidateur judiciaire et le directeur départemental du travail. A ce moment du

¹⁶ Tous ces thèmes sont réunis dans l'article, daté du 13 octobre 1999, du secrétaire général de la fédération textile-habillement-cuir CGT, Christian Larose, publié dans le journal patronal *Les Echos* et au titre ô combien évocateur : « De grâce, réveillez le ministre de l'industrie ! ».

¹⁷ C.Larose regrettera amèrement que la Direction Départementale du Travail est acceptée cette exigence, car cela n'a pas facilité le travail des syndicats.

conflit, la revendication ouvrière majoritaire est le refus pur et simple de la fermeture de l'usine tandis que les autorités départementales proposent la constitution d'une cellule de reclassement. Très vite, les ouvriers refusent la négociation sur la base des offres des pouvoirs publics et interviennent directement.

Le témoignage du secrétaire général de la fédération Hacuitex de la CGT, Christian Larose, mérite ici d'être rapporté tant il traduit bien le climat explosif (dans tous les sens du terme) qui règne dans l'usine : « *Les Cellatex entrent dans la salle de réunion et s'affrontent sévèrement avec le liquidateur judiciaire et le directeur départemental du travail. Les échanges sont violents ; le liquidateur est pris à partie en ces termes : 'Toi, tu crèveras là sans eau, sans pain, on te foutra dans la chaudière.' (...) A cet instant, les personnalités deviennent des 'otages'. Un salarié place une bouteille de gaz sur le rebord de la fenêtre et l'ouvre. Vent de panique dans la salle. (...) Plusieurs ouvriers cagoulés commencent à arroser le sol d'essence et jouent avec des boîtes d'allumettes. Les 'otages' sont pétrifiés, terrorisés, un vrai cauchemar.* ».

En fait, il n'y a pas que les « otages » qui vivent un cauchemar, les représentants syndicaux de l'usine aussi. Ils sont visiblement débordés par la situation et n'ont pas les épaules suffisamment larges pour contrôler le conflit. C'est d'ailleurs le facteur qui va provoquer l'intervention directe de la fédération CGT Hacuitex par le biais de son secrétaire général, qui va prendre en main directement la négociation laissant le soin aux délégués syndicaux de l'usine de jouer le rôle de relais auprès de la masse des salariés. La fédération CGT va commencer par jouer de toute son influence, via les délégués de base, pour convaincre les salariés de relâcher le liquidateur judiciaire, le directeur départemental du travail ayant réussi à s'échapper du fait de l'aide de certains militants CGT.

A ce moment de la lutte, une composante ouvrière s'est cristallisée que la CGT appelle les « durs » dont il est difficile d'évaluer ce qu'elle représente en termes quantitatifs dans l'usine. Une des premières préoccupations des représentants de la fédération CGT sera de contrôler ladite composante. Christian Larose, le secrétaire général de la fédération, dépêché en urgence de Paris à Givet, l'écrit sans ambages dans son livre sur Cellatex¹⁸ : « *La première question que je lui pose (à un délégué de base de l'usine NDLR) en arrivant sur place touche au nombre de « durs » qu'il y a réellement dans le conflit. 'Je veux pouvoir identifier la frange des plus durs', lui dis-je. Sa réponse est directe : 'il y a à mon avis, 10 % des gens qui sont incontrôlables.'* »

Après l'épisode de la séquestration suit une période de mise en place d'une nouvelle phase de négociation dans laquelle interviennent directement les pouvoirs publics par le biais de la préfecture et la CGT au niveau national, le tout chapeauté par la ministre du Travail, Martine Aubry, qui restera d'ailleurs pendant tout le conflit en contact direct avec la CGT. Cette mise en place se fait dans un contexte de dramatisation intense avec l'évacuation du quartier jouxtant l'usine et une forte présence ouvrière agissant en dehors du contrôle syndical. A deux reprises, dans la semaine du 7 au 14 juillet, deux tracts manuscrits sont diffusés dans la ville portant la signature « branche dure de Cellatex » et menaçant de déverser les 50 000 litres d'acide sulfurique dans la Meuse et de mettre à feu la cuve de sulfure de carbone. Par ailleurs, pendant cette semaine, la conscience ouvrière évolue et après la revendication initiale d'un refus de la fermeture de l'usine pointe la revendication d'une prime de 150 000 F.

LA BRANCHE DURE DE CELLATEX

Suite aux amorces des négociations nous déclarons une trêve avec les pouvoirs publics jusqu'au lundi 18 heures. Après quoi, si les négociations n'aboutissent pas : un signe d'avertissement. Les 50 000 litres d'acide sulfurique seront déversés dans la nature et dans la Meuse.

Si les forces de l'ordre interviennent vous aurez pris la précaution de faire évacuer tout le quartier de la Soie. La cuve de sulfure sera mise à feu.

L'ACIDE COULE

Le 17 juillet, mettant une partie de leurs menaces à exécution, les ouvriers et les ouvrières de l'usine, au grand dam de la CGT, ouvre les vannes d'une cuve d'acide sulfurique de 6000 litres et s'affrontent avec les CRS et les pompiers venus dresser des barrages afin que l'acide n'atteigne pas la Meuse. Encore une fois, le livre témoignage du bonze de la CGT mérite d'être sollicité sur ce point. Rentré sur Paris pour préparer en bon bureaucrate un colloque au Conseil économique et social avec une journaliste des *Echos* (Christian Larose apparemment aime beaucoup *Les Echos*), il reçoit sur son portable l'appel éploré d'un délégué CGT de l'usine : « *La voix brisée, il m'annonce que les Cellatex sont passés à l'action, que l'acide a coulé et qu'il est complètement débordé. Il ajoute que certains se battent avec les CRS qui tentent d'éviter que l'acide ne gagne les caniveaux. (...) Je questionne Maurad. Qui a fait cela, les « durs » ? « Non, non, tout le monde, les femmes ont couru, toutes ensemble, elles se sont posé les mains les unes sur les autres pour diluer la responsabilité. Elles ont ouvert les manettes et six mille litres d'acide ont coulé. Je n'ai rien pu faire. »* »

Et M. Larose de conclure : « *Désormais, il n'y a plus les 'durs' et les autres, les frontières sont devenues impossibles à cerner* ». A partir de ce stade de la lutte, tout l'appareil de l'Etat est mobilisé pour contenir la rage des ouvriers, gouvernement, préfecture, médias, syndicats. Le gouvernement et la préfecture des Ardennes, par la voix de Martine Aubry, demandent alors à la fédération CGT de prendre le contrôle des négociations¹⁹.

LA CGT ET LE GIGN A LA RESCOUSSE

La carotte cégétiste pour la négociation et le bâton gigenesque, si la base reste incontrôlable, telle est la politique de l'Etat après l'épisode du 17 juillet. Symbole de l'alliance du sabre et du goupillon syndical, l'arrivée le même jour, le 18 juillet, à Givet, d'un commando du GIGN, qui survolera l'usine en hélicoptère, et de Christian Larose, secrétaire général de la fédération Hacuitex et proche de Bernard Thibaut.

Le message du gouvernement à destination des ouvriers est clair : « *si vous continuez de refuser les offres raisonnables qui vous sont faites et de vous en remettre aux négociateurs professionnels et responsables de la CGT, des méthodes plus coercitives seront employées. Nous passerons alors de la démonstration de force à l'action* ». A savoir de la violence potentielle à la violence cinétique selon la tradition classique de gestion par l'Etat des conflits qui n'empruntent pas les voies légales et habituelles de la lutte de classes domestiquée.

Dès le lendemain, les négociations commencent à la Préfecture en vue de conclure un protocole de fin de conflit. Les revendications mises en avant par les grévistes sont les

¹⁹ ~~Le secrétaire Hacuitex de la CGT pendant tout le conflit sera en contact direct avec la préfecture et le ministre du Travail.~~ L'épisode de l'acide a incontestablement affolé les sphères dirigeantes de l'Etat, lesquelles intiment la direction de la CGT de prendre ses responsabilités. « *Il faut que vous descendiez tout de suite car la situation va empirer dans les heures qui viennent. Sur place, plus personne ne maîtrise rien* » demande le préfet des Ardennes ; « *Madame Aubry souhaite que vous descendiez tout de suite.* » renchérit le ministre du Travail. Les pauvres dirigeants syndicaux sont décidément bien sollicités par l'Etat et traités finalement pour ce qu'ils sont réellement : des larbins.

suivantes :

- une prime de départ de 150 000 francs,
- le paiement intégral des salaires pendant deux ans,
- des congés de conversion prolongés.

La négociation débutée le 18 juillet à 20 heures aboutit finalement à 2h30 du matin par la rédaction d'un protocole d'accord qui est très loin de satisfaire les revendications initiales des ouvriers. Des 150 000 F de prime ne reste que 80 000 F ; du paiement intégral des salaires pendant deux ans ne demeure qu'un congé de conversion rémunéré à 80 % du salaire net pendant 10 mois et pendant 14 mois pour les plus de cinquante ans et les femmes. Telles sont les mesures immédiates et concrètes qui vont être proposés par la CGT et la CFDT à l'approbation des ouvriers de l'usine.

EPILOGUE... ET ONZE MOIS PLUS TARD

C'est dans une usine encerclée par le GIGN et les CRS que la délégation syndicale présentera le protocole d'accord aux salariés. Ceux-ci, après bien des débats houleux, finiront par accepter les propositions de l'Etat et des syndicats. On leur fera à l'occasion miroiter la perspective d'une politique active de réindustrialisation du département des Ardennes, et promettre aussi qu'ils retrouveraient rapidement un emploi par le biais d'une cellule de reclassement pilotée par la préfecture. Martine Aubry, euphorique, commentant l'« heureux dénouement » déclarera à la presse : *« Il faut saluer le sens des responsabilités des organisations syndicales dans la négociation, ainsi que le soutien actif des collectivités locales. (...) L'heure est maintenant à la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés pour la mise en œuvre de ces mesures et pour le développement de l'emploi dans le bassin de Givet. »*

Onze mois plus tard, qu'en est-il ? Sur les 160 salariés de Cellatex (intérimaires compris), une vingtaine, en majorité des cadres, a retrouvé un emploi en contrat à durée déterminée, ainsi que deux femmes sur 70. Mais tout n'est pas perdu, le secrétaire CGT du comité d'entreprise de l'usine, lui, a retrouvé un emploi : il a en effet été embauché par la société en charge du reclassement des salariés, laquelle a reçu 3,6 millions de francs de l'Etat et du Fonds social européen. Quant à la réindustrialisation du site, c'est un euphémisme de dire qu'elle piétine puisque à ce jour les nouvelles implantations atteignent le chiffre mirifique de zéro.

Une note « positive » toutefois : la lutte aura permis de contribuer à la réduction du chômage en Belgique puisque Alcatel qui avait lancé un plan de recrutement a préféré embaucher des salariés d'outre-Quévrain plutôt que des travailleurs de Cellatex, dont les méthodes de lutte n'ont, semble-t-il pas eu l'heur de plaire au patronat du cru. Enfin, cerise sur le gâteau, les salariés qui arrivent au terme de leur dix mois de congé de conversion viennent d'apprendre que les ASSEDIC, ne prendront pas le relais avant cinq mois, délai de carence oblige... Mais que fait M. Larose ?

Que fait la CGT ?

LES OUVRIERS OCCUPAIENT L'USINE COMME L'USINE OCCUPAIT LES OUVRIERS²⁰

Les éléments critiques qui suivent ne visent pas à dénigrer la lutte des ouvriers de Givet mais au contraire, à partir des faits, d'essayer de tirer une analyse du mouvement et non de postuler à tout prix l'existence d'aspects merveilleux, nouveaux ou radicaux. En

²⁰ Léon Blum, à propos de juin 1936, lors de son procès à Riom en 1942.

l'occurrence, il s'agit ici selon la formule de Spinoza de « ni rire ni pleurer mais de comprendre », comprendre pourquoi la lutte a pris telle direction et pas telle autre.

Que font les ouvriers dès le début du mouvement (05/07) ? Ils n'attaquent pas le « patron », lequel formellement n'existe plus puisque après la disparition de celui-ci, c'est le district de Chooz donc l'Etat qui en tient lieu. Les ouvriers auraient pu essayer de bloquer des usines de Rhône Poulenc, l'ancien détenteur du capital de Cellatex, afin de rentrer en contact avec les salariés du groupe. Mais nous sommes en juillet, les usines Rhône Poulenc sont loin et dans les abords immédiats il n'y a que EDF Chooz et Electrolux Revin et à Charleville Mézières, Citroën. Mais la tentative n'a pas été faite; même si celle-ci n'impliquait pas à coup sûr, le succès et que les extensions sont parfois un moyen pour les syndicats de diluer une lutte.

A partir de là, (absence d'ouverture de la lutte sur l'extérieur), les ouvriers ne pouvaient que se replier sur l'usine, parce qu'ils avaient là une arme potentielle, un moyen de pression : les stocks de produits chimiques. Tout ne pouvait plus aller, dès lors, que dans le sens de la pression sur l'Etat et du retranchement dans l'usine transformée en « forteresse ».

Ce qui va faire l'originalité de ce mouvement, c'est que les syndicats, tant au niveau de l'usine qu'à celui des fédérations, vont jouer à fond la carte de la médiatisation pour mieux isoler le noyau dur. Et pour ce faire, ils vont reprendre la menace de « tout faire sauter », tout en faisant tout pour l'empêcher. Il faut bien leur reconnaître un savoir-faire pour réussir cet exercice périlleux.

Les grévistes ont obtenu des compensations financières notables mais rien dans la lutte ne relève de la moindre nouveauté, d'un quelconque recours à « l'action directe » ou d'un retour à « l'anarcho-syndicalisme ». Le point positif réside dans le début de remise en cause de l'outil de travail, lequel n'a pas été jusqu'à son terme. C'est le paradoxe d'une lutte pour la survie d'une communauté centrée autour de l'usine que d'avoir exprimé (mais pas réalisé) une tendance, dans le cours des événements et à cause des conditions initiales, à la destruction de ce que, dans un premier temps, l'on voulait défendre.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Quelques enseignements peuvent être tirés de ce conflit. Une leçon à caractère très général d'abord sur la puissance de la classe quand les conditions objectives la poussent à s'affranchir du respect de l'outil de travail et à adopter des méthodes de lutte radicales. Il aura en effet fallu la mobilisation des plus hauts sommets de l'Etat, des plus hautes instances syndicales, l'intervention de l'armée pour mettre au pas la lutte d'une centaine d'ouvriers d'une usine perdue au fin fond des Ardennes.

Deuxième leçon, la lutte, malgré la triste situation actuelle, a permis de gagner quelques miettes qui n'auraient jamais été concédées autrement compte tenu du fait que l'interlocuteur patronal ayant disparu (depuis juin 99), l'Etat, dans un premier temps, ne voulant pas créer un précédent, refusait de supporter le coût du plan social.

Troisième leçon, le règlement pacifique du conflit n'aurait jamais pu se faire sans l'encadrement, du haut en bas de la pyramide, de la CGT qui s'est avérée une nouvelle fois un auxiliaire irremplaçable de l'Etat.

Quatrième leçon, la puissance de la démocratie sociale dans les pays capitalistes développés dont la mobilisation des forces objectives - primes, allocations - et subjectives - syndicats- est un facteur d'inhibition sinon d'annihilation (voir Danone) des luttes ouvrières.

A ceux, les gauchistes qui prennent leur désir pour la réalité, qui ont vu dans les quinze jours de lutte à Givet la résurgence d'une violence ouvrière annonciatrice de lendemains enchanteurs voire d'un certain « luddisme », nous rétorquerons que si la violence a joué un rôle positif, le fantasme de l'explosion de l'usine, du recours à l'acide, a contribué à les enfermer dans l'usine, une usine qu'ils avaient fait redémarrer lors des inondations de la Meuse en décembre 1995.

Les prolétaires de Cellatex, dans les conditions qui étaient les leurs en ce mois de juillet 2000 (isolement géographique et politique, mobilisation de toutes les forces de l'Etat capitaliste) ont vendu chèrement leur peau, et cela suffit pour que leur combat soit salué. En attendant mieux.

Les éditions Syllepse viennent de publier le témoignage de Christian Larose, secrétaire général de la fédération Hacuitex de la CGT sur la lutte de Cellatex. Ecrivons-le sans ambages : ce témoignage est inestimable. Non pas par les faits ou les détails qu'il donnerait sur la façon dont les ouvriers ont vécu ce conflit, mais sur la manière dont agit un bonze syndical de « haut niveau », dont il vit, dont il pense. Ce livre pourrait s'appeler « Journal d'un pompier social ». Larose ne nous épargne rien de ces contacts avec Martine Aubry, avec le cabinet du préfet, de sa volonté d'étouffer le conflit le plus rapidement possible. Dans son récit, alors que les ouvriers sont proprement invisibles ou désignés sous le vocable mystérieux et troublant de « durs », seuls le personnel de l'Etat bourgeois possède un visage, une psychologie, une âme. Et M. Larose de nous narrer par le menu, avec la joie un peu hypocrite du parvenu qu'il est, le moindre de ses petits contacts téléphoniques avec « Martine » (Aubry) ou « Jean-Yves » (M. le Préfet), nous racontant au jour le jour comment un bureaucrate syndical peut flinguer une grève. Merci donc à M. Larose pour ce document qui devrait instruire ceux qui n'ont pas encore compris quel était le véritable rôle du syndicat à notre époque. Et merci aussi aux gauchistes des éditions Syllepse qui permettent encore une fois de vérifier l'adage hégélien selon lequel « à ce dont l'esprit se contente, on mesure l'étendue de sa perte. »

« *Cellatex quand l'acide a coulé* », Christian Larose, Syllepse/Vie Ouvrière, 2001

TRACTS

Nous joignons ci après deux tracts rédigés en ce début d'année 2001.

Le premier a été rédigé après l'annonce des plans de licenciements dans le groupe Danone. Il a été distribué aux portes de la plupart des usines françaises de la division Biscuits du groupe Danone.

Le deuxième a été rédigé à l'occasion du 1^{er} mai et distribué lors de plusieurs manifestations syndicales.

DANONE

RADICALISER LA LUTTE AVANT QUE LES JEUX NE SOIENT FAITS

Travailleurs, camarades,

Le pavé lancé par le quotidien *Le Monde* a, pour l'instant, profité entièrement au patron. Pourquoi ? Pour comprendre, parcourons à nouveau le film des événements. Le quotidien du soir annonce une vaste restructuration de la branche Biscuits. Dix usines fermées, correspondant à 30% de la capacité de production de l'Europe de l'Ouest. 3000 à 6000 salariés au total à la rue, dont 1700 en France sur près de 4100 salariés employés dans l'hexagone (Lu-Belin et Heudebert). La riposte ouvrière a été immédiate pour exiger le retrait du plan. Calais s'est mis en grève en premier, suivi par plusieurs autres sites. Les différentes autorités locales ont aussitôt emboîté le pas des travailleurs en lutte. Eux aussi, se sont-ils unis au chœur des demandeurs du retrait du plan. Ils ont même dégainé plus vite que les syndicats en installant une coordination des communes visées par les fermetures d'usines. Entre temps, la direction de Danone observait. Puis, une fois la première vague d'indignation passée, elle a repris l'initiative. L'occasion était toute trouvée : la présentation des résultats annuels 2000 du groupe et des perspectives d'activité en 2001.

Quelles sont les “ raisons ” économiques de la restructuration ?

- La rentabilité de la branche Biscuits a connu une forte hausse l'an dernier, mais elle reste inférieure à la fois à celle des deux autres branches du groupe (boissons, produits laitiers frais) et, surtout, à celle des autres grands concurrents de Danone (Kraft/Philip Morris qui vient de racheter Nabisco ; Barilla avec la marque Mulino Bianco ; Keebler/Kellogg's).
- Le taux d'occupation moyen des lignes de fabrication en Europe occidentale est de 44% (38% en France), ce qui signifie que les installations sont à l'arrêt plus de la moitié du temps. Les patrons calculent ces pourcentages en prenant le temps d'engagement réel des installations par rapport au temps théorique global (24 heures x 365 jours par an).

Quels sont les moyens dont Danone dispose pour réaliser la restructuration ?

- L'endettement du groupe a fortement augmenté en 2000. Il est passé de 865 millions de francs en 1999 à 1,274 milliard de francs en 2000. Emprunter aux banques dans ces conditions risque d'être plus difficile qu'auparavant.
- L'émission d'actions nouvelles n'est pas non plus une solution, compte tenu de la mauvaise passe actuelle de la Bourse et de l'action Danone.
- Il n'est pas à exclure que le groupe doive prochainement racler ses fonds de tiroir pour se payer une ou plusieurs acquisitions. L'an dernier déjà, Danone avait tenté - sans succès - de racheter la société américaine Quaker Oats.
- Les coûts de la restructuration de la branche Biscuits seraient compris entre 1 et 2 milliards de francs environ, dont la plus grande partie naturellement affectée à la refonte de l'outil industriel et pas à l'indemnisation des travailleurs.

Conclusion : c'est sûr, pour Danone il faut la restructuration, dans les dimensions annoncées ou peut-être davantage. Mais probablement pas sous la forme d'une fermeture immédiate de l'ensemble des usines visées. Le patron a besoin de temps et d'argent pour mener à bien son dessein. Se borner à critiquer la brutalité de la mise en œuvre du plan annoncé par *Le Monde* ne sert qu'à mieux cacher les vraies intentions de Danone. Et peut-être aussi à préfigurer un consensus de la dernière heure entre la direction, les syndicats et les collectivités locales autour d'une application du plan étalée dans le temps et assortie des habituelles mesures d'accompagnement “ social ”.

Il faut garder à l'esprit que Danone a déjà liquidé des milliers d'emplois sans susciter de réactions étendues de la part des salariés et surtout sans attirer l'attention des médias.

C'est la direction elle-même qui le confirmait dans l'une de ses publications de 1998 : “ *Suite à son programme de restructuration, Danone a réduit ses effectifs dans l'Union européenne d'environ 5000 unités en trois ans* ”.

Travailleurs, camarades,

Pour le patron, la restructuration est donc un impératif, même si l'entreprise fait des bénéfices confortables et en constante augmentation. Pour les ouvriers, en revanche, la logique patronale est inacceptable, quelles qu'en soient les raisons. Pour les salariés, la question n'est pas de savoir si les usines sont plus ou moins rentables que celles des concurrents de son employeur. La nature du capitalisme étant celle d'accroître sans cesse les profits.

Dès lors, rentrer dans le jeu de vouloir démontrer que telle ou telle usine présente une rentabilité suffisante pour essayer de sauver sa peau, chacun dans son coin, revient à s'aligner sur la position du patron. Si ce dernier parvenait à prouver le bien-fondé de la restructuration, les licenciements deviendraient-ils acceptables pour autant ?

De même, à quoi sert de se plaindre de la délocalisation de la production " française " à l'étranger, alors que toute restructuration de ce type ne peut se concevoir qu'à l'échelle mondiale ? S'il est vraisemblable que les usines rachetées en 2000 à United Biscuits, en Pologne et en Hongrie notamment, seront utilisées pour remplacer la production de certains sites français fermés, il ne faut pas oublier que trois usines candidates à la fermeture sont localisées hors de France...

Il ne faut pas se tromper d'objectif. Plus que jamais, il n'est pas possible d'utiliser les arguments patronaux à l'avantage des salariés. Il faut pouvoir affirmer une logique et des objectifs qui sont propres aux exploités. Sans faire la moindre concession aux contraintes économiques. La défense du salaire et de l'emploi ne peut jamais se faire au nom de la rentabilité d'entreprise ou de la charité publique.

*Seul un rapport de force modifié à l'avantage des travailleurs peut payer.
Danone ne doit pas s'en sortir aux moindres frais.
Un groupe profitable est aussi un groupe plus vulnérable à la lutte ouvrière radicale.*

C'est pourquoi il faut employer des formes de lutte qui frappent le plus au porte-feuille de l'entreprise. A cet égard, les débrayages tournants sont peut-être utiles pour faire circuler les raisons du combat au sein des usines, mais ils sont inefficaces pour modifier le rapport de force. Il ne faut pas oublier que les sites français tournent déjà au ralenti.

- *Etendre le combat aux usines à l'étranger et aux autres branches de l'entreprise plus rentables aurait un tout autre impact sur Danone.*
- *Entraver par tous les moyens la distribution des produits du groupe pourrait également conduire Frank Riboud à une attitude moins offensive.*
- *Se coordonner à d'autres travailleurs en lutte permettrait aussi d'élargir le front du mécontentement en l'intégrant dans le combat général des grèves qui sont en cours actuellement (Casino, Panzani, Unilever, les transports publics, la Poste, les hôpitaux, etc.).*

Pour ce faire, les syndicats, les maires et autres conseillers généraux ne sont d'aucune utilité. A coup sûr, le patron les emploiera davantage pour désamorcer la lutte.

La voie de l'auto-organisation et de la lutte est la seule praticable pour résister efficacement à l'agression de Danone.

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

12 février 2001.

Discutez ce tract et faites-le circuler dans les ateliers.

Pour toute correspondance : PRIO, c/o C. Fletcher 19, rue de l'Alun 91630 Marolles-en-Hurepoix.

LE CAPITALISME ENGENDRE

> LA CRISE

> LES LICENCIEMENTS

> LE CHÔMAGE

> LA GUERRE

IL FAUT L'ABATTRE !

Des dizaines de milliers de licenciements programmés en France (Danone, Marks & Spencer, Moulinex, AOM, etc.), des centaines de milliers peut-être en Europe, sans parler des Etats Unis de l'Asie et du reste du monde : c'est la vie NORMALE du système capitaliste.

Que ce soit dans des secteurs en régression (sidérurgie) ou arrivés à maturité (c'est à dire où la demande solvable des marchés ne peut plus absorber les capacités de l'offre) ou promis à une forte croissance (téléphonie mobile) ; que ce soit dans des entreprises qui font des profits ou pas, chaque entreprise, pour se maintenir, doit être toujours plus profitable pour racheter ses concurrents, qu'elle augmente donc nécessairement sa productivité. Pour ce faire, il y a l'amélioration technique incessante des moyens de production (qui nécessite des investissements donc une accumulation suffisante et préalable de capital), leur adaptation aux impératifs du marché et la "compression d'effectifs", entendez licenciements, fermetures de site ou les deux à la fois.

Le fonctionnement du capitalisme, ça a toujours été cela, c'est cela et ce sera toujours cela. Pour chaque capitaliste (qu'il soit "petit" ou "gros", d'entreprise "privée" ou "d'Etat", PME ou multinationale, coté en Bourse ou pas) : faire mieux que les concurrents ou disparaître. Et pour les salariés : licenciements, régions sinistrées, misère.

Que faire ?

Pour les salariés, il s'agit certainement de ne pas se résigner, ni se laisser montrer en train de pleurer dans les médias bourgeois qui se nourrissent de ce désespoir pour mieux enterrer les velléités de révolte, mais surtout ne pas faire confiance à tous ceux qui leur proposent des faux remèdes, comme les marchands d'illusions de la "gauche" plus ou moins extrême qui agitent la solution miracle : une loi "pour interdire les licenciements".

Les plus bizarres vont même jusqu'à ajouter "dans les entreprises qui font des profits" ; comme si les travailleurs de Moulinex, AOM et autres pouvaient crever, parce que leurs patrons déclarent des pertes !

Mais qui ferait cette loi ? La gauche "plurielle", le gouvernement, les parlementaires et tous ceux qui rêvent d'en être ! Bon sang ! Mais, c'est bien sûr ! Quel est le travailleur qui ne soit pas anesthésié qui peut penser un seul instant que le gouvernement et l'Etat vont interdire les licenciements ! La gauche est au pouvoir dans 9 pays sur 12 en Europe ; c'est l'état-major conscient de la bourgeoisie qui est là pour faire tourner le système, le pérenniser et empêcher toute explosion sociale.

Certains voudraient faire croire que le sort des travailleurs dépend de cette Gauche et qu'il suffirait de faire pression sur elle pour qu'elle se fende d'une loi salvatrice. C'est comme demander à un cul-de-jatte de courir les 100 mètres.

La lutte de la classe ouvrière contre les méfaits du capitalisme et contre le capital lui-même, ce n'est pas avec un gouvernement de gauche qu'on peut le réaliser mais CONTRE LUI et ceux qu'ils représentent.

Depuis toujours, la gauche - comme la droite - a montré ce qu'elle était : un bon serviteur de l'aménagement du capitalisme contre la classe ouvrière.

Et c'est bien normal : ils n'ont jamais dit, quelle que soit leur "sensibilité", qu'ils étaient pour renverser le système capitaliste ; ce ne sont pas des "traîtres" ou des "salauds" ou quoi que ce soit ; ce sont des ennemis de classe, c'est tout.

LA REVOLTE CONTRE LES LICENCIEMENTS, c'est la moindre des choses, c'est refuser de se faire considérer uniquement comme des marchandises au gré des nécessités du capitalisme. Mais on ne peut lutter sans comprendre le pourquoi des choses ni se laisser bercer d'illusions sur de faux remèdes.

La lutte sérieuse est à mener contre les licenciements et les patrons ; mais pas les salariés de Danone contre la direction de Danone, pas les employés de Marks & Spencer contre leur propre direction, pas les travailleurs d'AOM contre leur propre employeur, etc.. C'est tous les travailleurs contre tous les patrons, que l'entreprise licencie avec "profits" ou pas, et même contre ceux qui ne licencient pas aujourd'hui mais qui le feront à coup sûr demain.

Pour ce faire, il faut s'organiser entre travailleurs, indépendamment de tous ceux qui veulent nous mettre à la remorque des porteurs d'écharpe tricolores, des curés, des syndicats et les politiciens asservis.

La lutte contre les licenciements ne peut se mener que si on abandonne l'appartenance aux catégories dans lesquelles on nous enferme sous prétexte d'appartenance à l'entreprise. Bref, si la lutte contre les licenciements se comprend comme point de départ de la lutte contre le capitalisme lui-même.

Car la seule façon de s'en tirer du mieux possible, de vendre le plus chèrement sa peau, c'est d'utiliser la force collective et de faire peur aux patrons et au gouvernement, pas de pleurnicher ou de se lamenter en leur implorant des miettes.

Depuis l'annonce des licenciements chez Danone, une quinzaine d'autres entreprises ont suivi. C'est une attaque en règle contre l'ensemble des travailleurs. Depuis un mois, on en reste au niveau de la protestation qui ne fait pas avancer grand-chose. Le choix que l'on a à faire, c'est d'aller consciemment vers la lutte d'ensemble, au moyen d'une organisation autonome des travailleurs eux-mêmes émancipée des marchands d'illusions patentés.

Ce n'est pas la première fois que ce choix là se présente à la classe ouvrière de ce pays ; on sait tous que quand on veut, on peut. Alors ?

<p>DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE</p>

Paris, le 1^{er} mai 2001.

Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :
C. Fletcher 19, rue de l'Alun - 91630 Marolles en Hurepoix.